



EIGHTH NATIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

FIRST SESSION

MONDAY 22 JUNE 2026

CONTENTS

MOTION

STATEMENT BY MINISTER

BILL (*Public*)

ADJOURNMENT

THE CABINET

(Formed by Dr. the Hon. Navinchandra Ramgoolam)

Dr. the Hon. Navinchandra Ramgoolam, GCSK, FRCP	Prime Minister, Minister of Defence, Home Affairs and External Communications, Minister of Finance, Minister for Rodrigues and Outer Islands
Hon. Mrs Marie Arianne Navarre-Marie	Deputy Prime Minister Minister of Gender Equality and Family Welfare
Hon. Shakeel Ahmed Yousuf Abdul Razack Mohamed, GCSK	Minister of Housing and Lands,
Hon. Rajesh Anand Bhagwan, GCSK	Minister of Environment, Solid Waste Management and Climate Change
Dr. the Hon. Arvin Boolell, GOSK	Minister of Agro-Industry, Food Security, Blue Economy and Fisheries
Hon. Govindranath Gunness	Minister of National Infrastructure
Hon. Anil Kumar Bachoo, GOSK	Minister of Health and Wellness
Hon. Christian Harold Richard Duval	Minister of Tourism
Hon. Ashok Kumar Subron	Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity
Hon. Gavin Patrick Cyril Glover, SC	Attorney-General
Dr. the Hon. Mrs Jyoti Jeetun	Minister of Financial Services and Economic Planning
Hon. Patrick Gervais Assirvaden	Minister of Energy and Public Utilities

Hon. Dhananjay Ramful	Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade
Hon. Darmarajen Nagalingum	Minister of Youth and Sports
Hon. Muhammad Reza Cassam Uteem	Minister of Labour and Industrial Relations
Hon. Mahomed Osman Cassam Mahomed	Minister of Land Transport
Hon. John Michaël Tzoun Sao Yeung Sik Yuen	Minister of Commerce and Consumer Protection
Dr. the Hon. Kaviraj Sharma Sukon	Minister of Tertiary Education, Science and Research
Hon. Sayed Muhammad Aadil Ameer Meea	Minister of Industry, SMEs and Cooperatives
Dr. the Hon. Mahend Gungapersad, PDSM	Minister of Education and Human Resource
Dr. the Hon. Avinash Ramtohol	Minister of Information Technology, Communication and Innovation
Hon. Lutchmanah Pentiah	Minister of Public Service and Administrative Reforms
Hon. Ranjiv Woochit, OSK	Minister of Local Government
Hon. Mahendra Gondeea, OSK	Minister of Arts and Culture

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Madam Speaker	Hon. Mrs Shirin Aumeeruddy-Cziffra
Deputy Speaker	Hon. Vedasingam Vasudevachariar Baloomoody, GOSK
Deputy Chairperson of Committees	Hon. Mohamed Ehsan Juman
Clerk of the National Assembly	Lotun, Mrs Bibi Safeena, CSK
Deputy Clerk	Gopall, Mr Navin
Clerk Assistant	Seetul, Ms Darshinee
Clerk Assistant	Naika-Cahaneea, Mrs Prishnee
Clerk Assistant	Tayelamay, Mr Niteshen
Hansard Editor	Jankee, Mrs Chitra
Adviser, Hansard Matters	Allet, Mrs Marie-Hélène Caroline
Assistant Hansard Editor	Hurdoss, Ms Doushika
Parliamentary Librarian and Information Officer	Jeewoonarain, Miss Prittydevi
Acting Serjeant-at-Arms	Seegobin, Mr Somduth

MAURITIUS

Eighth National Assembly

FIRST SESSION

Debate No. 15 of 2026

Sitting of Monday 22 June 2026

The Assembly met in the Assembly House, Port Louis, at 11.30 a.m.

The National Anthem was played

(Madam Speaker in the Chair)

MOTION**SUSPENSION OF S.O. 10(2)**

The Prime Minister: Madam Speaker, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (2) of Standing Order 10.

The Deputy Prime Minister rose and seconded.

Question put and agreed to.

Madam Speaker: Yes, hon. Prime Minister!

STATEMENT BY MINISTER**BUDGET SPEECH 2026-2027 – PENSION REFORM – MEANS TEST PROPOSAL
FREEZING**

(11.41 a.m.)

The Prime Minister: Madam Speaker, with your permission, I want to make a statement on the pension reform.

Madam Speaker, after my Budget Speech of last Friday, I have listened to the views and heard the views of the population to the proposed measures regarding pension reform.

The population has clearly already realised the unsustainability of the Basic Retirement Pension, as we have known it.

The measures taken last year have already positively impacted the economy, and we have already seen how it has helped public finances.

I have, this morning, met a number of my Ministers, with the technicians on pension reform and those of the Ministry of Finance, to discuss the matter further. I have taken onboard the suggestions made.

Anxious of the concerns of the people, whilst it will have consequences both on the budget deficit and on the public sector debt, we have decided to freeze the means testing proposed.

Thank you.

PUBLIC BILL

Second Reading

THE APPROPRIATION (2026-2027) BILL

(NO. IX OF 2026)

Order read for resuming adjourned debate on the Second Reading of the Appropriation (2026-2027) Bill (No. IX of 2026).

Question again proposed.

Madam Speaker: Yes, hon. Leader of the Opposition!

(Interruptions)

Chut !

(11.43 a.m.)

The Leader of the Opposition (Mr G. Lesjongard): Madame la présidente, merci de me donner la parole.

(Interruptions)

Madam Speaker: Can we, please?

Mr Lesjongard: Je vais réagir sur...

Madam Speaker: Can we, please, listen to the Leader of the Opposition!

Mr Lesjongard: ...le *statement* du Premier ministre un peu plus tard. Mais, allons commencer là où il faut commencer. Nous avons affaire à un gouvernement amateur qui présente un budget et après commence les consultations. C'est le monde à l'envers dans notre pays en ce moment-ci, Madame la présidente !

Ms J. Bérenger: *Zot tap latab ! Zot fier !*

Mr Lesjongard: Et en plus, avec le peu de temps qu'on m'a accordé, enfin pas qu'à moi, mais à tous les membres, pour les débats sur le budget de cette année-ci, j'ai été tenté d'avoir recours à l'intelligence artificielle pour écrire mon discours, Madame la présidente. L'intelligence artificielle qui occupe une grande partie de ce budget encore une fois, mais malheureusement, sans grand résultat.

Madame la présidente, la caisse est vide. Il n'y a pas d'argent pour la pension de vieillesse.

Ms Anquetil: C'est ton gouvernement !

Mr Lesjongard: Madame la présidente, à la page 35 du document *Public Sector Investment Programme*, sous l'item A0016, *Renovation and Upgrading of Clarisse House*, l'État qui n'a pas d'argent et qui continue de dire que la caisse est vide va investir R 455 millions pour rénover la Clarisse House, alors que le peuple souffre, Madame la présidente.

Personne ne réagit ?

(Interruptions)

C'est le deuxième budget présenté par ce gouvernement de l'Alliance...

(Interruptions)

Madam Speaker: Do not...

Mr Lesjongard: Vous aurez dû *baw baw latab*, Madame la présidente !

C'est le deuxième budget présenté par ce gouvernement de l'Alliance du Changement. Une alliance du changement, qui on doit le rappeler, a été élue sur la base des bluffs et des fausses promesses pendant la campagne électorale –

- Du bluff sur l'augmentation de la pension de vieillesse, et je cite : « *Ou pansion li pou lao 21 000 rroupi, kitfwa 21 500.* », dicit le Dr. Navin Ramgoolam lors du meeting de l'Alliance du Changement le 20 octobre 2024.
- Du bluff sur la baisse du prix des carburants.
- Du bluff sur la baisse du prix de l'électricité.

Étonnamment, c'est tout le contraire qui s'est passé, Madame la présidente. *Inn coup pansion* ! Le prix des carburants a connu plusieurs augmentations. Le prix de l'électricité a aussi connu une augmentation de 15 %, et cela, en moins de 2 ans.

Pendant la campagne électorale, vous avez raconté de belles histoires à cette population et le peuple avait de l'espoir. Malheureusement, aujourd'hui, ce peuple se retrouve *dan mare nwar*, *Madam Speaker* ! Les mensonges, les bluffs politiques ne changeront rien maintenant. La population, qui avait voté massivement pour ce gouvernement, a été trahie et ne fait plus confiance à ce gouvernement.

En plus de cela, Madame la présidente, permettez-moi de le dire de cette façon, c'est la plus grande trahison de l'histoire politique de ce pays. Aujourd'hui, le terme « *voler pansion* » est ancré dans la mémoire de la population. Vous allez apporter des changements, oui, mais ce terme de « *voler pansion* » est ancré dans la mémoire de cette population.

An hon. Member: *To ti kokin sipaki kalite, aster-la...*

An hon. Member: *Li 'nn bliye ! Li 'nn bliye !*

Mr Lesjongard: L'ancien *Deputy Prime Minister*, qui est considéré par le Premier ministre et sa majorité comme le véritable père du miracle économique, a compris, lui, que les engagements pris envers le peuple ne seront pas respectés, et il a pris la décision de partir.

Madame la présidente, le premier budget de ce gouvernement a été un des pires budgets depuis notre indépendance. Malheureusement, le second est pire que le premier. À croire que vous prenez un malin plaisir, M. le Premier ministre, à torturer cette population. J'ai comme l'impression – mais j'espère que j'ai tort – que le Premier ministre...

An hon. Member: *To ena tor !*

Mr Lesjongard: ...a des comptes à régler avec une section de cette population, et surtout nos aînés, Madame la présidente.

Madame la présidente, ce deuxième budget comporte plusieurs mesures annoncées dans le premier budget, mais jamais implémentées. On a juste changé les mots ou les phrases. C'est du copier-coller, Madame la présidente ! Un deuxième budget qui a semé la confusion

parmi la population, et même parmi les ministres et les parlementaires de cette auguste Assemblée. Et c'est vrai, ça confirme ce que le Premier ministre vient de dire.

L'explication sur la pension n'est claire pour personne, mais on doit le reconnaître, sauf pour la Commission des experts, des grands experts qui viennent du privé, qui ont proposé un nouveau mécanisme. Est-ce qu'on va retourner, encore une fois, chez ces grands experts ? Qu'est-ce qu'ils vont nous proposer, Madame la présidente ?

Sur les recommandations de ce comité d'experts, le Premier ministre et tous les membres de son cabinet ont pris la décision d'imposer ce nouveau barème de pension à la population. Vous aurez à porter la responsabilité de cette décision pendant toute votre vie, Messieurs les ministres.

Je me pose la question : si les ministres concernés ou les *Senior Chief Executives* ou les *Permanent Secretaries* des différents ministères ont été consultés pendant la préparation de ce budget ? Est-ce que c'est une clique du secteur privé, qui ne connaît rien dans l'administration de la fonction publique, qui a préparé ce budget ? N'empêche que vous aurez à assumer cette responsabilité devant le peuple.

Après la présentation du budget, certains parmi vous, ministres ou députés, ont déjà démontré leur différence d'opinion. Mais, aujourd'hui, ce n'est plus seulement une question de différence d'opinion. C'est une question d'agir pour démontrer votre différence d'opinion, parce que la population vous observe.

Madame la présidente, nous avons une administration publique qui est – je me sers encore une fois de ce terme – *anba lao* et qui roule au ralenti depuis quelques temps. Du reste, on assiste régulièrement à des *musical chairs* –j'appellerai cela comme ça – au plus haut niveau de l'administration publique, c'est-à-dire les SCEs, les PS et les DPS. Et c'est monnaie courante en ce moment-ci, Madame la présidente.

Je l'ai dit, sur le plan politique, on a assisté au départ du numéro 2 de ce gouvernement, d'un *Junior Minister*, d'un parlementaire, de plusieurs directeurs et présidents de Conseil d'administration de différentes entités gouvernementales.

Madame la présidente, une alliance, c'est pour le meilleur ou pour le pire. Mais, il y a eu que du pire pour le peuple depuis la prise de pouvoir de ce gouvernement. *There is a feel*

bad factor in this country, Madame la présidente. Un *feel bad factor* généralisé depuis l'élimination de la pension de vieillesse des personnes âgées entre 60 et 65 ans.

En plus de cela, c'est un pays qui est *out of control* – hors de contrôle. Dans le combat contre la drogue synthétique, *we are losing a generation, Madam Speaker, and this issue is above politics*. Une force policière qui, malheureusement, est dépassée de par le manque de moyens en ressources humaines et un *leadership* faible au niveau de la force policière. La situation de la violence, le *bullying*, et la drogue dans le secteur éducatif qui deviendra incontrôlable si rien n'est fait. Par contre, Madame la présidente, je le reconnais, il y a quelques annonces qui doivent être saluées. La révision du *maternity leave, le menstrual leave*, la dotation de R 10 millions pour lutter contre le problème de *bullying* dans les établissements scolaires. J'avais à un certain moment adressé une *PNQ* sur ce sujet qui affecte nos enfants.

(*Interruptions*)

L'allocation de R 133 millions ...

Mr Jhummun : *10 an nanyen zot pa'nn fer !*

Mr Lesjongard : ...pour l'acquisition des manuels scolaires et de matériel pédagogique et la mise sur pied d'une *Foundation Practical Programme* pour les enfants qui sont en grade 7 et grade 9. Parce que, on le sait, une bonne partie de ces enfants ne réussissent pas la SC et se retrouvent sans formation et sans emploi.

Le lundi férié au cas où un jour de congé public est un dimanche. Toutefois, il faudra éclaircir si la fête de la Pâque, qui est toujours fêtée un dimanche, est considérée comme un congé public ? Et le lundi de Pâques, à ce moment-là, ce que je comprends, sera férié.

La hausse de l'amende pour la pollution sonore de R 10 000 à R 20 000 – ça aussi, c'est une bonne mesure, mais toutefois, il faudra mieux équiper les forces de l'ordre pour déterminer le niveau de décibels, sinon une amende pour pollution sonore pourrait être rejetée devant une cour de justice.

Mais l'essentiel du budget, malheureusement, compte très peu de choses pour protéger le peuple, nos enfants, nos adolescents et nos vieux contre la violence et la hausse du coût de la vie.

Madam Speaker, let me now comment on the key economic figures of this year's budget. À la base, des chiffres présentés depuis le budget de l'année dernière, il y a eu – et je dois

faire référence à cela – le rapport du *State of Economy*. Un rapport qui avait été déposé à l'Assemblée nationale, mais, je le redis encore une fois, qui a été rédigé par des auteurs anonymes. On ne sait pas si ce sont certains grands cerveaux ayant travaillé dans le secteur privé et qui ne connaissent rien de l'administration publique qui ont corrigé ces chiffres.

Madam Speaker, I still recall the title of the first budget of this Government: “From Abyss to Prosperity”, putting so much emphasis on a paradigm shift to an investment-driven growth model with a series, Madam Speaker, a series of investment projects announced in Artificial Intelligence, blue economy, and waste to wealth as new sectors of growth. Several stakeholders, the private sector operators were amazed by the speech.

Today, if we dwell, Madam Speaker, into the realised figures published by the same government in this budget for the year 2025-2026, it is a statement of a total sheer failure, Madam Speaker. There has been no investment-driven growth. Economic growth has remained subdued and an anaemic fall from 3.1% as at June 2026 compared to 3.9% as at June 2025. Economic growth of 3.9% registered from July 2024 to June 2025 reflected the endless effort of the previous government which has always put the well-being of the population at the forefront of economic development.

Madam Speaker, it is the first time in the history of this country, it is the first time in the history of the Mauritian economy that a government which has come up with an investment-driven economic growth model has failed to improve the key fundamental economic parameters of increasing the investment rate and the economic growth.

On the contrary, Madam Speaker, the investment rate has plummeted to 20% as at June 2026 compared to a 20.6% as at June 2025. In other words, Madam Speaker, total investment as a percentage of GDP has gone down under this Government, albeit shifting to an investment-centric model. Capital expenditure has drastically gone down from 3.7% in June 2025 to 2.5% of GDP as of June 2026.

Madam Speaker, total investment in the country increased by 8.3% in real terms in 2024. Mauritius attracted Rs33 billion in FDI in 2024 after recording a record of Rs37 billion registered in the year 2023, its highest in the economic history of Mauritius.

Madam Speaker, there has been no investment-led growth. In fact, it is a turnaround economic situation from prosperity to abyss. The population has been financially slaughtered, deprived of their economic well-being causing mounting psychological distress in every household. The middle-income group has fallen back to lower middle-income status.

Madame la présidente, la classe moyenne s'est appauvrie depuis l'arrivée de ce gouvernement. Purchasing power and quality of life have deteriorated. Severe financial hardship encountered in almost all households. This Government, unfortunately, is well known for its *politik de ser sintir* with the objective to create a fear factor in the country that the basic economic fundamentals are weak and their ongoing lopsided statement of *lakes vid*. *Lakes vid*, encore une fois. Ils ont recréé le ministère des Études tertiaires et ainsi augmenté les dépenses par des dizaines de millions de roupies.

Madam Speaker, we have to recognise this, business confidence is at its lowest point and investors sentiments are fading away from the zeal to invest in our country. Institution have become lethargic, causing severe delays in permits approval. There is, and we know that, there is a backlog of investment projects through foreign direct investment submitted to the EDB that are still awaited to be assessed and approved for implementation. Foreign investors are losing confidence in the current lethargic system, and *malheureusement, Madame la présidente*, are considering other more conducive investment destinations.

The proposed new sectors of growth, that is, Artificial Intelligence, waste to wealth, and blue economy have been more theoretical than real. Nothing in concrete terms, and the same is being replicated in this year's budget. It is a repackaging with change of wordings to be presented in great further to this population once again and we have to acknowledge that this is the stark reality.

Madame la présidente, il est aussi important de parler des Chagos et l'année dernière, lors de mon intervention, j'avais soulevé ce point. L'inclusion, c'est-à-dire, l'inclusion des revenus de R 10 milliards venant de la location de Diego Garcia, et je l'avais dit, était prématurée, du fait que l'accord n'était pas encore finalisé, Madame la présidente. Entre-temps, il y a eu des, ce qu'on appelle *on and off* entre Maurice et la Grande-Bretagne et entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Mais aucune avancée à ce jour. Le projet de loi et tout le monde le sait, a été enlevé de l'agenda du Parlement britannique et, selon le dernier discours du roi, aucune mention n'est faite sur la réintroduction du projet de loi sur la souveraineté des îles Chagos.

Madame la présidente, entre-temps, à Maurice, trois honorables ministres et un honorable *Junior Minister* ont dépensé des millions pour aller au pays de l'Oncle Sam, c'est-à-dire les États-Unis, alors que l'honorable Premier ministre attend toujours son coup de fil

du Président américain et en plus de ça, il n'y a aucune rencontre prévue avec son homologue britannique.

À ce stade, malheureusement, le dossier des Chagos est dans un frigo et même si on dit que les Chagos nous appartiennent, personne au sein du gouvernement n'ose prendre un bateau pour faire une visite avec nos amis Chagossiens. Mais encore une fois, pour faire gonfler ses revenus, le gouvernement a décidé d'inclure les R 10 milliards comme revenus. D'après le dicton local, *sat pa bwar dile de fwa*.

Hon. Members: *Dile so!*

Mr Lesjongard: *Dile so!* Vous savez ! Cela veut dire, qu'ils n'ont pas appris la leçon, Madame la présidente.

Ms Anquetil: Elle est bonne celle-là !

Mr Lesjongard: Madame la présidente, l'item après va démontrer que vraiment ce gouvernement n'a pas appris sa leçon. Même avec le *Statement* fait par l'honorable Premier ministre juste avant que j'intervienne, je vais dire ce que j'ai à dire parce que c'est là la réalité de ce que vous avez fait avec la réforme de la pension dans le pays, parce que personne ne peut dire si ce que vous allez faire après, va être pire de ce que vous avez fait aujourd'hui.

Madame la présidente, l'État est en train de faillir dans sa tâche pour protéger les citoyens de ce pays. Une fois de plus, ce gouvernement déçoit le peuple et ce peuple qui avait voté – on n'en finira jamais de dire ça – massivement ce gouvernement.

Aujourd'hui, ce peuple se sent trahi. Ils ont vendu des rêves à cette population, aux personnes âgées, et comme je l'ai dit, en promettant une pension de R 21,500. Malheureusement, si on regarde le tableau qui a été présenté dans ce budget, certains toucheront 1000 roupies comme pension et d'autres peut-être rien. À ceux qui ont sacrifié toute leur vie, ceux à l'usine, ceux dans *karo*, au bureau, les femmes de ménage, les jardiniers, les travailleurs dans les hôtels, qui d'une façon ou d'une autre, ont apporté leur contribution à bâtir notre pays, à ceux qui ont fait de notre pays un modèle en Afrique et dans le monde, à ceux qui sont arrivés à un âge, ces hommes et ces femmes qui ne peuvent plus travailler parce qu'ils ne sont plus capables physiquement. Bon nombre parmi eux ont économisé à travers un fonds de pension et c'est leur économie et cela ne peut pas être qualifié comme revenu.

Et maintenant, ce gouvernement vient vous dire que ces économies de 30 ans, de 40 ans de dur labeur seront comptabilisées comme revenus.

Mr Jhummun: *Fini scrap sa !*

(Interruptions)

Mr Lesjongard: No. Do not a make mistake. You still have not understood what is there in the budget. Go and read!

Mr Jhummun: *Anglais li pa kompran!*

Mr Lesjongard: Go and read.

Ms J. Bérenger: *Ou mem ou pan kompran!*

Mr Jhummun: *Nou kompran pli bien ki ou!*

Ms J. Bérenger: *Ou pe defan sa ?*

Madam Speaker: Oh, come on!

Mr Lesjongard: Ils ne bénéficient pas de pension.

Madam Speaker: Hon. Member, *s'il vous plait*. I am on my feet.

Mr Lesjongard: Yes, but he should not interrupt me, Madam Speaker.

Madam Speaker: Exactly!

Mr Lesjongard: This is why we have to rebut it.

Madam Speaker: Please sit down. I do not think hon. Members should interrupt that much.

Mr Jhummun: Exactly!

Mr Lesjongard: That much? What did you mean by that much, Madam Speaker?

Madam Speaker: I mean, while he is talking, you should not interrupt him. A little joke, I can understand, but you should not, because when you speak, nobody will interrupt you. And I do not want hon. Members on both sides to talk to each other. That is not good either. Please.

Mr Lesjongard: That is not... But they can interrupt me?

Madam Speaker: Of course, they cannot. I am saying that hon. Members should not interrupt. Every one of you will get the chance to speak. You will be able to reply to him. Let him speak, this is democracy. Allez-y.

An hon. Member: *Al boir delo coco.*

Mr Lesjongard: *Delo coco.*

An. hon. Member: *Delo sucré.*

Mr Lesjongard: *Delo coco.* Allez ! En ce qui concerne la pension, permettez-moi de me référer à ce que l'honorable Premier ministre avait dit. L'honorable Premier ministre avait affirmé qu'il n'a pas de baguette magique, mais il a tout de même réussi un tour à la David Copperfield, Madame la présidente. Il a fait disparaître la pension de vieillesse. La mesure la plus irréfléchie de l'histoire de notre République, c'est l'élimination de cette pension de vieillesse pour ceux âgés entre 60 et 65 ans parce que, et je vais vous dire pourquoi – aucune mention de cette mesure n'avait été faite pendant la campagne électorale. Rien dans le programme gouvernemental présenté en janvier 2025 !

En plus de cela, cette mesure avait été annoncée l'année dernière sans aucune étude faite au préalable. C'est pourquoi ce peuple, cette population ne va jamais accepter cette réforme, Madame la présidente.

Lors de la *PNQ* du 18 janvier 2025 que j'avais adressée à l'honorable ministre de la Sécurité sociale, et je lui avais demandé si une étude avait été faite sur l'abolition de cette pension et l'honorable ministre n'avait même pas pu me donner une réponse claire si une étude avait été faite avant la prise de cette décision.

Le 07 juin 2025, le budget 2025-2026 abolit la pension. Le 16 juin 2025, c'est à ce moment-là que le Conseil des ministres spécial prend la décision de mettre sur pied deux comités interministériels qui a la responsabilité de revoir l'application de cette mesure et le 26 septembre, une commission des experts est mise sur pied et les recommandations intérimaires – ce n'est même pas des recommandations finales, Madame la présidente. Là, ce que l'honorable Premier Ministre va faire, va demander à ce comité de revoir tout ce qui a été fait dans ce rapport.

Mais ce que je demande aujourd'hui à cette Chambre, Madame la présidente, le Premier ministre a l'obligation de déposer dans cette Chambre ce rapport intérimaire pour que tout un chacun à l'intérieur de cette Chambre puisse prendre connaissance des recommandations de

ce comité, parce que nous sommes tous des élus du peuple, Madame la présidente. Le nouveau mécanisme proposé par le gouvernement dans ce budget en ce qui concerne cette réforme de la pension est une grande escroquerie envers le peuple.

Au fait, la réforme de la pension est devenue une contre-réforme qui vient criminaliser l'effort. C'est une contre-réforme sociale. Cette pension que le Premier Ministre appelle en abrégé –c'est comme on dit dans notre langage créole – et cette fois-ci je vais bien dire ce que j'ai à dire : *Sap dan karay, tomb dan dife !*

Une contre-réforme qui s'attaque au cœur même du modèle mauricien, notre *welfare state*, notre solidarité nationale, notre contrat moral entre les générations et l'idée fondamentale, Madame la présidente, selon laquelle chaque Mauricien, après une vie de travail, d'efforts et de contribution, doit pouvoir vieillir dans la dignité.

Elle met en péril la dignité de chaque citoyen de ce pays. Le *Basic Retirement Pension*, dans son principe, reposait sur une idée simple : la reconnaissance universelle de la dignité des aînés. Le système annoncé autour de la *State Age Pension*, c'est-à-dire SAP, introduit lui une logique de revenus, de seuil, de réductions et d'exclusion.

Ce n'est donc pas seulement un changement de nom. C'est un changement de philosophie. On passe d'une pension de citoyenneté à une pension conditionnelle. On passe d'un droit social à une prestation contrôlée, Madame la présidente. Le piège du choix entre 60 ans et 70 ans.

Madame la présidente, ce choix qu'on vous demande de faire, c'est pour jusqu'à la fin de votre vie. Le gouvernement présente le nouveau système comme plus flexible. La pension pourra être prise entre 60 ans et 70 ans, mais avec un montant plus faible si elle est prise avant 65ans, et plus élevée si elle est prise après 65 ans. À 60 ans, le montant indiqué est d'environ R 11 589. À 65 ans, elle passe à R 16 555. Et à 70 ans, R 24 005.

Mais ce prétendu choix, M. Premier ministre, est en réalité un choix inégal. Qui peut attendre jusqu'à 70 ans ? Ceux qui ont un emploi stable ? Ceux qui ont une bonne santé. Ceux qui ont un revenu suffisant. Ceux qui ne font pas un travail pénible. Ceux qui ne sont pas usés par la vie. Pour beaucoup de Mauriciens, attendre n'est pas un choix. C'est impossible. Aucune exemption n'est mentionnée sur les dépenses médicales, quand on sait que les services au niveau des cliniques coûtent des dizaines, des centaines de milliers de roupies.

Madame la présidente, le travailleur manuel, la femme de ménage, l'ouvrier, le petit employé, le chauffeur, le travailleur informel, le *self employed* vulnérable, celui qui a des problèmes de santé, ils ne peuvent pas attendre et choisir après, Madame la présidente.

Donc, cette réforme avantage – il faut le reconnaître – ceux qui peuvent se permettre d'attendre et pénalise ceux qui ont un besoin de leur pension le plus tôt. Il faut poser une question simple aujourd'hui, Madame la présidente. Quels revenus sont réellement visibles par cette contre-réforme ? Le salaire est pris en compte. Les revenus professionnels sont pris en compte. Les revenus d'affaires sont pris en compte. Les revenus locatifs sont pris en compte. Les pensions contributives sont prises en compte.

Environ 80 000 citoyens, qui comprennent des employés du secteur public et privé, touchent une pension privée. Mais par contre, les *dividends* ne sont pas pris en compte. C'est là que l'injustice devient flagrante, Madame la présidente. Car qui possède les plus souvent les agents en bourse ? Qui détient des portefeuilles d'investissement ? Qui reçoit des revenus financiers sous forme de *dividend* ? Ce sont généralement les catégories les plus aisées, les ménages les plus fortunés, ceux qui disposent déjà d'un capital, d'un patrimoine financier et d'une capacité d'investissement.

Il y avait un paragraphe sur le *means test* suite à votre déclaration, M. le Premier ministre, je vais éviter d'en parler. Mais je dois dire ce que je dois dire. On pénalise le petit retraité qui travaille encore avec ses mains, son savoir-faire, son expérience et son courage. Mais on épargne davantage celui qui reçoit passivement des revenus financiers issus d'un portefeuille d'actions.

C'est une inversion morale, Madame la présidente. Cette contre-réforme vient punir la prudence. Elle affaiblit la valeur du travail. Elle envoie un signal dangereux, Madame la présidente, à toute la société. Quel est ce signal, Madame la présidente ? L'effort individuel n'est plus récompensé. Il devient suspect avec cette réforme.

Madame la présidente, la pension universelle n'a jamais été une simple allocution, et on le sait. Elle est l'un des piliers du *Welfare State* mauricien. Elle représente une promesse nationale. Et quelle est cette promesse ? Celle qu'aucun citoyen ne soit abandonné lorsqu'il atteint l'âge de la retraite. Elle incarne quelque chose qui a beaucoup de valeur, elle incarne notre conception de la solidarité. Une solidarité qui ne divise pas les Mauriciens entre ceux qui méritent et ceux qui ne méritent pas, entre ceux qui ont assez et ceux qui n'en ont pas assez, entre les bons pots et les mauvais contribuables. Toucher à ce principe sans vision

globale – et c'est ce qui manque dans la réforme que le gouvernement propose –, sans débat national profond – il n'y a jamais eu ça –, sans réforme économique crédible, c'est ouvrir, Madame la présidente, une brèche dangereuse aujourd'hui.

Aujourd'hui, c'est la pension. Demain, ce sera quoi ? La santé gratuite ? L'éducation gratuite ? Les autres protections sociales qui ont permis à Maurice de rester une société relativement stable, cohésive et solidaire ? Cette contre-réforme n'est donc pas seulement une réforme des retraités, c'est une tentative de redéfinir silencieusement, sournoisement, le rôle social de l'État. Le gouvernement veut faire croire que le problème vient des retraités, c'est faux, Madame la présidente. Le problème vient d'une économie qui ne crée pas suffisamment de croissance inclusive.

Ce gouvernement a cassé l'essor économique post-Covid-19 par pur fanatisme et vengeance politique. Le problème, Madame la présidente, c'est l'échec de gouvernance, l'absence de vision économique et l'incapacité du gouvernement à gérer ce pays avec justice et responsabilité. Au lieu de bâtir une économie plus productive, plus innovante, plus exportatrice et plus créatrice d'emplois de qualité, le gouvernement choisi la solution la plus facile ; réduire les droits sociaux. Au lieu d'assumer ses échecs de gestion, l'État fait porter l'effort sur ceux qui ont déjà donné le plus ; les salariés, les petits entrepreneurs, les familles modestes, les personnes âgées et les générations futures, une contre-réforme qui fragilise cette nation, Madame la présidente.

Mais, dans beaucoup de foyers, la pension n'est pas seulement le revenu d'une personne âgée, elle contribue à l'équilibre de toute une famille. Elle aide à payer les médicaments, elle aide à payer les factures, elle aide à payer la nourriture, parfois même les dépenses des petits enfants. Affaiblir ce socle, Madame la présidente, c'est fragiliser des milliers de ménages dans ce pays, c'est accroître l'insécurité sociale, c'est mettre davantage de pression sur les familles déjà confrontées au coût de la vie qui augmente, Madame la présidente, aux emprunts, au loyer, à l'éducation et à l'incertitude économique.

Madame la présidente, une nation ne se construit pas en opposant les générations. Elle ne se renforce pas en présentant les personnes âgées comme un fardeau. Elle ne se modernise pas en détruisant la confiance entre citoyens et institution. La pension n'est pas une faveur, ce n'est pas de la charité, ce n'est pas une dépense à réduire froidement dans un tableau Excel. Madame la présidente, ce que le gouvernement fait, je le redis, est une escroquerie politique. C'est la plus grande trahison de l'histoire politique de notre pays. M. le Premier ministre,

c'est pourquoi je le dis, j'avais dit cela à l'intérieur de cette Chambre : *no, no, no*, je suis contre cette réforme, Madame la présidente.

Madame la présidente, l'autre mesure qui va affecter la vie de la population, c'est l'utilisation préconisée de l'intelligence artificielle. On a réchauffé l'intelligence artificielle du dernier budget pour nous les présenter cette année et comme je l'ai dit, c'est du copié collé.

Madame la présidente, this budget is full of AI – AI in education, AI in the public service, in cloud services and everything is AI, as if AI *monte ho gal ba*, *Madame la présidente*. But AI repeated 20 times in the Budget Speech does not make a country future-ready, Madam Speaker. AI is not a decoration, it is not a badge of modernity, it is not a magic word to sprinkle over every policy weakness. AI is a tool and before using a tool, one must know what it is meant for, that is what is missing here. The budget tells us how many people will be trained. It tells us how many teachers will be enabled. It tells us also how many students will receive access. It tells us also how many public officers will be exposed to AI but it does not clearly tell us what measurable national problems these initiatives will solve. That is not strategy, that is doing AI for AI.

Madam Speaker, last year Government announced seven major measures but what has been done so far? Nothing. One year later, this budget comes again with almost the same measures. This is not momentum, Madam Speaker, this is repetition.

(Interruptions)

Madam Speaker: A point of order.

Mr Lesjongard: Before...

(Interruptions)

Madam Speaker: There is a point of order! I have noticed that you were trying to speak and I nodded to tell you not to speak now. Tell me the point of order, under which standing order?

Mr Etwareea: Standing Order 47. It is about...

Madam Speaker: One moment!

Mr Etwareea: ...irrelevance and repetition...

Madam Speaker: Give me time!

Mr Etwareea: Yes.

Madam Speaker: While I am looking, I am once more... First of all, Leader of the Opposition, there was a misunderstanding when I asked you to sit down. I asked you to sit down earlier on, not because I was saying something against you but because I wanted to stop all these things that were happening. There was a misunderstanding on your part.

Yes, 47? Tell me, 47!

Mr Etwareea: Yes, it is about the repetition of the things that the Leader of the Opposition has been saying. This is the fourth or the fifth time that he is talking about the measures already announced in the previous budget and we are taking again now.

Madam Speaker: But he...

Mr Etwareea: But it is the sixth or seventh time!

Madam Speaker: Do you think that I do not listen?

Mr Etwareea: I am not telling you that.

Madam Speaker: Will you sit down when I am up on my feet?

Mr Etwareea: Sure.

Madam Speaker: Do you think that I am not listening? I have been listening to find out if he is repeating exactly the same thing. He is repeating but not quite the same thing. So, please give me the possibility to be a normal Speaker. I will stop him if he repeats too much but I try not to intervene too much when people are talking.

Now, secondly, do you expect the Leader of the Opposition to agree with everything or is it not normal that he should be disagreeing? So, please let him finish. It is already 12.32 p.m. Let him go on with his speech and *si vous avez confiance en moi, laissez-moi faire mon travail. Mais, ne parlez pas dans son dos et c'est toujours les mêmes qui parlent ! Quelques-uns ici ça je ne les vois pas vraiment. J'entends, mais je ne les vois pas.*

(Interruptions)

Non, j'entends ! Le temps que je regarde, je ne sais pas qui c'est. Mais, c'est une question premièrement de politesse. Deuxièmement, vous n'êtes pas d'accord avec lui, c'est normal. Vous êtes sur la liste là. *Hon. Jhummun*, vous êtes sur la liste. Donc, après le déjeuner, vous allez pouvoir répondre !

Mr Jhummun: *Bien sûr*, I was addressing the hon. Member not to someone else!

(Interruptions)

Madam Speaker: *Je ne comprends pas*. You were addressing him while it is his time to speak and you think it is normal? *Laissez-le terminer ! Gardez toute votre frustration pour tout à l'heure ! Allez-y !*

Mr A. Duval: Frustration est le bon mot.

Madam Speaker: Allez-y !

Mr Lesjongard: Thank you, Madam Speaker. Now I feel protected, Madam Speaker.

(Interruptions)

Madam Speaker: Do not exaggerate!

(Interruptions)

Mr Lesjongard: Madam Speaker, I was talking about the measures announced in last year's budget regarding Artificial Intelligence. Now, before Government announces AI version 2, it must account for AI version 1.0. The Rs25 million, Public Sector AI Programme announced last year must be accounted for, Madam Speaker. The AI Unit announced last year must be accounted for. The AI Innovation Start-Up Programme, announced last year, must be accounted for because public money is involved, and public results must now be shown, Madam Speaker. *Et comme l'année dernière, pas de mention d'une loi-cadre en ce qui concerne l'intelligence artificielle, seulement des guidelines au paragraphe 33.*

Madame la présidente, l'intelligence artificielle comporte des gros dangers pour la société. Anthropic, un des fleurons de l'intelligence artificielle aux États-Unis, vient récemment de demander le ralentissement ou la suspension de l'utilisation de l'intelligence artificielle. En février dernier, Yoshua Bengio, qui est considéré comme un des pères fondateurs de l'IA, affirme que l'humain sera en danger face à l'intelligence artificielle, citant même des possibilités de création de virus mortels pour l'homme. Tout récemment, John Clark, co-fondateur de l'entreprise Anthropic, a résumé le développement de l'IA en ces termes, et je cite –

« En ce moment, c'est comme si le secteur de l'intelligence artificielle avait une pédale d'accélération mais pas de pédale de frein. »

Le Pape Léon, dans sa première lettre encyclique, *Magnifica humanitas*, appelle à désarmer l'intelligence artificielle. Ici, nous fonçons tête baissée, misant sur l'intelligence artificielle comme le système qui va apporter richesse, croissance et prospérité, sans paravent contre le risque de perdre de milliers d'emplois, que ce soit dans le domaine financier, dans l'enseignement, les médias et même l'art. Pourquoi pas une loi pour protéger l'emploi face à l'utilisation de l'intelligence artificielle ?

Le paragraphe 32 du Budget parle de contrôler l'intelligence artificielle, et je cite –

“As we promote AI, we must also retain firm oversight and control over its development and use.”

Mais, ce serait bien si quelqu'un de l'autre côté de la Chambre pourrait éclairer la population. Comment le gouvernement compte contrôler l'utilisation de l'IA quand, le 12 juin dernier, les États Unies, qui est une grande puissance mondiale et informatique, a dû limiter l'accès à deux nouveaux sites de l'intelligence artificielle ? Ce gouvernement ne peut même pas légiférer et contrôler l'utilisation des portables et des réseaux sociaux pour nos enfants et nos adolescents. Maintenant, ils nous disent qu'ils vont pouvoir contrôler l'intelligence artificielle à Maurice par des *guidelines*.

Now, let me come to another aspect of AI in the Budget. At paragraph 19, et je cite –

“Second, we are positioning Mauritius as a trusted base for AI and cloud services. Government is engaging with leading American and European AI and cloud companies to explore opportunities for AI infrastructure and AI-enabled services serving Mauritius, the Indian Ocean and the SADC region.”

Très bien ! Mais, Madame la présidente, les serveurs de l'IA dans le monde consomment beaucoup d'énergie. Les serveurs de l'IA dans le monde absorbent 1,5 % de l'énergie mondiale – et cela va doubler dans quelques années – et aussi, une grande quantité d'eaux parce qu'il faut refroidir ces installations, les serveurs. À Maurice, par exemple, l'eau est limitée. Les pluies diminuent d'année en année. Mais où va-t-on puiser l'eau pour refroidir ces serveurs ? Le ministre de l'Énergie se plaint, depuis la prise de fonction, des risques de blackout ou de délestage. Il est même parti en Türkiye pour chercher une barge flottante pour répondre à la production de l'électricité. On doit reconnaître son effort et son patriotisme.

La consommation de l'électricité augmente chaque année. Ils disent qu'il y a un risque de manque de l'électricité. Mais où est-ce que le gouvernement va trouver de l'électricité pour faire fonctionner les serveurs de l'intelligence artificielle ? Il n'y a aucune dotation budgétaire pour de telles infrastructures dans le Budget, Madame la présidente.

Les propositions budgétaires sur l'intelligence artificielle ont été faites tout comme la pension de vieillesse, c'est-à-dire d'une façon irréfléchie, Madame la présidente. Par exemple, pour terminer sur ce point, si je peux m'adresser à l'*Attorney General*, peut-être qu'il pourra éclairer la population – est-ce des jugements ou des plaidoiries sont écrits par l'intelligence artificielle ? Est-ce que ce sont les juges, les magistrats, qui écrivent les jugements ou ChatGPT ou Gemini ou autres applications d'intelligence artificielle ou faut-il légiférer pour intégrer l'utilisation de l'intelligence artificielle dans notre système judiciaire ?

Je vais passer assez vite sur la protection des consommateurs et j'aurais à terminer...

Madam Speaker: I am sorry, I just want to have an idea of...

Mr Lesjongard: Je vais essayer de terminer dans 20 minutes, Madame la présidente.

Madam Speaker: Très bien !

Mr Lesjongard: J'ai pas mal de choses, mais je vais passer dessus. Mais, il y a des items où je pense que je dois dire certaines choses.

Madam Speaker: I am not stopping you!

Mr Lesjongard: En ce qui concerne...

Madam Speaker: I am not stopping you!

Mr Lesjongard: Yes, that is okay.

Madam Speaker: I am not stopping you! It is just to get an idea.

(Interruptions)

Mr Lesjongard: La protection des consommateurs – le ministre du Commerce et de la Protection des consommateurs, qui est aussi un grand amateur de christophines, de chouchous, avait annoncé en avril 2025, qu'une nouvelle loi pour la protection des consommateurs allait être présentée au Parlement. Voilà ce qu'il avait dit, Madame la présidente –

“The Bill is expected to be presented to Cabinet soon and, thereafter, it will be introduced in the National Assembly.”

Soon, Madame la présidente ? Je pense qu’il faudrait ajouter une nouvelle définition à ce mot « *soon* » pour ce gouvernement dans le dictionnaire. 15 mois après, pas de nouveau *Consumer Bill*, alors que la population se fait éplucher comme des chouchous dans les supermarchés.

Ce gouvernement n'a pas eu le temps de passer une loi pour protéger les consommateurs mais, il a eu le temps de faire voter le *Constitutional Review Commission* qui donnera plus de pouvoir au futur Président de notre République.

(Interruptions)

Madame la présidente, c'est une bonne mesure que la STC considère à importer d'autres produits pour plus de compétition sur le marché : le *corned* mouton, le thon en boîte, l'alimentation pour les bébés. L'honorable Dr. Boolell va sûrement apprécier que les macaronis aussi seront subventionnés.

Mais, par rapport à la dotation de R 2 milliards pour subventionner certains produits, on doit s'interroger, Madame la présidente, sur l'utilisation de ces fonds avant tout. Ce sont les importateurs qui en bénéficient, Madame la présidente, et par millions, s'il vous plaît. Le Budget de 2025 faisait ainsi mention au paragraphe 115 –

“To protect the purchasing power of the population and as promised in our Electoral Manifesto, we are establishing a Price Stabilisation Fund of Rs 10 billion, starting with an initial Rs 2 billion contribution in this budget.”

La grande question aujourd'hui, c'est : est-ce que ces deux milliards ont été épuisés ? Quelles sont les compagnies qui ont le plus bénéficié de ces fonds ? Et qui sont ces compagnies ? Peut-être qu'on aura quelques surprises, Madame la présidente.

Pas de soulagement aussi sur les prix des carburants. Aucune baisse des taxes alors que l'État encaisse des centaines de millions de roupies à travers la TVA.

Avec ce budget, Madame la présidente, les automobilistes qui ont subi une augmentation des frais d'assurance et de déclaration l'année dernière, devront payer plus cette année-ci. La section 227 du budget –

“An Insurance Premium Tax will be introduced, with effect from first January 2027, at a rate of 5 percent on short-term general insurance. This will apply to new and renewed policies.”

Notre parc automobile, Madame la présidente, compte près de 750 000 véhicules. Le gouvernement encaissera au total R 1.5 milliard. Et ce n'est pas tout, Madame la présidente. Au paragraphe suivant, c'est-à-dire le paragraphe 278, l'État demande aux automobilistes de repasser à la caisse concernant leur plaque d'immatriculation personnalisée.

Madame la présidente, d'autres mesures irréfléchies dans ce budget concernent le *levy* de R 2 sur les bouteilles en plastique et les produits contenant du sucre. On peut comprendre, je le reconnais, que la protection de l'environnement est importante, que le diabète affecte une partie de la population. Mais ces deux mesures, Madame la présidente, vont à l'extrême. Si l'imposition de l'augmentation de *l'excise duty* était faite que pour les produits consommés, allons dire, par les adultes, j'aurais compris. Cela aurait été acceptable. Mais cette mesure va concerner les produits consommés par les bébés et les enfants. Donc, nos enfants devront payer plus cher les biscuits, les fruits cristallisés, le Yoplait, etc.

(Interruptions)

Allez lire, vous allez comprendre. Alors que toute la population, Madame la présidente, est affectée par le pouvoir d'achat, par la hausse des prix et par l'élimination des allocations, ce gouvernement n'a trouvé mieux que de mettre un *levy* de R 2 sur les bouteilles en plastique. Donc, les prix des bouteilles d'eau, des boissons gazeuses, des shampoings, des détergents, des jus en bouteille de plastique, tout va augmenter. En ces temps où les coûts du fret ont connu des augmentations, ce gouvernement vient alourdir encore plus le fardeau de la population.

Madame la présidente, j'avais des choses à dire sur l'énergie, mais je ne peux pas éviter ça. Madame la présidente, le Covid-19 et les conflits au Moyen-Orient nous rappellent que le secteur énergétique peut détruire économiquement une nation. J'ai été ministre de l'Énergie et le poids des importations des matières premières a pesé lourd. De 2019 à 2024, les cadres du CEB et du ministère de l'Énergie ont mis en place un plan pour la production de l'énergie renouvelable et, avec une feuille de route, d'éliminer l'utilisation du charbon. Le CEB fait des projections de 5% sur une augmentation en termes de consommation énergétique dans le pays chaque année.

En ce qui concerne la production énergétique, dans un premier temps – je l'avais dit un peu plus tôt – ce gouvernement avait projeté d'installer une barge flottante produisant de l'électricité dans le port, et aussi, dans ce cas-là, sans aucune étude environnementale et financière. Le ministre est allé en Turquie aux frais des contribuables pour deux jours, pour une mission qui a coûté R 700 000, Madame la présidente, pour trouver cette barge flottante. Mais rien à l'horizon jusqu'à présent. Peut-être que la barge est bloquée dans le détroit d'Hormuz, Madame la présidente.

De novembre 2024 jusqu'à présent, aucun *electricity generation plan* n'a été proposé pour connaître les projections de consommation et de production. Rien n'est proposé quant à la biomasse qui va remplacer le charbon, sauf que le fait que les IPPs et une organisation du gouvernement ont déjà créé une société pour importer de la biomasse. Ainsi, ce sont les mêmes IPPs qui vont bénéficier des contrats pour la production de l'électricité à partir de la biomasse pour peut-être 10 ans ou 20 ans encore. Il n'y a aucun *electricity generation plan*, je l'ai dit, plan directeur. Pourtant, aujourd'hui, le gouvernement a budgété R 65 millions pour une étude de faisabilité pour l'installation d'une centrale à base de LNG de 450 MW à 500 MW à Fort William.

Est-ce que le gouvernement a fait une étude de faisabilité ? Oui, on a déjà fait cette étude, Madame la présidente. C'est pourquoi je ne comprends pas pourquoi on va refaire une étude en ce qui concerne l'utilisation du LNG. Le coût de production de l'électricité à base de LNG sera énorme et la facture de l'électricité va augmenter si on va dans cette direction.

Par rapport au secteur de l'eau, Madame la présidente, la météo a publié en octobre des prévisions pour la saison estivale, et ils avaient prévu une baisse de la pluviométrie. Mais ce n'est que la semaine dernière que les restrictions ont été appliquées, Madame la présidente. Je pense que cette décision est prise avec beaucoup de retard et que la situation va devenir difficile en termes d'approvisionnement d'eau dans les semaines à venir. En ce qui concerne un projet de dessalement de l'eau de mer, je vois que dans le budget est prévue une somme pour faire une étude de faisabilité sur un projet de dessalement.

En ce qui concerne la construction, Madame la présidente, nous avons entendu une seule phrase sur le secteur de la construction et puis plus rien. Un peu à l'image de ce secteur qui a porté la croissance économique du pays pendant les années post-Covid et qui, aujourd'hui, malheureusement, est presque à l'arrêt total.

Je vois que le gouvernement a prévu R 2,4 milliards pour le début de la construction de l'autoroute M4 dans cette année financière. Finalement, nous verrons le démarrage d'un gros chantier. J'ose, Madame la présidente, espérer donc que nos contracteurs locaux pourront participer à ce projet qui va nettement améliorer la circulation dans l'est du pays et qui pourra éventuellement aider les habitants de cette région de l'île.

À ce grand chantier, Madame la présidente, je vois, on va ajouter un développement infrastructurel important dans la région du port, mais je vais revenir sur ça après.

L'*Island Container Terminal* et aussi l'annonce encore une fois de ce fameux *Harbour Bridge or Dream Bridge*, Madame la présidente, et un nouveau projet de 40 arpents à côté du *Cruise Terminal*, qui ressemble étrangement au défunt projet de *Neotown*.

Allez, laissez-moi conclure, Madame la présidente. Donnez-moi quelques minutes.

Madame la présidente, la situation de *law and order*. La population vit dans une grande inquiétude. Nous constatons que les actes de violence, les *road rage* et les cas de vol se multiplient. Madame la présidente, la situation s'est aggravée et je suis sûr que mes amis de l'autre côté de la Chambre ne vont pas me contredire sur ce sujet. Ce n'est pas qu'une illusion et ce que nous voyons au quotidien, comme il aime dire, c'est par manque de moyens au niveau de la force policière.

Vendredi, Madame la présidente, pas plus tard que vendredi, alors que moi j'étais sur une émission post-budgétaire sur une radio, j'avais deux honorables ministres avec moi sur ce plateau et l'émission touchait à sa fin et qu'on évoquait la situation de *law and order*, on apprenait en direct qu'une dame de 60 ans habitant Goodlands avait été agressée et tuée chez elle.

Aujourd'hui, les policiers sont souvent impuissants face à la montée de la violence et du crime, et je l'ai dit, par manque de ressources humaines et par manque de logistique. Il y a comme un laisser-aller et certains en profitent pour se comporter comme bon leur semble. La semaine dernière, on apprenait dans les journaux qu'une personne a été kidnappée et que sa mère a dû fournir une rançon de R300,000 pour obtenir sa liberté. Est-ce que l'honorable Premier ministre va venir nous dire que c'est à cause du MSM que cela s'est produit ?

Ms Anquetil : *Kistnen ! Koz Kistnen !*

Mr Lesjongard : Des fois, Madame la présidente, on a l'impression de vivre comme en Colombie dans les années 90. Certaines régions sont devenues comme des favelas, contrôlées

par la mafia de la drogue, et même les policiers n'y ont pas accès et l'utilisation des armes à feu se multiplie dans le pays. Nous assistons au quotidien à des scènes ahurissantes, des bagarres en pleine rue, des gens qui se font tabasser sur l'autoroute devant les policiers, des citoyens qui se rendent justice eux-mêmes avec des armes illégales. L'année dernière, nous avons tous regardé la vidéo d'un vieil homme se faire mortellement frapper par une personne sur la route.

La question qu'on est en droit de se poser sur ce que je viens de dire, comment l'auteur d'un tel acte a pu quitter le territoire mauricien ? Aujourd'hui, beaucoup de jeunes, malheureusement, Madame la présidente, courent derrière l'argent facile. Les jockeys, comme on les appelle, les martins, sont de plus en plus jeunes. Comme quoi, l'exemple vient d'en haut – fraude, corruption en tout genre, blanchiment d'argent. Ils intègrent très jeunes la mafia de la drogue et contribuent à une industrie qui est en train d'exterminer la future génération. On voit tous les jours des hommes et des femmes zombifiés – si je peux m'exprimer ainsi – dans un état second, défiant la gravité, Madame la présidente.

Contrairement à ce que l'honorable Premier ministre avait annoncé ici même en réponse à une de mes questions, que la police intervenait et venait en aide à ces personnes, moi, je me suis renseigné, ce n'est pas le cas. Il n'existe aucun protocole pour intervenir dans ces situations et ces personnes ne sont pas placées sous un programme de réhabilitation et sont donc livrées à elles-mêmes et combien de familles sont brisées ?

Combien de mères pleurent leur fils ? Madame la présidente, à quoi bon avoir créé la NADC si c'est pour proposer des *masters plans*, mais zéro action ? R 14.2 milliards ont été budgétés pour le *law and order*.

Je me demande bien comment cet argent est dépensé. Certains trafiquants d'hier sont devenus des victimes politiques et s'affichent ouvertement sur les réseaux sociaux pendant que leur produit empoisonne nos enfants. Madame la présidente, nous ne sommes plus en sécurité dans ce pays. Nos parents, nos grands-parents, nos enfants ne sont plus en sécurité. La violence est devenue monnaie courante. L'honorable Premier ministre a beau avoir défendu son Commissaire de police, mais cette situation ne peut plus durer. *And I say it loud and clear, Madam Speaker, in this House, the guy must go, hon. Prime Minister.* Le gouvernement doit se ressaisir et agir vite avant qu'il ne soit trop tard.

Je vais conclure, Madame la présidente. C'est un gouvernement à forte majorité, mais qui est sous le contrôle d'un groupe de conseillers grassement payés qui vont continuer à

voyager au coût des millions. Le jour des élections générales, le peuple avait une plume en main. Malheureusement, depuis ces élections, le peuple s'est fait déplumer de sa pension, de ses allocations et par la hausse du coût de la vie, des carburants et du tarif d'électricité.

Est-ce que c'est un bon budget ? Est-ce que c'est un budget pour le peuple ? *Madam Speaker, unfortunately, the answer is no, no, no.* Madame la présidente, en 2029, le peuple va déplumer le lion, les papillons et les acolytes de la bande des 15 aussi. Même le *bulldozer* sera déplumé lui aussi. Un gilet *bar ros* ne suffira pas.

Vous avez vendu des rêves et maintenant vous essayez de faire ce peuple avaler des couleuvres. Vous parlez des prochaines générations, mais vous n'avez rien pour encourager les jeunes. Votre IA va créer du chômage en masse. Votre mécanisme de pension n'encourage pas nos jeunes à rester au pays. Nos vieux et nos vieilles dames vivent dans l'inquiétude et vous êtes dans l'incapacité de lutter contre les méfaits de la technologie, des réseaux sociaux sur nos adolescents et nos enfants.

Madame la présidente, le peuple est en colère. Même les députés, les ministres sont en colère aujourd'hui. La rue gronde. La patience du peuple a une limite. Vous vous rappelez, Madame la présidente, j'avais posé une question au Premier ministre.

Madam Speaker: Vous deviez conclure là.

Mr Lesjongard: Oui, je conclus, Madame la présidente. J'avais fait référence à un film que j'adore, *Sholay* et j'avais dit, en ce qui concerne la bande des cinq, j'avais dit – *Kitne aadmi the ?*

Mr Jhummun: *Gabbar Singh!*

Madam Speaker: Il faut traduire.

Mr Lesjongard: Aujourd'hui...

Ms Anquetil: Il faut traduire, je n'ai pas compris.

Madam Speaker: Il faut traduire.

Mr Lesjongard: Aujourd'hui, je vais prendre une autre phrase de ce film qui est très appropriée.

Madam Speaker: Il faut traduire.

Mr Lesjongard: Mais j'ai dit, la bande des cinq.

Madam Speaker: Non. Non.

Mr Lesjongard: *Kitne aadmi the? Panch !*

(Interruptions)

Madam Speaker: Nous on n'a pas fait le...

Mr Lesjongard: Aujourd'hui, je vais citer une autre phrase, Madame la présidente et cette phrase s'adresse directement au Premier ministre –

“Ab tera kya hoga, Navin?”

J'en ai terminé, Madame la présidente.

Madam Speaker: Non, non, non. J'aimerais beaucoup, l'honorable Leader de l'opposition, avoir la traduction. Je n'ai pas eu la chance de faire mes études en Inde. Est-ce que, vous pouvez me traduire les deux phrases ? Il le faut.

Mr Lesjongard: Quand j'ai adressé au Premier ministre...

Madam Speaker: *Kitne*, on peut deviner. Allez.

Mr Lesjongard: *Sa korek.*

Madam Speaker: L'autre.

Mr Lesjongard: L'autre phrase ?

Ms J. Bérenger: *Dir an kreol.*

Mr Lesjongard: Il n'y aura pas de future, Madame la présidente pour ce Premier ministre-là. Qu'est-ce qui va se passer plus loin ?

(Interruptions)

Madam Speaker: Okay! Okay, we cannot do any better. We cannot do any better. I am going to suspend the Sitting for one and a half hour.

At 1.03 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 2.34 p.m., with the Deputy Speaker in the Chair.

The Deputy Speaker: Please be seated! Hon. Minister Uteem!

The Minister of Labour and Industrial Relations (Mr R. Uteem): Merci, M. le *Deputy Speaker*. Je trouve cela assez regrettable qu'au moment que je m'appête à donner la réplique à l'honorable leader de l'opposition, il brille par son absence.

An hon. Member: Quelle courtoisie !

Mr Uteem : *Mr Deputy Speaker, Sir*, ce budget est à la fois courageux et responsable. Ah ! Merci de venir, l'honorable leader de l'opposition. Je disais donc que ce budget est à la fois courageux et responsable.

Courageux car ce gouvernement réforme le système de la pension de retraite qui n'est plus viable et même s'il s'agit d'une mesure impopulaire. Courageux car il est tourné vers l'avenir en investissant dans l'innovation, l'intelligence artificielle, l'économie bleue et les énergies renouvelables, tout en jetant les bases d'une île Maurice plus productive, plus résiliente et plus inclusive.

Responsable, car des mesures ciblées sont mises en œuvre sans augmenter la TVA, sans augmenter l'impôt, sans augmenter *l'income tax* ou le *corporate tax*. Responsable aussi car malgré un contexte économique international difficile et des plus incertains, l'honorable Premier ministre a su contenir le déficit budgétaire à 3,7 % du PIB et continue à réduire la dette publique. C'est un budget qui restaure la discipline fiscale tout en préparant Maurice aux opportunités de demain.

M. le président, ce n'est pas possible pour moi de répondre à tous les points de l'honorable leader de l'opposition dans le temps qui m'a été imparti, et je laisserai donc le soin aux différents ministres et autres parlementaires de lui répondre. Cependant, il est important que je revienne sur la réforme du système de pension, car malgré la déclaration – on ne peut être plus claire de l'honorable Premier ministre ce matin que la pension ne sera plus *means-tested*, l'honorable leader de l'opposition n'a pas revu sa copie.

Revenons sur les raisons pour lesquelles on doit reformer notre système de pension, qui nous attire la foudre d'une partie de la population. Parce que, M. le président, le paiement de la Basic Retirement Pension, BRP, ou pension de vieillesse à partir de 60 ans, représentait 25 % du budget de l'État. Et comme nous avons une population vieillissante, ce montant devrait s'accroître davantage chaque année. Si chaque année on doit dépenser plus sur la pension de vieillesse, cela veut dire que chaque année, on devra dépenser moins sur les autres items du budget, c'est-à-dire, moins pour l'achat des médicaments, moins sur l'éducation de nos enfants, moins sur la construction des logements sociaux, moins sur la construction des drains, moins sur l'amélioration des infrastructures publiques, sur l'énergie renouvelable, sur l'environnement et sur toute autre dépense de l'État.

Il faut bien comprendre cela, M. le président, car nos ressources ne sont malheureusement pas illimitées. Et en conséquence, dépenser plus sur un item budgétaire nécessairement, équivaut à dépenser moins sur un autre item budgétaire. Et puis se pose la question de comment financer le paiement de la pension. C'est la population au final qui passe à la caisse et qui paye les pensions à travers la taxe. Et c'est surtout ceux qui travaillent qui payent le plus pour financer le paiement de la pension. Comme l'a souligné l'honorable Premier ministre dans son intervention, en 1962, la pension d'un retraité était partagée entre 16 personnes. Aujourd'hui, il est partagé entre 4.7 personnes et en 2049, en trois personnes seulement.

En d'autres mots, si notre système de pension n'est pas revu, dans les années à venir, nous et nos enfants devront travailler plus dur et payer plus de taxes pour payer la pension de vieillesse. Et emprunter pour financer le paiement de cette pension, comme l'a indécemment fait le précédent gouvernement, n'est pas une solution. Bien au contraire, cela empire les choses considérablement, car en plus d'avoir à payer plus de taxes pour rembourser la dette, nous et nos enfants devront aussi payer davantage de taxes pour rembourser les intérêts sur ces emprunts.

Et aujourd'hui, on doit payer R26,9 milliards chaque année que sous l'item des intérêts. R26,9 milliards ! Plus que le budget de l'éducation, plus que le budget de la santé, plus que le budget du logement. Donc, on fait quoi ? On augmente la taxe ? On augmente la TVA ? On augmente *l'income tax* ? On augmente le *corporate tax* ? On fait comme le gouvernement MSM ? Après moi le déluge, je dépense, les autres vont devoir rembourser ?

An hon. Member: Irresponsable !

Mr Uteem: Est-ce qu'on a le droit moral, M. le *Deputy Speaker, Sir*, en tant que gouvernement, d'hypothéquer l'avenir de nos enfants et de leur imposer le fardeau de payer plus de taxes à l'avenir pour un système de pension que tout le monde sait n'est plus soutenable dans la durée ? Nous avons eu le courage d'assumer nos responsabilités.

M. le *Deputy Speaker, Sir*, comme annoncé l'année dernière, une commission d'experts indépendants a été mise en place pour réexaminer l'ensemble du système de retraite, y compris le *National Pension Fund*. Le mandat de cette commission a été défini en concertation avec le FMI et la Banque mondiale. La commission a présenté un rapport intérimaire, pas final. Et il y a plusieurs mesures très intéressantes dans ce rapport. La

première, c'est la mise en place d'un nouveau *Pension Regulatory Authority*, qui sera mandaté d'établir notre politique en matière de pension.

Personnellement, je trouve cela salubre. Laissons aux experts le soin de conseiller le gouvernement pour tout ce qui touche à la pension. Mais ce n'est pas, paraît-il, au goût de l'honorable leader de l'opposition. Deuxièmement, mise en place d'un *Central Pension Administration Bureau* pour gérer tous les différents fonds de pension de l'État et répondre aux attentes des bénéficiaires. Là aussi, une mesure qui va là dans la bonne direction parce qu'il améliore la gestion des fonds de pension. Troisièmement, la possibilité – et ça c'est très innovatrice – pour une personne de percevoir une pension réduite à partir de 60 ans.

Tout comme la possibilité pour une personne de décider, de toucher une pension plus élevée après 65 ans. Pour moi, c'est l'aspect le plus innovateur des recommandations faites par la commission. Parce que le plus grand critique qu'on a reçu l'année dernière, c'est que les gens qui ne pouvaient pas travailler, qui n'avaient pas les moyens nécessaires, ne touchaient pas de pension à l'âge de 60 ans.

Malgré le fait que l'année dernière on est venu avec un *Income Support Scheme* pour aider les plus vulnérables en leur donnant R10,000 par mois, cette décision, on a voulu l'améliorer. Et la commission d'experts nous donne une possibilité de l'améliorer en donnant aux pensionnaires de choisir quand ils veulent prendre leur retraite.

Et ce n'est pas nouveau, quand vous allez dans tous les systèmes de pension privés, on a toujours l'élément de *Early Retirement*. On peut toujours prendre un *reduced pension* si on décide de prendre sa retraite avant l'âge de la retraite et commencer à percevoir, nos revenus des fonds de pension.

Donc c'est la même logique qui a été appliquée pour le système universel de pension. Donc moi, je trouve cela très innovatrice et ça va permettre aux gens à partir de 60 ans, d'avoir une pension, bien que réduite par rapport à la pension qu'ils toucheraient à 65 ans, et ça permet aux gens qui décident de ne pas toucher leur pension à 65 ans, de toucher à 70 ans et d'avoir une pension encore plus élevée.

La nouvelle *National Pension and Provident Fund*, qui remplacera l'ancien *National Pension Fund*, revu et amélioré, permettra aux employés d'avoir une retraite décente et adéquate. Les *self-employed*, travailleurs indépendants, ceux qui travaillent à leur propre compte, les travailleurs étrangers et même les étudiants pourront bénéficier de cette protection sociale. Là aussi, une mesure très innovante, une mesure qui mérite à être étudiée.

Finalement, les ministres, *Junior Ministers* et députés percevront leur pension à partir de l'âge de 65 ans au lieu de la fin des deux mandats comme c'est le cas aujourd'hui. La révision du montant de leur pension dépendra du montant qu'ils ont contribué. On est en train de remplacer un système de *defined benefit* par un système de *defined contributory*. Mais je crois comprendre que là aussi le leader de l'opposition n'est pas satisfait parce qu'il a dit non, non, non à toutes les réformes proposées.

Moi, ce que je demande maintenant au leader de l'opposition : nous, parlementaires élus en 2024, donnons l'exemple. Nous allons accepter de prendre notre pension à l'âge de 65 ans en solidarité avec tous les autres Mauriciens. Est-ce qu'il va demander à son parti de faire le même ? Ceux qui touchent en ce moment leur pension après deux mandats, qui n'ont pas encore atteint l'âge de 65 ans, est-ce qu'ils vont donner l'exemple et être solidaires avec la population et refuser de prendre leur pension jusqu'à l'âge de 65 ans ?

Donc, *Mr Deputy Speaker, Sir*, la plupart des recommandations de la commission d'experts sont très raisonnables et tout à fait louables, mais il y avait une recommandation qui a fait l'objet de critiques et c'était prévisible. Cela concerne l'adoption d'un *means-tested system* pour la pension de vieillesse afin de garantir que les ressources publiques soient ciblées pour venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Ce matin, nous avons rencontré le Premier ministre et les cadres de son ministère. Après discussion, le Premier ministre a décidé de ne pas aller de l'avant avec cet aspect du *means testing*, malgré le fait que cela va forcément impacter le déficit budgétaire et la dette publique. Je salue la décision du Premier ministre qui a écouté la voix du peuple et a pris la décision qui s'impose. Mais il semblerait, à voir la réaction de certains dans les bancs de l'opposition, que certains membres soient déçus par ce tournant des événements.

Mr Deputy Speaker, Sir, avec votre permission, je voudrais maintenant vous parler des quelques mesures qui relèvent de mon ministère, le ministère du Travail et des Relations industrielles. Première mesure positive : l'augmentation du congé de maternité à 12 mois, dont les six premiers mois seront entièrement rémunérés et les six mois suivants peuvent être pris au choix de la mère à mi-salaire.

Nous avons un faible taux de natalité. C'est une des raisons pour lesquelles on a une population vieillissante. C'est une des raisons pour lesquelles on a ce problème de pension, parce qu'on n'a pas assez de nouveau-nés. Les couples font de moins en moins d'enfants. Une des raisons du faible taux de natalité est que les parents n'ont pas suffisamment de temps à

passer avec leurs enfants, ayant leurs obligations professionnelles. Augmenter le congé de maternité et de paternité est un moyen d'encourager les couples à avoir plus d'enfants. C'est une mesure guidée par l'intérêt supérieur de l'enfant. Il s'agit d'un investissement dans la première année de vie d'un enfant et qui vise surtout à soutenir les femmes qui sont souvent confrontées au stress post-partum lié à un retour précoce au travail.

L'Organisation mondiale de la Santé recommande l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de vie, puis la poursuite de l'allaitement par la suite. De nombreuses études internationales ont montré qu'un congé de maternité plus long contribue à un meilleur développement des enfants. C'est pourquoi le gouvernement a choisi d'accorder aux mères six mois de congé de maternité entièrement rémunérés, suivis de six mois supplémentaires pouvant être pris au choix de la mère à mi-salaire. L'augmentation du congé de paternité de quatre à six semaines est tout aussi justifiée, car l'enfant a aussi besoin de la présence de son papa, surtout durant les premiers jours. Quel meilleur cadeau pour la fête des pères que d'annoncer une telle mesure aux nouveaux pères !

Je suis pleinement conscient que l'augmentation du congé de maternité pourrait décourager les employeurs à recruter les femmes, mais le *Workers Rights Act* et l'*Equal Opportunities Act* contiennent déjà des dispositions pour qu'il n'y ait pas de discrimination envers les femmes dans le recrutement et l'exercice de promotion. Mais au-delà de ces garde-fous, je pense sincèrement que le fait que les six mois de congé soient à mi-salaire devrait servir d'incitation aux employeurs de revoir la structure de leurs entreprises pour favoriser le *work from home* et le *flexi-time*. Il sera probablement dans l'avantage de l'entreprise de laisser la mère travailler de chez elle en lui garantissant un salaire entier ou en lui permettant de venir à un *flexi-time*, peut-être quatre fois par semaine ou trois fois par semaine, au lieu de la laisser rester à la maison et percevoir un demi-salaire.

Autre mesure annoncée à la page 25 de l'annexe du budget est la mise en place d'un congé payé par mois au titre de congé menstruel. Aujourd'hui, les femmes qui travaillent bénéficient du même nombre de congés maladie que leurs collègues hommes, soit 15 jours par an. Mais nous savons tous que certaines femmes ont des douleurs intenses pendant leurs menstruations qui les empêchent de travailler et les forcent à s'abstenir chaque mois.

Au Japon, le droit au congé menstruel est inscrit dans la loi depuis – tenez-vous bien – 1947. La loi permet aux femmes de s'absenter de leur travail si elles souffrent de règles douloureuses. Une initiative suivie par l'Indonésie en 1948, la Corée du Sud en 2001, Taiwan

en 2013 ou encore la Zambie en 2015. En février 2023, l'Espagne est le premier pays en Europe à avoir adopté une loi créant le congé menstruel. Fait intéressant, *Mr Deputy Speaker, Sir*, en Corée du Sud, la cour a statué dans un cas qui concernait l'ex-CEO d'*Asiana Airlines*, condamné pour avoir systématiquement refusé d'accorder des congés menstruels au personnel de cabine et je cite –

“Requiring proof of the existence of menstrual symptoms when requesting menstrual leave excessively infringes on the privacy and human rights of the workers and may discourage requests, rendering the system ineffective.”

J'espère qu'une approche similaire sera appliquée à Maurice concernant les congés menstruels.

Autre mesure qui a fait plaisir aux travailleurs, c'est bien la décision de décréter lundi suivant comme férié au cas où un congé public tomberait un dimanche. Et je suis sûr que le leader de l'opposition sait, comme tous les autres membres de cette Chambre et la population, que chaque année, il y a une liste de congés publics qui est publiée et *gazetted*. Donc, ce n'est pas si n'importe quel congé ou n'importe quelle fête qui tombe un dimanche, comme la fête de Pâques ou n'importe quelle autre fête qui tombe un dimanche, que nécessairement lundi suivant doit être férié. C'est seulement si un congé public tombe un dimanche que le lundi suivant sera férié. C'est une avancée pour les travailleurs.

Mr Deputy Speaker, Sir, durant l'année écoulée, mon ministère a renforcé les systèmes et contrôles internes et a modernisé nos processus afin de garantir un service plus efficace et plus réactif. Nous avons le *Labour Division Management Information System* qui est entré en opération et les plaintes peuvent maintenant être enregistrées et suivies en ligne. Cela va réduire considérablement les délais dans le traitement des dossiers.

Mon ministère a organisé, l'année dernière, les Assises du Travail. Depuis le mois dernier, on a reconstitué le *National Tripartite Council* et sa première réunion a été tenue le mois dernier. Comme je l'avais annoncé l'année dernière, nous n'allons pas suivre ce qui a été fait par le précédent gouvernement et introduire des réformes aux lois du travail dans le *Finance Bill*. Au contraire, après consultation à travers le *National Tripartite Council*, on va venir avec un projet de loi qui sera débattu devant cette Chambre sur tous les aspects du droit du travail.

On m'a posé beaucoup de questions et on a posé aussi la question au ministre Subron : qu'est-ce qui va arriver à la proposition de la semaine de 40 heures prévue dans notre

Programme Gouvernemental ? Cette question a été traitée au niveau du *National Tripartite Council*. Je dois dire que je remercie le ministère des Finances qui nous a donné une dotation budgétaire cette année pour faire une étude approfondie sur l'impact d'une telle mesure et les secteurs et entreprises qui devront être exonérés de cette mesure de 40 heures. Mais, cela ne remet nullement en question notre décision, que durant notre mandat, on va venir de l'avant avec cette mesure pour instaurer la semaine des 40 heures.

On n'a pas attendu aussi le Budget, *Mr Deputy Speaker, Sir*, pour élaborer un protocole national relatif au *heavy and torrential rain*, qui sera applicable à tous les travailleurs qui n'exercent pas dans les *emergency services*. Dorénavant, il y aura plus de discrimination entre les travailleurs du secteur privé et les fonctionnaires en cas d'avis de pluie torrentielle, car ce gouvernement a à cœur la sécurité de tous les travailleurs indistinctement, qu'ils soient des fonctionnaires ou du secteur privé.

Nous avons aussi pu passer plusieurs *regulations* pour améliorer la sécurité et la santé au travail. La sécurité de nos éboueurs a été renforcée afin de leur garantir un environnement de travail sûr, présentant un risque minimal de chute ou de contamination par déchets – ce qui est très important vu les cas de leptospirose. Les éboueurs ne devront plus voyager dans des véhicules qui transportent les déchets à moins qu'il y ait une cabine spéciale à cet égard.

Avec l'aide du Bureau international du Travail, nous travaillons sur des *guidelines* pour assurer la santé mentale des travailleurs. Auparavant, les officiers de Rodrigues n'étaient ni consultés, ni impliqués dans le processus décisionnel, et je suis heureux d'annoncer que les *Occupational Health and Safety Officers* de Rodrigues ont été nommés membres de *l'Advisory Council for Occupational Safety and Health*.

En ce qui concerne l'emploi, selon les chiffres publiés par *Statistics Mauritius* le mois dernier, le taux de chômage est passé de 6% à 5,7%. Mais, en vérité, *Mr Deputy Speaker, Sir*, la majorité des personnes qui s'inscrivent à nos bureaux d'emploi, à travers l'île, ont déjà un emploi et ils sont à la recherche d'un meilleur emploi. Ils sont surtout intéressés à travailler au gouvernement ou dans une collectivité locale.

Par contre, le taux de chômage parmi les jeunes entre 16 et 24 ans reste relativement élevé à 18,4%. La cause principale de ce taux élevé de demandeurs d'emploi parmi les jeunes est le *skills mismatch*. Les emplois disponibles ne correspondent pas aux attentes et formations des jeunes. Je salue donc les nombreuses mesures annoncées dans le Budget pour

remédier à la pénurie de main-d'œuvre, combler le *skills mismatch* à travers les formations et préparer notre main-d'œuvre aux emplois de demain.

Au niveau de mon ministère, un système d'information sur le marché du travail et une plateforme de mise en relation entre l'offre et la demande d'emploi, basée sur l'intelligence artificielle, sont en cours de développement en collaboration avec les pays amis.

Concernant les travailleurs étrangers, la plupart des recommandations du comité interministériel, que j'ai présidé, sont déjà implémentées, et le comité siégera à nouveau pour évaluer la situation.

Pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre dans tous les secteurs de l'économie, nous avons simplifié les procédures pour le recrutement et le transfert des travailleurs étrangers. Entre novembre 2024 et mai 2026, près de 55 000 permis de travail et certificats d'exemption ont été délivrés. Le *Permission in Principle* et les quotas ont été supprimés, mais le demandeur de permis doit démontrer son incapacité de recruter localement. L'embauche des travailleurs mauriciens demeure notre priorité.

Les permis de travail sont désormais entièrement traités via le *National E-Licensing System* et des permis de travail numériques sont délivrés. Nous avons aussi commencé à livrer des cartes personnalisées avec un *QR code* aux travailleurs étrangers afin de mieux contrôler les travailleurs étrangers en situation d'illégalité.

En outre, pour garantir un recrutement éthique, le *Private Recruitment Agencies Regulations 2025* a été aligné sur les normes de recrutement éthique reconnues au niveau international. Toujours dans le cadre de la main-d'œuvre étrangère, nous avons récemment adopté des *Occupational Safety and Health (Centralised Lodging Accommodation) Regulations*. Cette mesure viendra en aide aux entreprises et particuliers qui pourront louer une chambre pour héberger un travailleur migrant plutôt qu'une maison entière, et cela permettra également d'éviter la prolifération des hébergements dans les zones résidentielles.

Mr Deputy Speaker, Sir, avant de conclure, je voudrais juste commenter sur l'attitude du leader de l'opposition concernant l'intelligence artificielle. C'est clair que pendant 10 ans, son gouvernement, le gouvernement précédent, n'a pas cru en l'intelligence artificielle. Parce que pour eux, un ordinateur va exploser si vous y insérez l'intelligence artificielle.

Nous, au niveau de ce gouvernement, on croit dans l'intelligence artificielle. On croit dans la formation de nos jeunes. On croit dans les opportunités qui seront présentées à nous dans le cadre de l'émergence de l'intelligence artificielle. Et oui, je suis d'accord avec le leader de l'opposition qu'il faudra un investissement dans les infrastructures. Il faudra plus d'énergie. Mais, c'est un défi qu'on est prêt à relever si cela permettrait d'avoir une croissance plus accrue de l'économie, et surtout donner un emploi à fort taux, à fort salaire, à nos jeunes.

Mr Deputy Speaker, Sir, le Leader de l'opposition a terminé son intervention avec un extrait de *Sholay*, '*Tera kya hoga, Kaliya?*' Qu'advientra-t-il de toi, Kaliya? Je répondrai par une citation d'Allama Iqbal : *Wohi hota hai jo manzoor-e-Khuda hota hai*. Ce qui advientra, c'est ce que Dieu décide. C'est ça qui va se passer. Mais, par contre, Monsieur le Leader de l'opposition, qu'est-ce qui va arriver à tous vos collègues qui font la queue devant la *Financial Crimes Commission* après avoir dévalisé les deniers publics ?

Merci.

The Deputy Speaker: Hon. Ms Collet, you have 15 minutes!

(3.02 p.m.)

Ms M. R. Collet (First Member for Rodrigues): M. le président, honorables collègues, dans les 15 minutes qui me sont accordées aujourd'hui, je serai très directe. Le Budget est la preuve que l'État doit répondre aux cris de notre peuple, incluant leur indignation. Ce Budget est réel. Il assure la continuité. Les services publics essentiels continueront. Il n'y aura pas de paralysie. Les fonctionnaires et les consultants seront payés. Les écoles resteront ouvertes. L'éducation reste gratuite. Les hôpitaux fonctionneront avec des services de santé gratuits. Mais, au-delà des chiffres, il y a les besoins concrets de Rodrigues. C'est vers ces réalités que je veux maintenant tourner l'attention de cette Chambre.

Rodrigues a traversé des pandémies, la hausse des prix, la criminalité, la corruption, les drogues, les réformes des pensions, les pénuries, les inondations, les tremblements de terre et la sécheresse. Nos aînés et la *working class* du jour sont inquiets face aux réformes des pensions. Ils ont accepté des sacrifices, mais ils espèrent vivre, aujourd'hui et demain, dans la dignité. Ces fardeaux que Rodrigues partage au sein de la République sont lourds. Ils touchent chaque foyer, et c'est pour cela que la stabilité budgétaire est indispensable.

La stabilité dans l'organisation des finances publiques est vitale, M. le président. Sans stabilité, il n'y a pas de confiance ; sans confiance il n'y a pas de développement durable. Le gouvernement, ce n'est pas seulement les ministres et les commissaires. Le gouvernement, c'est nous tous, incluant le peuple qui nous a fait confiance depuis novembre 2024. Je remercie le Premier ministre qui a montré qu'il est à l'écoute du peuple. Quand une mesure sème la panique ou la confusion, c'est louable et il est bien que le gouvernement la révise. Merci beaucoup.

Mais la stabilité seule ne suffit pas. Le développement passe par l'efficacité administrative. Il est urgent d'aligner nos lois et procédures, par exemple, sur la facilitation des affaires et le traitement des demandes de baux et licences commerciales ou entreprises touristiques. Les règlements de Rodrigues ne sont pas tous alignés avec ceux de la République dans ces domaines. L'excuse de la spécificité ne s'applique pas ici. Qui répondra de cette injustice, M. le président ?

Les entrepreneurs et les travailleurs indépendants de Rodrigues ne doivent pas être freinés par des démarches trop longues, trop complexes, trop incertaines. Nous voulons produire localement et contribuer dans notre économie, faire *larzan roule dan pei*.

On parle souvent d'autonomie de Rodrigues, mais pour beaucoup, ce mot reste abstrait. Rodrigues n'est pas indépendant. Rodrigues est autonome. Cela veut dire que nous gérons certains domaines localement, mais toujours dans le cadre de la République. Pour que chacun se situe et se positionne clairement, il faut revisiter cette autonomie sous l'angle de la décentralisation. La décentralisation, c'est rapprocher les décisions du peuple. C'est donner aux institutions locales les moyens d'agir tout en restant dans l'unité nationale. Ainsi, quand nous à Rodrigues, nous demandons l'adaptation des mesures nationales, nous ne demandons pas un privilège. Nous demandons simplement que la décentralisation soit réelle, que l'autonomie soit vécue et que chaque Rodriguais puisse voir la République dans son quotidien. Les ministères doivent établir des calendriers clairs et préciser la collaboration attendue avec la RRA qui agit au nom et pour le compte du gouvernement central depuis 2001. Autonomie sans moyens, c'est une illusion. Décentralisation avec moyens, c'est une justice.

Au-delà des dotations budgétaires, au-delà des R 11,2 milliards de dotation dédiée à Rodrigues, il est essentiel que Rodrigues bénéficie pleinement des mesures nationales. Les programmes d'innovation et de recherche doivent inclure Rodrigues pour que nos jeunes

créatifs puissent contribuer et bénéficier des bourses nationales. Au moins un ou deux jeunes de Rodrigues doivent être éligibles aux bourses pour startups innovantes afin que l'innovation soit une réalité dans notre île.

La NLTA doit être mandatée pour Rodrigues afin d'assurer un service de transport public fiable, régulier et adapté à notre réalité insulaire. Nos forces de l'ordre sont démoralisées. Elles doivent recevoir reconnaissance, moyens et soutien pour assurer la sécurité et la confiance. Et j'ajoute, le soutien aux artistes et aux travailleurs culturels de Rodrigues. Ils portent notre identité, M. le président. Ils créent de la valeur. Ils méritent le même respect que les autres secteurs économiques.

Les *renewable energy incentives* doivent être adaptés, appliqués et vécus par le peuple de Rodrigues, car nous sommes une partie intégrante de la République et nous demandons justice et équité dans chaque secteur. Nous voulons que Rodrigues garde son cachet, c'est vrai. Mais Rodrigues doit avancer au même rythme que l'île sœur. On doit garder son authenticité. Je suis d'accord. C'est la grande vision de l'organisation du peuple de Rodrigues aussi. J'en profite pour exprimer ma gratitude envers tous les collègues ministres et leurs ministères qui font l'effort de prendre connaissance des réalités de Rodrigues et de répondre à la mise en œuvre des politiques nationales à travers la RRA. Ils se reconnaîtront : sport, éducation, TIC, coopérative, énergie, entre autres. Cet engagement démontre que la République fonctionne comme une seule nation grâce à la collaboration et suivi des ministères de tutelle.

Surtout, M. le président, en ce moment, il est urgent d'obtenir une clarification sur notre hôpital Queen Elizabeth de Crève-Cœur. Est-il reconnu comme un hôpital régional ? Si ce n'est pas le cas, quand son statut sera-t-il rehaussé au niveau des hôpitaux régionaux ? Car sans ce statut, nous ne pouvons pas attirer les spécialistes, garantir des soins modernes et répondre aux besoins urgents de notre population. Un hôpital qui reste limité dans son statut, c'est une île entière qui reste limitée dans ses soins. Trop souvent, nos jeunes et nos patients quittent Rodrigues pour chercher des soins ou des opportunités ailleurs mais certains ne reviennent pas vivants. Ils rentrent au pays dans des cercueils et notre île est en deuil perpétuel. Nous devons agir pour que nos jeunes puissent réussir chez nous, que nos patients puissent être soignés chez nous.

Préparons aussi nos jeunes de Rodrigues pour leur participation aux compétitions sportives de 2027. Ils seront notre fierté. Et pour que toute cette justice sociale soit réelle, il

faut aussi agir sur les audits, M. le président. Chaque roupie doit être utilisée avec rigueur et équité. Il faut agir sur les *audits reports*. Ces rapports ne doivent pas rester sur une étagère, ils doivent être suivis d'actions concrètes. Un audit ignoré, c'est une porte ouverte à la corruption. Un audit corrigé, c'est une garantie de justice sociale et de confiance retrouvée.

Ce budget agit sur les inégalités de revenus par les pensions, la protection sociale, la lutte contre la pauvreté et le soutien aux petites et moyennes entreprises. Mais il faut aller plus loin pour une redistribution plus équitable des richesses. Nous savons que tout ne pourra être accompli en 12 mois, M. le Président, mais ce que nous demandons, c'est de commencer maintenant. Chaque jour compte pour les familles, les jeunes, les patients, les travailleurs. La capacité de dépense de Rodrigues est limitée, c'est vrai, mais avec la solidarité nationale, l'île sœur peut aider la petite île.

Ce budget-ci est une étape. Petit à petit, *tikou tikou touy loulou*. Rodrigues reste debout. Ensemble, avec courage et unité, nous devons transformer ce budget en progrès réel pour chaque famille et chaque secteur, parce qu'un budget, c'est une question de dignité, de justice et de reconnaissance. Et je termine avec les paroles du Premier ministre, ministre des Finances, qui est aussi ministre de Rodrigues. Dans le Budget Speech du vendredi dernier, il nous a dit –

« Nous ne pouvons pas revenir en arrière et changer le début, mais nous pouvons certainement commencer là où nous sommes aujourd'hui et changer les résultats. »

Alors, comme un seul peuple et une seule nation, relevons ce défi.

Merci beaucoup.

The Deputy Speaker: Thank you. Hon. A. Duval, 15 minutes.

(3.12 p.m.)

Mr A. Duval (Fourth Member for Port-Louis North and Montagne Longue): Yes, thank you, Mr Deputy Speaker, Sir.

Mr Deputy Speaker, Sir, j'ai écouté le ministre du Travail. J'ai noté qu'il est solidaire avec les députés pour la réforme de la pension de l'Assemblée nationale. Il a oublié de dire seulement que la réforme ne s'applique pas à lui, étant donné son ancienneté. Et donc, lui il ne touchera pas la pension à 65 ans, mais à n'importe quel moment, *irrespective* de son âge en dehors du Parlement. Cette précision était importante. Vous savez très bien.

L'année dernière, M. le président, j'avais qualifié ce budget de budget d'amateur.

(Interruptions)

The Deputy Speaker: Let's listen to the hon. Member.

Mr A. Duval: Mais je m'étais trompé. C'est celui-ci qui remporte la palme. Rarement un gouvernement se serait trompé autant et aussi vite. Qui lui a donc conseillé de toucher aux pensions encore une fois, à travers un Finance Bill, sans mandat, sans consultation ?

Et cette fois-ci, M. le président, une responsabilité doit être assumée. Quelqu'un doit être tenu responsable. La personne ayant proféré ces conseils, cette personne, est-ce que sa tête, elle, tombera ?

J'ai écouté l'annonce du Premier ministre ce matin. Il a indiqué qu'il allait geler la proposition du *means testing* sur la pension, se pliant ainsi à la colère populaire. Très bien ! C'est tant mieux. Mais qu'il ait le courage d'avouer que cette réforme de la *State Age Pension* sera tout simplement abandonnée.

Il est temps de dire aux gens ce qu'ils doivent entendre. Il est inutile de tenter de se sauver la face sur cette réforme. C'est trop peu, trop tard. Le gouvernement doit aller plus loin, M. le président. Il doit rendre au peuple le système de pension qu'il lui a enlevé sans mandat, sans légitimité. Car même avec le gel du *State Age Pension*, la première trahison de repousser l'âge à 65 ans demeure tout entière.

Pour cette année financière 2026-2027, l'ancien système aurait coûté environ R 57.6 milliards. Avec la réforme de la BRP à 65 ans, ce montant tombe à R 53.7 milliards. Donc, R 3.9 milliards de moins. R 3.9 milliards, M. le président ! Au total, sur la durée du mandat jusqu'à 2029, l'écart serait de 10 milliards de dollars.

Appelons les choses par leurs noms. Si la première réforme coupait en retardant la pension de 5 ans, la deuxième réforme, elle, tentait de couper en refusant carrément la pension à bon nombre de personnes. Malgré les applaudissements des membres du gouvernement ce matin, face au recul du gouvernement sur cette deuxième réforme, je le redis, la première reste de mise. M. le président, la population n'a jamais voté ni pour le *means testing*, ni pour la pension à 65 ans.

Elle avait voté au contraire pour la dignité de ses aînés pour le système qui existait avant les élections. Et mon message, il est bien simple : abandonnez toutes les deux réformes sur la pension. Retournez au système d'avant les élections. Reculez complètement.

Aujourd'hui, le gouvernement veut taxer plus. J'ai entendu le ministre Uteem sur la taxation et je vais lui répondre. Le gouvernement veut taxer plus et veut retourner moins.

Qu'est-ce que représente R 3.9 milliards dans l'ensemble du budget aujourd'hui ? À peine 1.5% des dépenses budgétaires de cette année-ci. Les recettes fiscales depuis la venue de ce gouvernement, collectées sur le dos de la population, ont augmenté par R 35 milliards, soit neuf fois plus que ce qu'on demande aujourd'hui sur la pension de retraite. D'ailleurs, taxer, c'est facile, M. le président. La vraie difficulté, c'est de réduire le gaspillage. C'est de corriger les inefficacités et de relancer la croissance. Voilà ce qu'on attendait sur ce budget.

Le gouvernement ne peut-il pas faire un effort, M. le président, à ce sujet ? Si le gouvernement veut réellement couper, qu'il commence au sommet. Le *Prime Minister's Office* lui-même ne fait aucun effort de réduction. Les dépenses au contraire augmentent. Si on voit les dotations pour le *Private Office and Ceremonials du Prime Minister*, on réalise qu'elles augmentent de R 63 millions depuis le nouveau régime.

Hausse des salaires des conseillers, l'organisation de fêtes, de réceptions, la fête nationale, les frais légaux, tous augmentent. Si on prend les augmentations sur 5 ans, les dotations budgétaires, ça représente R 283 millions par rapport à l'ancien régime. 283 millions ! Donc, le gouvernement n'a fait aucun effort sérieux sur ses propres dépenses. Et la liste des dépenses est longue. La liste est très, très longue.

Les gaspillages aux missions à l'étranger, comme j'ai démontré, ici, moi-même à Addis Abeba, des millions de roupies gaspillées dans des logements sur des années pour satisfaire les caprices de certains. Alors que des centaines de millions avaient été investis dans des logements officiels.

L'allocation de berlines de luxe qu'on a vue, les caprices de luxe du *chairman* d'une institution qui perd plus de 60% de son eau dans des tuyaux percés. La liste est trop longue et le temps trop court. Alors, avant de couper les pensions, M. le président, coupez d'abord ce qui est gras au sommet !

Que dire sur le coût de la vie ? Quelle est la vraie réponse du gouvernement ? Les familles peinent à remplir le panier. La réponse du gouvernement : subventionner ceux qui vendent les produits. La grande solution : mettre 2 milliards par an dans la chaîne de

distribution ; distributeurs et supermarchés. Le ministre Yeung Sik Yuen donne 2 milliards aux supermarchés – Sik Yuen, entre autres – parmi d'autres. Quelle brillante idée !

(Interruptions)

Et le peuple souffre à la caisse. Et le gouvernement soulage les intermédiaires. R 2 milliards de subventions pour un marché annuel.

(Interruptions)

The Deputy Speaker: One minute!

An hon. Member: Attaque personnelle !

The Deputy Speaker: If you are making a personal attack against the Minister Sik Yuen, ...

Mr A. Duval: Not at all!

The Deputy Speaker: ...and referring to the supermarket Sik Yuen, ...

Mr A. Duval: Not at all!

The Deputy Speaker: You should withdraw that!

Mr A. Duval: Not at all!

If Sik Yuen supermarket has not been a beneficiary, then, it would be! But not at all. Not at all!

The Deputy Speaker: You have to be a bit careful.

Mr A. Duval: 2 milliards de subventions pour un marché annuel de consommation d'environ R 500 milliards, ça représente à peine 0.4% du marché ce qu'on subventionne.

Ce n'est pas une stratégie. Ce n'est pas une attaque contre les marges excessives comme promis. Ce n'est pas ça casser les monopoles malgré les promesses. Ce n'est pas ouvrir la voie aux importations parallèles malgré les promesses. Ce n'est pas réduire le coût

des médicaments malgré les promesses. C'est en fait donner l'illusion d'agir sans toucher au vrai problème.

D'un côté, deux milliards de subventions. De l'autre côté, la TVA imposée à 3 millions de chiffre d'affaires. La TVA prélevée en plus sur l'essence. La taxe sur le sucre dont les recettes passent de R 1 milliard à R 2.6 milliards, 150% d'augmentation. Finalement, la taxe de R 2 sur les produits en plastique. Le résultat : des recettes fiscales qui atteignent un niveau record de 198 milliards pour répondre à l'honorable Uteem, 35 milliards en plus. Et donc, ils vous donnent un œuf dans une main et vous reprennent un bœuf dans l'autre. Voilà ce que le gouvernement fait réellement au consommateur.

Regardons les Chagos, 10 milliards de perdus l'année dernière, 10 milliards cette année-ci. 20 milliards fantômes dans le budget. Avec la démission du Premier ministre anglais ce matin, qui peut dire aujourd'hui réellement quand cette affaire sera réglée ? Tout cela parce que le gouvernement a ignoré les appels des Britanniques et des Américains à conclure l'accord une fois pour toutes avant l'arrivée de Trump.

Je devais dire plutôt le gouvernement d'alors. Il y a eu une recomposition depuis. Mais 20 milliards tout de même fantômes dans ce budget. Cet argent des Chagos aurait été largement suffisant pour protéger la pension à 60 ans. Il en resterait même pour quelques années de l'argent de surplus.

Le gaspillage. Le ministère de la Sécurité sociale, lui-même, celui qui s'occupe des pensions, continue d'être accablé par le manque de faiblesse et de contrôle, par sa mauvaise gestion, par son manque de coordination avec l'immigration et l'état civil et d'autres institutions. Le résultat : 230 millions chaque année payés à tort en aide sociale et en pension à des bénéficiaires non éligibles, comme soulevé dans le dernier rapport du directeur de l'audit. Les mêmes manquements, année après année, aux frais des contribuables. C'est-à-dire, c'est à croire que le directeur de l'audit produit son rapport inutilement quand on lit les solutions apportées.

Avant de couper les pensionnés, regardez d'abord et réparez d'abord le ministère qui laisse l'argent des pensionnés fuir. Il y a aussi des choses dont il faut tout simplement se débarrasser. Le poste de vice-président – c'est dommage que l'honorable Shakeel Mohamed ne soit pas là – il se rappellera, lui, de l'engagement pris pour abolir ce poste. Un poste qui

coûte R 100 millions sur la durée d'un mandat, sans compter les voyages, les coûts de sécurité, et bien sûr, sans compter les privilèges à vie des ex-présidents. Avant de couper les pensions, coupez les privilèges.

Puis, il y a le ministère des Affaires étrangères. Depuis l'année financière 2025, les frais de nos ambassades ne cessent d'augmenter. R 203 millions additionnels, on est appelé à voter là pour les frais des ambassades.

Maurice doit, encore une fois, une fois pour toutes, je le répète, adopter un modèle diplomatique plus léger, axé sur le modèle singapourien avec des ambassadeurs non-résidents quand la charge de travail est plus faible. J'avais dit et je redis, en Malaisie, en Russie, en Allemagne, au Caire, au Mozambique pour en nommer quelques-uns. Il y en a d'autres.

Avant de couper les pensions, coupez les dépenses inutiles à l'étranger. Il y a les projets qui ne sont simplement pas prioritaires. R455 millions pour rénover la Clarisse House, dont R100 millions cette année-ci. Où est l'urgence ? R2 milliards pour l'autoroute M4 à Forbach. Est-ce là vraiment une urgence ? Qui a réellement besoin d'une route reliant le nord à l'aéroport aujourd'hui en urgence ?

(Interruptions)

Hormis les ministres qui voyagent autant, qui en a vraiment besoin ?

Sur l'inefficacité du *Cargo Handling*, le gouvernement avait voté l'année dernière un budget promettant d'améliorer la productivité du port. L'objectif : 25 mouvements de container par heure. Au lieu de cela, M. le président, la productivité qui était à 23.5 mouvements l'année dernière, a reculé à 22 mouvements par heure. Nous avons payé pour une amélioration, nous avons obtenu une détérioration. Sur 750 000 containers qui ont été *handled*, cela représente plus de 4 000 heures de grue supplémentaire. Et quand on calcule les frais d'opération de la *Cargo Handling*, cela représente R343 millions de productivité perdue. Et maintenant, le gouvernement veut exposer la *Cargo Handling* à la concurrence directe d'un opérateur privé qui sera sans doute infiniment plus efficace. Alors, est-ce que le gouvernement renforce-t-il vraiment la *Cargo Handling* ou prépare-t-il discrètement sa mise à mort ?

Et cela m'amène à l'un des échecs les plus graves du budget : le *law and order*. M. le président, c'est le sujet le plus important.

The Deputy Speaker: You have got two minutes to go.

Mr A. Duval: Ce gouvernement aime parler de liberté, mais la liberté ne peut pas vouloir dire laisser-faire. Le taux de crime est en augmentation. Chaque semaine, nous voyons des policiers impuissants, insultés, agressés, blessés, incapables de se protéger. Et pour aller vite, quand on regarde la dotation budgétaire, on a l'impression qu'on met plus d'argent dans l'équipement et dans l'opération. Ce n'est pas vrai. Sur les R1.6 milliards additionnels qu'on donne à la police, 79 % de cette augmentation va à la compensation des salaires à cause du PRB. Seulement 7.3 % va au *capital expenditures and assets*. Ce n'est donc pas un renforcement sérieux.

Pire, M. le président, si on enlève de côté le Coastal Surveillance Radar, qui n'est pas quelque chose de nouveau, c'est le remplacement seulement d'un radar qui est arrivé à terme, à sa fin de vie, et qui a été entamé par l'ancien gouvernement. Mais si on enlève cet item extrêmement onéreux du budget, on réalise que les actifs opérationnels chutent de R847 millions pour l'année financière 2025 à R713 millions pour cette année financière. Une baisse de 15.8 %, R133 millions, sans même tenir compte de l'inflation. Ce n'est pas dire qu'on équipe la police. Quand on regarde dans les détails, la vérité est qu'on fait moins bien cette fois-ci.

Et la police est beaucoup trop mal équipée, mal préparée. M. le président, quand on regarde les forces de police modernes équipées de leur radio, de leur *body cameras*, des gilets de protection, des menottes, des matraques, des *pepper sprays*, des troussees de premiers soins, des *mobile terminals*, de leurs véhicules correctement équipés. Mais quand on regarde l'allocation de R120.9 millions pour les équipements opérationnels cette année-ci, on réalise que sur 13 862 policiers, on prévoit uniquement R8700 par policier – 160 €. Alors que dans les forces modernes, l'équipement personnel pour un policier se chiffre à 5000 €, R 274 000 par policier. Ici, on budgète à peine 3 % de ce qu'il faudrait pour équiper correctement un policier en fonction. Si le gouvernement était sérieux, il aurait augmenté tout de suite cette dotation de R120 millions à R3 milliards.

Pour terminer, M. le président, les postes financés par la police, *crime fighting* est réduit par 1,095 ; *crime control and investigation* passe de 9,431 à 8,336. Moins d'équipement, moins de recrues, moins de policiers. Comment donc va-t-on pouvoir pallier à la hausse de criminalité ? Ce dont les gens ont besoin, M. le président, c'est d'une présence policière efficiente, que les enquêtes aboutissent. D'après le rapport du Directeur de l'audit,

250 000 enquêtes ouvertes n'aboutissent pas. Pour une population de R1.2 millions, c'est choquant, M. le président.

The Deputy Speaker: Conclude, please.

Mr A. Duval : Seulement 4 % des enquêtes aboutissent chaque année dans ce pays. Et aujourd'hui, elle va régresser. Pour finir, un budget ne se juge pas à la taille de ses annonces. Il se juge à ce qui arrive réellement sur le terrain. Sur le *law and order*, j'ai démontré que ce budget ne descend pas sur le terrain. Il ne garde même pas les pieds sur terre.

L'intelligence artificielle occupe le devant de la scène dans ce budget et dans le précédent, sans aucun résultat concret. 10 sur 10 en matière d'annonce, zéro en exécution. Et alors que des milliards de roupies de médicaments, par exemple, continuent à être gérés sur papier dans des stores dépourvus d'électricité, que la digitalisation est toujours un mirage à ce jour dans tous les services essentiels, les transports publics, la santé, les collectivités locales. Non seulement pas informatisé, aujourd'hui, on nous parle d'intelligence artificielle.

Avant de rêver d'intelligence artificielle, M. le président, il faudrait d'abord faire preuve d'un peu d'intelligence humaine sur les réalités de la situation de notre pays. Je vous remercie.

The Deputy Speaker: Thank you. Hon. Jhummun! 15 minutes!

(3.30 p.m.)

Mr R. Jhummun (Second Member for Rivière des Anguilles & Souillac): Merci, M. le président. Après avoir écouté l'honorable leader de l'opposition et le whip de l'opposition parler d'un gouvernement amateur, *I would like to tell them that ce n'est pas l'amateurisme, mais plutôt la grandeur d'homme. I had a very high esteem for you, hon. Prime Minister, but today my esteem for you is higher.*

Grand est celui qui écoute et agit en fonction de la demande de la population, et c'est bien cela que vous avez fait aujourd'hui. Of course, some clarification will follow about the State Age Pension. The hon. whip of the Opposition also said that *taxer c'est facile. Ah bon? Only some weeks back, the leader of the PMSD warned us: napa tous TVA; Mo pou veye a ceke gouvernman pa tous TVA.* Alors, aujourd'hui venir dire que *taxer c'est facile, this is absurd.* This is absurd, hon. Whip of the Opposition.

In fact, hon. Members of Parliament, inflation affects each and every one of us. So, it affects, of course, the Government also. And if inflation affects the government, if the

expenses of the Government are increasing, *cela coule de source* that we have to generate more revenue. And the major source of income to the Government is through taxes. I cannot imagine the hon. Whip is saying that the motorway M4 is not necessary, it is a waste of money. So, what should we do then? We stop all development in this country?

(Interruptions)

Exactly, we will put it where it is required. And I would like the hon. Whip of the Opposition to come with proof and not malicious and frivolous accusations that the Sik Yuen Supermarket got Rs X million from the Stabilisation Fund.

Mr Yeung Sik Yuen: *Demin mo pou reponn li la.*

Ms Anquetil : Viens demain!

Mr Jhummun: *M. le président*, having listened to the speech of hon. A. Duval on the Budget 2026-2027 and read to some of his comments as to the belief that this budget will not change the lives of people, I said, okay. I said: maybe on Friday when the hon. Prime Minister was delivering his speech, the hon. Member was thinking elsewhere as it was a Friday, his thoughts were elsewhere.

(Interruptions)

Ms Anquetil: Happy hour!

Mr Jhummun: But coming today, after having read the budget speech and the annexes thoroughly, and claiming that – the same thing – this budget does not contain anything *de concret*, allows me to conclude that unfortunately, my good friend cannot do two things at the same time. He cannot understand while reading or understand while listening. Hon. A. Duval is, in fact, unable to concede that this budget is, in fact, improving the life of each and every citizen in one way or the other.

You want an example? I can give a list –

- The extension of the maternity and paternity leaves improves the lives of new-born babies and new parents;
- Increasing the education budget by Rs2.6 billion is because of our deep conviction that no child should be left behind;
- Combating drug proliferation, maintain law and order, is to protect each family and their members;

- Financial retirement benefits to fishers are being upgraded from Rs200,000 to Rs300,000;
- Carer's allowance, as you just said, is being increased from Rs3,500 to Rs4,250;
- The budget of the Special Education Needs (SEN), is being increased to Rs619 million;
- 2,220 medical and paramedical staff, including nurses, will be recruited to the benefit of the whole population;
- All the incentives being given to boost startups, assist SMEs, and generate growth will be to the benefit of the business community and society at large in terms of higher income, employment, and a better standard of living.

Hon. A. Duval kept on complaining about noise pollution through his PQs every week. Accordingly, the fines for such crimes are being doubled. Hon. Members, including my good friend hon. A. Duval, will have to wait for their 65th birthday henceforth. I do not know whether you are eligible for pension, unlike it was before. Maybe this explains his disappointment. Somehow, as compensation, there will be no increase in the rates of excise duty on wine and beer. I say cheers to my friend. To the benefit of the punters of this country – there are many – there will be no betting tax on punters, but instead on the net gains of bookmakers, and I would like to take paternity for this as it was following my PQ.

M. le président, allow me to quote Franklin Roosevelt –

“In politics, nothing happens by accident. If it happens, you can bet it was planned that way.”

And this is what happened this morning.

M. le président, we are where we are, but we must not forget how we reached here. How can the population forget the dire financial predicament left by the previous Government? *Les mauvaises langues vont dire* that we are spending time talking about the legacy of the previous Government. Yet, let me remind this august House that a week is a long time in politics, where political fortunes can shift but 18 months or so, *M. le président*, is absolutely nothing to fundamentally redress the economic foundation of the country. We cannot forget that they left our country with an unsustainable public sector debt of Rs642 billion, representing 90% of the GDP, a budget deficit of 9.8% of GDP, Rs180 billions of reckless printing of money and a huge trade deficit of Rs203.7 billion, representing 29.4% of

the GDP. All these implied that we were living beyond our means, which means that we were living dangerously. *Zot ti pe zwe ar dife.*

M. le président, when a country inherits deep structural imbalances, soaring inflationary pressures, and a debt mountain with depleted reserves, it is not a magic wand which is needed, but instead, it demands iron hands like those of our hon. Prime Minister. *M. le président*, while the hon. Prime Minister does not have a *baguette magique*, yet he has a *boussole*, a compass with a clear orientation, a definitive vision, and a precise road map to drive this country towards a resilient and inclusive future. After only one and a half years, inflation which peaked at a devastating 11.3% under the previous Government was relatively moderate between 3.7 to 4%. Unemployment rate fell from 6% to 5.7% in 2025. This is a three-decade low. While the previous Government created only around 13,000 funded jobs over the last ten years, this Government has already created 6,000 funded jobs already.

Total investment in the country stood at Rs146.7 billion in 2025, slightly above the figures of 2024. The tourism sector remained a key growth engine with more than 1.5 million tourist arrivals, representing record earnings of Rs103.4 billion and record arrivals. The financial services sector recorded a robust growth of 5% in 2025, and that of the ICT stood at 4.5%. The GDP growth is projected at 3.2% in 2026 and to strengthen to 4% in 2027. Budget deficit is estimated at 3.7% for 2026-2027 and targeted at 3% for 2027-2028.

The Deputy Speaker: You have three minutes to go.

Mr Jhummun: The public sector debt is expected to fall to 85.5% of the GDP and gradually and realistically, this is expected to fall below 80% of the GDP by June 2029.

M. le président, while the figures speak for themselves, while we have such a positive economic outlook, yet some are saying *enn budget bat bate*. Maybe *pe bat dan latet*. To these critics, I will say, *pran to kritik al to lakaz*. *M. le président*, beyond these figures today, our institutions are more independent than ever before. The Police, the FCC, and the Office of the DPP operate without any interference.

To my dismay, Members of the Opposition are invited to debate on the budget at the MBC, where I was invited too. Parliamentary democracy has been restored with not a single Member being suspended or ordered out from this Assembly. Freedom of expression and personal data protection is a reality. The fight against drug is ongoing with another Rs80 million rupees provided to the NADC. To uphold law and order, Rs14.2 billion has been

earmarked. 656 million for modern vehicles and equipment and for the setting up of the National Crime Agency.

M. le président, the essence of any budget must be geared towards its people in terms of more job opportunities, welfare benefits, higher standards of health and nutrition, better education, a clean environment, greater individual freedom, and a richer cultural life. However, a nation cannot deliver true prosperity and protect its people without sustained and inclusive economic growth. The stark reality is that prosperity without growth is not possible.

M. le président, this Budget provides proofs that economic growth is the engine of social progress. It is through growth that we can finance the 6.4 billion investment over the next three years to guarantee water access to all, begin the construction of the Rivière des Anguilles Dam, and execute the vital 25by35 Food Security Project.

To this end, the Government is –

- inducing a start-up revolution and consolidate the important role played by the SME;

The Deputy Speaker: Hon. Jhummun, I am giving you one extra minute to conclude!

Mr Jhummun:

- setting up a special economic zone together with a start-up ecosystem, and an income tax holiday of 10 years for start-ups;
- investing on AI and digital transformation;
- implementing the Island Container Terminal Project worth USD 1 billion, a G-to-G with the Government of India;
- allocating 1 billion to diversify our tourism sector.

M. le président, economic growth and price stability are considered to be the twin objectives of any government. One needs not be Milton Friedman to know that inflation is taxation without legislation or inflation is a tax on the poor. In order to curb inflation, there are a series of measures which are being used to stabilise price and ensure a proper

distribution of essential items, which my friend, the hon. Minister of Commerce, will elaborate.

M. le president, ...

The Deputy Speaker: To conclude!

Mr Jhummun: ...while many *prophètes de malheur* were expecting a rise in the VAT, including the Leader of the PMSD, they were deceived to hear that the VAT remains at 15%, together with many essential products having a zero VAT.

M. le president, all these were relative to the old age pension, but fortunately, I will just come to the conclusion. This Budget was a good budget. But since this morning, it has become a better budget which is realistic, realisable and responsible.

Thank you for your attention.

The Deputy Speaker: Thank you.

Hon. Babajee!

(3.47 p.m.)

Mr B. Babajee (First Member for Savanne & Black River): Thank you, Mr Deputy Speaker, Sir.

(Interruptions)

Ms Anquetil: Bye, bye Joe!

Mr Babajee: *Mo ti pe al dir enn zafer la, li pe ale!*

The Deputy Speaker: Okay. Come on, make your speech!

Mr Babajee: Mr Deputy Speaker, Sir, before making my speech, I would like to comment on some of the views of our two speakers on the other side, and even my colleague next to me.

Let me remind the two Opposition Members and the population that when we inherited this Government in 2024, the economic situation was a disaster. If, last year, we did not come

with a responsible and tough budget, today, there would have been no margin to do whatever has been presented in this present budget. I cannot see how come they can come and criticise this Budget.

After listening to the Leader of the Opposition criticising all factors and also criticising the measures which we are still awaiting to come, I would like to remind him that since COVID-19, when Mauritius was unpredictably closed, what are the measures his government came with to expand the economy? First, to bring a different sector apart from tourism, and to make Mauritius autonomous. If we have a good analysis of this Budget, today, we are expanding our economy. We are creating different pillars, and we are bringing more focus on energy. Whatever he said on AI, energy or the crash of our energy system, we can see that this Government is responsible and foresighting the energy sector.

Mr Deputy Speaker, Sir, today, we stand at a decisive moment in our nation's history. A moment where courage, responsibility and vision are required to secure a better future for ourselves and for the generations yet to come. This Budget 2026-2027, presented by our Government, is not merely a financial document. It is a roadmap for the future of Mauritius, and a bridge built not with emptiness, but with courage, responsibility and a clear national vision to the future. Every bridge is built with a destination in mind. It is a budget built on three fundamental principles –

- (i) protecting our people;
- (ii) restoring economic strength, and
- (iii) preparing our nation for the opportunities of tomorrow.

First and foremost, this Budget puts people at the centre of development. Economic transformation has no meaning if ordinary citizens are left behind. At a time when families around the world continue to face the pressure of rising prices and economic uncertainty, our Government has chosen not to abandon the most vulnerable among us. I am sure, tomorrow, my friend, hon. Yeung Sik Yuen, will give the list of facilities provided. It has taken responsible measures to protect those who need support, and to ensure that the benefits of development are shared more fairly among all Mauritians.

A society is not judged only by the size of its economy or the height of its buildings. It is judged by how it treats its elderly, its workers, its young people and those facing difficulties. This Budget reflects the values of solidarity, compassion and social justice that have always been part of the Mauritian identity. However, a responsible government also understands a simple truth. We cannot build a strong social system without a strong economy. That is why this Budget places a major emphasis on economic renewal, productivity and investment.

For many years, Mauritius has proven that a small island can achieve great things. From sugar-based economy, we transformed ourselves into a successful country with strong tourism, financial services, manufacturing and modern industries. Today, the world is changing again, and we must change with it. This Budget opens the doors to a new era of opportunity by investing in innovation, digital transformation, artificial intelligence, financial technology and green industries. It sends a clear message to our youth: Your future is not limited by the size of our island. Your talent can compete with the best in the world. To our young graduates and students, this Budget says: ‘We believe in you. We will invest in your skills, and we will create an environment where your ambitions can become reality.’

To our entrepreneurs and small businesses, this Budget sends another important message: Government understands that businesses are the engines of job creation. By improving the investment climate, supporting innovation and encouraging enterprise, we create more opportunities for employment, higher incomes and greater prosperity.

Mr Deputy Speaker, Sir, we must also speak honestly about the challenges before us. Mauritius, like many nations, faces the challenge of managing public finances carefully. We have ambitions for our people, but we also have a duty to protect the financial stability of our country. This budget takes the difficult but necessary path of fiscal responsibility. It recognises that borrowing endlessly is not a solution. Every rupee borrowed today is a burden that future generations may have to carry tomorrow. We all know the economic situation inherited by this government in 2024.

However, despite seeing this situation well in advance, since COVID-19, the previous government stayed blind and no action was taken. Instead, they kept dilapidating the public funds just to stay in power. Therefore, measures to control spending, improve efficiency and ensure that public resources are directed where they are most needed are not signs of weakness. They are signs of mature and responsible leadership. Some reforms may require

adjustment. Some decisions may not be easy, but leadership is not about choosing the easiest path. It is about choosing the right path.

Mr Deputy Speaker, Sir, this budget also recognises the importance of environmental responsibility. Mauritius is among the countries most exposed to the consequences of climate change; rising sea levels, extreme weather and environmental degradation represent real threats to our economy and our way of life. By encouraging sustainable development and green industries, we are not simply protecting our environment. We are creating new economic opportunities and ensuring that our children inherit a country that is cleaner, safer and more resilient.

The greatest strength of Mauritius has never been its size, its natural resources or its geographical position. Our greatest strength has always been our people, the determination of our workers, the creativity of our entrepreneur, the wisdom of our elders and the dreams of our youth. This budget is a vote of confidence in the Mauritian people. It says that we are capable of facing challenges, adapting to changes and building a stronger nation.

Of course, no budget is perfect, Mr Deputy Speaker, Sir. No government can solve every problem overnight. The true success of a budget depends on implementation, cooperation and the collective effort of all sectors of society. The Government has presented a clear direction, a Mauritius that is more productive, more innovative, more financially responsible and more inclusive.

Let us, therefore, move forward with confidence and determination. Let us support reforms that secure our future. Let us encourage our business to innovate and workers to upgrade their skills, and our young people to aim higher than ever before. The choices we make today will determine the Mauritius we leave to our children tomorrow. A stronger economy, a fairer society, a sustainable future. That is the promise of this budget – a bridge from uncertainty to confidence, a bridge from dependency to innovation, a bridge from today's challenges to tomorrow's prosperity.

Long live the Republic of Mauritius, and may our nation continue to progress in unity, peace and prosperity.

Thank you, Mr Deputy Speaker.

The Deputy Speaker: Thank you. Hon. Dr. Ms Daureeawo

(3.57 p.m.)

Dr. Ms R. Daureeawo (Third Member for Rivière des Anguilles and Souillac):

Thank you, Mr Deputy Speaker, Sir.

I rise today to contribute to the 2026-2027 Budget, the second budget of this Government. Mr Deputy Speaker, Sir, while the economists, analysts, policy makers may focus on figures, the vast majority of the population at the moment is asking one simple question – will this budget make our lives easier? And they are right to do so.

Mr Deputy Speaker, Sir, at the previous elections, we know the people voted for transformation. They voted for meritocracy, they voted for cheaper food, they voted for dignity and they voted for a clean state. I know and all of us recognise here that, that is the standard that they have set for us, and they are right to do so.

The budget somehow, in general terms, recognises those aspirations, Mr Deputy Speaker, Sir. All of us here acknowledge that the population's expectations are a reminder of the responsibility that each one of us carries in this House. Yes, we made promises to the population. Yes, and unfortunately, we have not been able to fulfil all of them, but it is equally true, Mr Deputy Speaker, Sir, that during the past one and a half years, we have tried our level best. The hon. Prime Minister has tried his level best to honour those commitments that did not impose a major financial burden on the economy, and I am here referring specifically to the urgency given to the restoration of the dignity of the people of Mauritius.

Mr Deputy Speaker, Sir, maybe we keep repeating that we are living in times of uncertainty. And unfortunately, in these times of uncertainty, what happens is you have leadership which demands both prudence and compassion. And I would go further; it demands compassion – balancing compassion with responsibility.

Mr Deputy Speaker, Sir, I think all of us, all Mauritians would have to admit that when we assumed office, I remember, we knew, we all knew, the population knew that we would inherit a difficult situation. Some of us even described it ‘*pou al asiz lor enn karay so*’. This is what we had stated. But the reality, unfortunately, Mr Deputy Speaker, Sir, turned out to be even more severe than anticipated. With a budget deficit and public debt standing at nearly 90%, our room for manoeuvre is unfortunately extremely limited, and what can we do?

One thing for sure – we cannot commit the same mistakes as the previous government that is, spending more than our means. And the only option that we have is to protect people today without bankrupting their tomorrow. So, this is what this Government and the hon. Prime Minister are doing.

Responsible leadership requires honesty. That being said, we cannot hide and we will not hide behind excuses. Yes, global inflation exists. Yes, wars exist. Yes, supply chain disruptions exist, and yes, maybe sometimes revenue may depend on external timing. Yet, Mr Deputy Speaker, Sir, while we cannot control what is happening beyond our shores, we can control how we respond to them as a nation. And so today, through the measures in this budget, we begin delivering further.

Mr Deputy Speaker, Sir, this budget responds directly to the concerns and challenges faced by our citizens. It is a declaration that the cost of living will be fought with urgency. And I think hon. Members having an economic background, will agree with me, that somehow this budget balances and seeks to strengthen the resilience of our economy against external pressures, while on the other hand, it protects the purchasing power of the vulnerable households. I am here referring to STC bulk purchasing, profit capping margins, subsidies on certain selected goods. I think no one can deny the fact that this will provide much needed relief to many households.

However, if state intervention is to translate into cheaper and lower prices, I am of the opinion and I think we need to ensure that those benefits are effectively passed on. And how can that happen? Mr Deputy Speaker, Sir, this requires transparent procurement processes, robust market monitoring and strong and solid market oversights. Mr Deputy Speaker, Sir, while measures to ease the cost of living is important, yet they are not enough on their own. And the real and lasting solution is to help Mauritians earn more. And how can we do that? That can only happen if we create more opportunities, attract investment, improve our skills and generate better paying jobs. This is exactly what this budget is doing. It recognises that reality. And I welcome the Government's significant investments in Artificial Intelligence.

I am quite puzzled with the Leader of the Opposition and I humbly cannot follow his reasoning as far as AI is concerned. I remember this was one of my first parliamentary questions – What is the vision of the Government when it comes to AI? And I am happy much emphasis is being made regarding AI.

I personally believe that if it is properly implemented, AI will create better paying jobs for our citizens. That being said, Mr Deputy Speaker, Sir, I know for a fact that, in the short run, we will have to rely on foreign expertise. In fact, Dr. the hon. Prime Minister did address that but I would urge you, Dr. the hon. Prime Minister, to ensure that foreign expertise complements Mauritian talent, rather than replaces it because at the end of the day, the

objective must be meaningful skills transfer, knowledge sharing, capacity building, developing the national capacity so that our Mauritians are better equipped to face the future.

At its heart, Mr Deputy Speaker, Sir, this is a budget of social justice, providing relief where it matters most. I think even the hon. Leader of Opposition had to admit this. It helps the vulnerable. I am here talking about the massive investment regarding utility. We are all in agreement here in this House that utility cannot be considered a luxury. It is today a basic necessity and I think we all agree here that no one, no family should be able to choose between paying bills and meeting the other basic needs. So, I am pleased, personally, coming from number 13, well, representing number 13, we are pleased that the long-awaited infrastructure works as regards Rivière des Anguilles dam will finally commence this year. Relieved, and thank you to my constituency for their patience.

But I nevertheless would like to add a few words on number 13. I think number 13, the South, more particularly, deserves way more in terms of infrastructure. I hope with the budget allocated with the to the Ministry of Sports, at least number 13, the South, may benefit from a fully equipped sports complex or stadium in the region, because this is the only district that has no stadium.

I will obviously take the opportunity once again to thank my constituency for their support, understanding, and patience. And talking of support, that does not mean they have to print my photo. People will understand that. They do not have to print my photo on a sticker to please me. I know there was no ill intent. I know I have your support but I will respectfully ask anyone trying to show support, please refrain from doing anything that can be unnecessarily misconstrued or give rise to misunderstanding.

I know, Mr Deputy Speaker, Sir, is quite puzzled, but recently a well-wisher did take my photo and printed it on a sticker, and that gave rise to me having to reply many messages and I know he did not have an ill intent behind these gestures. I am deeply grateful to my constituencies for such kind gestures. And I will also like to comment on the extension of the maternity leave. There is no doubt that giving a mother 12 months will encourage bonding both between the mother and the child during the crucial stages of life.

However, I somehow quite follow the reasoning adopted, the concerns expressed by many women, that if this is not properly implemented, it may inadvertently contribute to

discrimination against women. And for that matter, I did a homework. I went to women themselves, business entrepreneurs, and I asked them whether you will employ young women and the majority of them said no. Unfortunately, we will give priority. So, this confirms somehow that it will inadvertently lead to, discrimination. So, I would have been more inclined for a balanced approach, Mr Deputy Speaker, Sir, an approach where we are talking about gender equality. We should not use gender equality to like to tick a box. To me, it should be gender equality in the real sense.

If you want to promote gender equality, I think shared parenting and shared caregiving would have been a more balanced approach. And that would also change the mentality and ensure that even men feel that they also have the duty to look after their child. I know so many of them who are wonderful fathers and, in this regard, I will also like to address something that we hear very often in the public. People expect us to share in their sacrifices.

And this is why I commend the measures taken as regards public office holders. To me, it makes sense and, in any case, nothing affects me because I have not used my duty-free entitlement till now. So, I am safe. But that being said, I will also like, just as my other friends have done here, to congratulate Dr. the hon. Prime Minister for his humility in bringing corrective measures this morning regarding the BRP, because I remember, they are not wrong to say that, I was quite puzzled when I heard eligibility assessment and SAP and everything. So, thank you, Dr. the hon. Prime Minister for your humility and wisdom as well. I will not be too long. I will only...

The Deputy Speaker: You have got three minutes only to go.

Dr. Ms Daureeawo: Three minutes only, so I will be done in in three minutes, Mr Deputy Speaker, Sir. Overall, I support the budget because it is built on responsibility, solidarity, economic efficiency and social justice.

This budget is strategically coherent; coherent with what we said last year, but delivery-heavy. Its success depends less on the number of measures announced and more on execution, discipline, public communication and institutional capacity.

I am confident that we will carry out those obligations responsibly and I know Dr. the hon. Prime Minister will do so responsibly. Before concluding, let me make a respectful

appeal to Dr. the hon. Prime Minister. At paragraph 347 of the Budget Speech, Dr. the hon. Prime Minister, you mentioned that every young person in Mauritius deserves equal hope and opportunity.

Let us not sugar-coat the situation. There is yet another reality, and sometimes, one of the deepest wounds of our society is the perception, and maybe sometimes the reality, that appointments are not based on merit. And when this is the case, this perception destroys hope. This perception destroys ambition and this perception destroys national unity.

So, this is why I believe that it is high time that a young Mauritian must know for a fact that, competence matters over political colours because we know for a fact that when opportunities are distributed fairly, people are encouraged to do their best. But when they are not, frustration and cynicism take root. So, I therefore urge you and the Government, of course, to do everything within your power to ensure that competence, integrity and merit remain the guiding principles behind every appointment. I repeat it, the message to our youth must be clear. In Mauritius, your future should be determined by your ability, your character, your effort, and not by your political colour.

So, I will conclude, Mr Deputy Speaker, Sir. This budget may not contain all the measures, every measure that people had hoped for, but it charts a realistic and responsible path forward. It is a budget of repair, truth and transition. The only thing that we retain, time and again, is that it recognises that no country can protect its people tomorrow if it refuses to manage its finance today. We thank you; I have thanked you a couple of times, but I will thank you once again for choosing responsibility over complacency.

Maybe we as a nation, we can choose solidarity over division and many of us here stated that a budget is judged by the difference it makes to our citizens. When an elderly citizen feels secure, when a family has hope for the future, when every Mauritian feels that progress is within reach; that is the Mauritius, our citizens voted for. That is the Mauritius we have a duty to build for our parents, for our children, for the generations that will follow.

On this note, I commend the budget to this House. Thank you.

The Deputy Speaker: Thank you. Hon. Caserne!

(4.13 p.m.)

Mr L. Caserne (Third Member for Port Louis North & Montagne Longue): Thank you, Mr Deputy Speaker, Sir, for giving me the opportunity to contribute to the debate on the 2026-2027 Budget and to express myself for the vision laid out by this Government for a stronger, more inclusive and future-ready Mauritius.

This budget comes at a time when global economy is undergoing profound transformation. Nations are adapting to rapid technological changes, geopolitical uncertainties, climate-related challenges and shifting patterns of global trade.

In this context, Mauritius cannot afford to remain a simple witness. We must position ourselves as a competitive, innovative and resilient economy capable of creating opportunities for future generations.

Mr Deputy Speaker, Sir, one of the most forward-looking measures announced in this budget is the Government commitment to explore opportunities in Artificial Intelligence infrastructure and AI-enabled services.

I must say I was quite disappointed this morning when hearing comments coming from the Opposition side, which clearly demonstrate that they do not believe in such a powerful tool of Artificial Intelligence. A quick search on the net would display that generative AI reached 61% adoption in Singapore and 54% in the UAE, which demonstrates that it is on an ascending side.

Artificial Intelligence is no longer a concept of the future. It is already reshaping industries, transforming productivity and creating entirely new economic sectors. Countries that invest today in AI infrastructure, digital skills and innovation ecosystems will become tomorrow's economic leaders.

I, therefore, welcome the Government's initiative to make provision for funding the establishment of a National AI Learning Platform. Such a platform will democratise access to knowledge and ensure that students, entrepreneurs, professionals and workers from all backgrounds can enquire the skills necessary to thrive in a digital economy.

This initiative is particularly important for our youth. It will provide the opportunities for continuous learning and help bridge the gap between education and employment. More

importantly, it will ensure that technological progress does not benefit only a select few, but becomes accessible to all Mauritians.

Mr Deputy Speaker, Sir, I am particularly encouraged by the Government's determination to democratise the economy. For too long, access to economic opportunities has often been concentrated within limited circles. This budget seeks to open new doors for innovators, entrepreneurs and small businesses. The proposed SME Bill represents a significant step in that direction. Small and medium enterprises remain the backbone of our economy.

They generate employment, stimulate innovation and contribute substantially to economic growth. The proposed creation of a hub within the upcoming special economic zone is another commendable measure. This hub will foster collaboration, encourage investment and create high-value jobs for our citizens. By creating a more supportive legislative framework for SMEs, Government is sending a clear signal that entrepreneurship should not be reserved for a privileged few, but should be accessible to every Mauritian with innovative ideas, determination and ambition.

Another major pillar of this budget is the implementation of the Island Container Terminal project. I know my colleague, hon. Jhummun, had a few words on it. This project is not merely an infrastructure investment. It is a strategic national project that will redefine Mauritius's role within the regional maritime landscape. The expansion of our container handling capacity and storage facilities will allow Mauritius to accommodate larger vessels and improve port efficiency.

In an increasingly competitive global environment, modern port infrastructure is essential to attract international shipping lines and facilitate trade. The vision of transforming Mauritius into the leading transshipment hub of the Indian Ocean deserves our full support. This project will strengthen our position as a bridge between Port Louis and the African continent.

It will enhance regional connectivity, stimulate trade flows and create significant economic opportunities in logistics, warehousing, shipping and related services. As Africa continues to experience economic growth and increasing trade activity, Mauritius is uniquely positioned to serve as a gateway between Asia, Africa and the wider world. The Island Container Terminal project is, therefore, an investment in the future competitiveness of our nation.

I also welcome the decision to unlock and revolution the SMEs' potential through an accelerator scheme driven by the Economic Development Board. However, while this initiative is commendable, I respectfully submit that the Economic Development Board should adopt an even more proactive approach regarding the development of our freeport zone.

The freeport remains one of our strategic economic assets. There is considerable potential to expand activities related to regional distribution, value-added processing, logistics services and international trade facilitation. I would, therefore, encourage the EDB to engage in broader consultations with stakeholders, investors, operators and industry experts to identify new opportunities for growth and expansion.

At the same time, continuous efforts must be made to strengthen the ease of doing business. Investors seek predictability, efficiency and responsiveness. By improving regulatory processes and enhancing coordination among institutions, Mauritius can further consolidate its reputation as a preferred investment destination.

Mr Deputy Speaker, Sir, water security remains one of the most important challenges facing our country. I welcome the provisions made in this budget to improve water accessibility and storage facilities for our citizens, but also expanding our national water catchment capacity and undertake the drilling of 20 additional boreholes. These investments demonstrate Government's commitment to ensuring sustainable access to water for our population.

However, I wish to draw the attention of the House with regard to the specific challenges faced by many residents in Constituency No. 4. The regions of Vallée des Prêtres, Cité La Cure, Batterie Cassée, Briquetterie, Notre Dame, Montagne Longue, Les Mariannes and Crève Coeur continue to experience significant difficulties in accessing reliable water supplies. Many families struggle daily with irregular water distribution, inadequate pressure and recurring shortages.

Access to clean water is not a luxury. It is a fundamental necessity. I, therefore, respectfully appeal to the hon. Minister to give serious consideration to these regions when prioritising future water infrastructure projects. Targeted interventions in these areas would significantly improve the quality of life of thousands of residents.

Furthermore, there has been a noticeable increase in the number of damaged water pipes across several localities. Every day, considerable quantities of treated water are lost

through leakages. Such losses represent not only a waste of precious resources but also place additional pressure on our already constrained water supply system.

I, therefore, call upon the relevant authority to strengthen the technical repair teams by providing additional resources, equipment and manpower. Faster intervention and repair times will help reduce water losses and improve overall service delivery.

A nation cannot truly prosper if its citizens are unable to access decent, affordable and securing houses, Mr Deputy Speaker, Sir. Home ownership remains one of the most important aspirations of Mauritian families, providing stability, dignity and a foundation upon which future generations can build their lives.

In this regard, I warmly welcome the Government's commitment to allocate funds for the construction of 8,000 social housing units project in response to the growing demand for affordable housing.

This initiative reflects the Government's determination to ensure that economic development translates into tangible improvements in the living conditions of our people. As land prices, construction costs and housing demand continue to increase, low-income and middle-income families find it increasingly difficult to access suitable accommodation. The construction of these additional social housing units will provide much-needed relief to thousands of families who have been waiting for an opportunity for years to own or access a decent home. Beyond addressing housing needs, this programme will also stimulate economic activity through the construction sector, create employment opportunities, and contribute to the development of more inclusive and resilient communities.

Mr Deputy Speaker, Sir, housing is not simply about providing a roof over one's head. It is about creating safe and dignified living environments where families can thrive, children can succeed, and communities can prosper. I am confident that this ambitious programme will significantly improve the quality of life of Mauritian families and contribute to building a more inclusive society where every citizen has the opportunity to live in dignity and security.

Mr Deputy Speaker, Sir, while strengthening community policing is essential in building trust and cooperation between citizens and law enforcement agencies, we must also ensure that our institutions possess the necessary capabilities to confront increasingly sophisticated forms of criminal activity. It is therefore with great interest that I welcome the Government's decision to establish the National Crime Agency, a landmark reform that has the potential to revolutionise policing and criminal investigations in Mauritius.

The nature of crime is evolving rapidly. Criminal networks are becoming more organised, more technologically advanced and increasingly transnational. Challenges such as trafficking, financial crimes, cybercrime, money laundering, human trafficking, and organised criminal activities require specialised expertise, advanced intelligence capabilities, and stronger inter-agency coordination. The creation of the National Crime Agency represents a decisive response to these emerging threats. This institution will enhance our national capacity to investigate complex criminal networks, strengthen intelligence gathering, improve operational efficiency, and facilitate greater collaboration between law enforcement agency and international partners. More importantly, it demonstrates Government's commitment to modernising our policy...

The Deputy Speaker: You have got only two minutes to go, hon. Caserne.

Mr Caserne: ...framework and ensuring that Mauritius remains one step ahead of criminal organisation and strengthen the safety and security of our citizens.

Mr Deputy Speaker, Sir, drug abuse continues to devastate families and communities across our nation. No region is immune from its destructive consequences. Behind every addiction lies a human tragedy, affecting not only the individual but also parents, spouses, children, and entire communities. I therefore welcome the resources allocated to the National Agency for Drug Control. The Agency has an important responsibility not only to combat illicit drug activities but also to support treatment, rehabilitation, and reintegration programmes. Our response to drug addiction must be comprehensive. Enforcement alone is not sufficient. Prevention, treatment, and rehabilitation must remain central pillars of our national strategy.

In this regard, I wish to raise concern regarding the current arrangement for methadone distribution at Abercrombie, Ste Croix. While methadone treatment remains an important component of addiction management, the current system presents challenges that deserve urgent attention. Many beneficiaries require not only medication but also proper medical supervision, counselling, and rehabilitation support within a dignified and structured environment.

To conclude, Mr Deputy Speaker, Sir, this budget charts an ambitious course for Mauritius. It embraces innovation through Artificial Intelligence, supports entrepreneurship through the SME Bill, strengthens our position as a regional logistic hub through the Island Container Terminal Project, promotes investment through regulatory reforms, addresses

critical water infrastructure needs, and reinforces our efforts to address the law-and-order situation and the fight against drugs. At the same time, we must remain attentive to the everyday concerns of our citizens. Economic growth must translate into improved living conditions, better public services, and greater opportunity for all.

Mr Deputy Speaker, Sir, this budget provides the foundation upon which we can build a more resilient, innovative, and inclusive Mauritius. For these reasons, I wholeheartedly support the Budget 2026-2027 and commend the hon. Prime Minister and Minister of Finance for the vision and direction it provides to our nation. Thank you.

The Deputy Speaker: Thank you. Hon. Dr. Aumeer!

(4.30 p.m.)

Dr. F. Aumeer (Third Member for Port Louis South & Port Louis Central): Thank you, Mr Deputy Speaker, Sir, for giving me the opportunity to share my views and opinions on the current budget speech. This is being my seventh speech since I have joined this Parliament and it has always brought its lot of expectations, hopes, anticipations, and deceptions for a very few.

I would also like to make one comment on what the Leader of the Opposition said this morning in his speech where he mentioned that this budget is a bluff four times. I would like to remind him, but he is not here – but I am sure he is listening somewhere – that the biggest bluff this country has had was printing money by the former Minister of Finance and making the population believe that it was an economic boom, while in fact, he sent us to an economic dark hole.

Secondly, j'aurais failli à ma prestation cet après-midi, si je ne disais pas quelque chose concernant le means test dont le Premier ministre a annoncé un freezing. La grandeur d'un homme ne réside pas dans l'infailibilité de ses décisions, mais dans le courage de les réviser, et il n'y a que les imbéciles qui ne changent jamais d'avis.

Mr Deputy Speaker, Sir, this budget has been prepared in very complex circumstances amid the raging war in the Middle East which had collateral effects, particularly on the price of fuel and freight, upon which we import many of our commodities, affecting directly our industries, direct households, and our electricity production. However, one has to remember that we inherited a very drastic, disastrous economy from the previous Government and we are still trying to offset the tremendous damage that it has caused as exemplified by the State of the Economy presented to us by the hon. Prime Minister in December 2024.

Mr Deputy Speaker, I have to remind the House that managing the finances of a country also means being responsible for the future generation, not forgetting we are constantly under the watch of international financial regulations such as Moody's, the IMF, the World Bank, and like those before us who disregarded the concerns of such organisations, but were more bent on printing money and distributing vouchers like Smarties, only and only for political mileage, irrespective that they were driving the State in an economic, as I said, black hole. *Leur slogan se résumait à distribuer aujourd'hui et reporter la facture à demain.* Our present Government is about cutting one's coat according to one's cloth.

M. le président, the Leader of the Opposition is allergic to reference being made to the previous Government and management of finance, but unfortunately, he will have to hear it *ad nauseam* from us. We inherited an economy which was in a semi-comatose state and the Minister of Finance, the hon. Prime Minister himself, has had to take firm decisions in the last budget and decisive measures this time, as well knowing quite well that some may not be popular and attract likes which so many are so bent on, on Facebook.

Mr Deputy Speaker, Sir, I will now make an analogy of the inheritance of the economy that we had to a patient in ICU. I wish everybody who is sitting here, listening to me outside, everybody of you who has had a friend, a relative, a neighbour who has been to Intensive Care Unit and I will like to tell you that this economy we inherited was in ICU.

A patient in ICU, in a semi-comatic state, is usually intubated with many of its organs affected and needs serious attention by a team of doctors. Likewise, this economy needed – and is still needing – attention. Debt management, depreciation of the rupee, massive frauds in various sectors (MIC, Silver Bank, CEB, State Trading Corporation, Metro Express, and even *lakes vid de la fameuse CSG*).

Likewise, the patient in ICU who has to undergo various treatments from delicate risky surgeries and severe medications, this is the same that we had to do with this economy –

- difficult measures;
- sacrifices;
- adjustment of the Repo Rate;
- stabilising the rupee;

- introduction of the Fiscal Responsibility Act, and more but not least
- pension reform, which was unsustainable.

We were told, *ad nauseam*, by the former Deputy Prime Minister that this pension system cannot be sustained, and will not sustain the future generation.

Similarly, in ICU, we do – fortunately, the hon. Prime Minister being a doctor himself will agree with me – have a team of doctors led by a Senior Consultant, and, at times, one of the senior doctors will leave the team because he has a different opinion, he does not see the treatment going well, and sometimes he thinks he knows better. This is the same thing happening to this Government. We lost a senior member of the Government, who was sitting here only a few hours ago, and has now gone. But the treatment will continue. The patient will survive. Everybody will support.

Our fiscal responsibility will be maintained. We will bring the finance back to recovery. Our aim is –

- to reverse the trend of high inflation rate – it was 13% at one time, in 2014, and we should bring it down now to 5% – and the high depreciation rate of 46% of the rupee against the dollar;
- reduce our public sector debt, which was at some time 58.5%, and today, nearing 90%, and
- re-establish the independence of the Bank of Mauritius.

Unlike the previous government, they increased the debt ceiling from 60% to 80% just only to cook the books.

I, therefore, urge everybody listening to me, today, about that analogy I have made on an ICU patient and the state of the economy – people, friends, relatives are prepared to have patience, time, and belief in the team of doctors to get the patient to get up from the bed, and walk out of their doors and go back home. The same should apply to the economy we inherited. We must have time, patience, trust, belief in the team led by the hon. Prime Minister. Positive change will come, *au grand dam des prophètes de malheur* and the pseudo-economists – keyboard warriors as I call them – who can be focused on negativity.

Mr Deputy Speaker, Sir, I would now say a few words on the health sector. At the outset, I welcome the budgetary decisions taken in regard to certain specific measures, particularly decreasing our dependence on sending patients abroad for all sort of cases, when, in fact, we have a team of very well able, competent surgeons and medical clinicians. That is why I welcome, in the Budget, the Rs40 million given for foreign experts to come here and help our people. Only those who really need to go abroad, where the services and the competence are lacking in Mauritius, should be sent abroad. This also will curtail the over-enthusiasm of some organisations to send patient abroad for treatments that are well available in Mauritius. I would welcome a rapid regulation from the hon. Minister of Health so that we could cut down this abuse.

Bone marrow transplant and advanced surgical cancer treatment, in my personal opinion, can be done in Mauritius, with the help of foreign experts. Should we have them in this country, having the good logistic, the equipment, and the facilities, I am sure we will bring a smile to the patients who deserve it.

An increase in the number of healthcare personnel is prioritised over the regular systemic reform that we had over the last five years, when I was in Opposition, about bricks and mortars, cutting ribbons every week for community health centres and area health centres. We need to know that the ratio of nurses to patient is paramount to competence. It is very important to avoid shortcomings and to improve quality of care. The provision of sub-specialised nurses in the health sector is not a new concept. It has happened before in many developed countries, and that will only bring our standard of healthcare to a different level. It will provide a well-added complementary service.

The setting up of a Neurosurgical Centre, with particular interest in stroke and aneurysm, is commendable as the incidence of such cases are on the rise, since we have a very high prevalence of the population with high-risk factors. This is, in fact, a smack in the face of the Opposition. When this neurosurgical intervention and suite was supposed to be installed in Jeetoo Hospital, if you look at the Audit Report of 2018, they stopped it only to send the money to the COVID Fund. Then again, they could not even pay the vaccines. We had to pay for them!

Coming to Maternity Leave and Menstrual Leave, I can no better be happier than anybody in the House being a gynaecologist. But saying that this will discriminate women from getting jobs because of the six-month long Maternity Leave and the six months half-

paid – they take it for themselves – does not stand. Because, at the moment, the demographic approach of women desiring to have a family, that is family bearing, is no longer between 18 and 24 or 18 and 30. Family bearing cut across and goes until 45. So, you are not going to discriminate all women during their working life capacity.

However, I would urge the hon. Prime Minister and the Minister of Health, with regard to the six months Maternity Leave, we should consider that the first month of it should be prior to their delivery date. It is within that month that all women have serious complications of pregnancy: having blood pressure; losing their babies; falling on the streets; breaking their waters; having to be delivered by firemen and policemen. We heard it recently. Women should take one month off prior to their delivery date and take the five months after.

Paternity Leave – it is important to give it because, so many a time, I hear mothers who come to me and say, ‘He only come and hold the baby when it is well-powdered and perfumed – nothing else.’ At least, they would love their trick of making babies – that they do very well – but also, how to handle it.

Parallel import – a long-awaited decision for medication which will definitely bring down the prices of certain medicines for the whole ageing population. It will be equally important, hon. Minister of Health, that a Certificate of Good Manufacturing Practice be an exclusive requirement for those who are importing it.

Mr Deputy Speaker, Sir, our health service personnel are, nowadays, the victim of violent and aggressive persons that attend our hospitals. This has been a very important concern by all personnel working in the health sector across the board. I request the hon. Prime Minister to give due attention to the demands of doctors, nurses and paramedical staff as to the provision of 24/7 presence of, at least, one Police SSU Unit in each hospital, which will do two things –

- act as a deterrent to prevent goons and violent people to act and also,
- to be on the dot when needing it, when ambulances, SAMU ambulances, have to attend hot areas, which is sometimes problematic.

Incentives to join the health sector – I suggest that the Ministry of Health, either through the MIH or the Nursing School, to have a visible presence at each university career guidance fair to encourage our school leavers to join the profession. Participation in job fairs

organised by the Ministry of Labour must also be considered so that the youngsters may see the beauty of the profession, not only the pecuniary aspect of it.

Mr Deputy Speaker, Sir, each scientific innovation should be accompanied by an appropriate regulatory framework to prevent deficiencies, misuse and unintended consequences. I, therefore, welcome the proposed setting up of the dedicated Healthcare Innovation and Artificial Intelligent Unit in this context.

Mr Deputy Speaker, Sir, let me give a very brief example. I am not going to run about the example of *goyave de Chine*, but I am going to use a very good one. ChatGPT diagnosed 40 million people with a disease that was invented as a joke. A completely fictional condition with a fake name, fake papers, fake statistics.

The disease was called – listen very well, Mr Shakeel Mohamed, you like medicine – Bixonimania. It rhymes with pneumonia, anaemia, osteopenia. All the diseases that have a ‘nia’ in it. A Swedish researcher at the University of Gothenburg, two years ago, invented it. And why did he do so? He wanted to know when you plant fake medical information on the internet, how AI absorbs it.

By 13 April 2024, Microsoft Bing's Copilot, Google's Gemini, Perplexity AI, OpenAI ChatGPT were telling users that the symptoms match the fictional illness. Be very careful! One in 90,000. A precise statistic was given. A fictional disease was established as a medical fact for a disease that never existed. A masterclass in how misinformation operates!

Luckily, in April 2026, just two months ago, a study published in the British Medical Journal of Open confirmed leading AI Chatbox to common health question contained misleading or problematic information. The Bixonimania, which never existed, is startlingly precise because it was engineered to be fake, obviously.

So, as I said it, don't take what AI says to be gospel truth. But we have to move with technology. We have to follow what happens in technology. To all AI enthusiasts – because it is going to be incorporated it in so many ministries –, those who are going to use it need to follow it with care and proper training.

The Deputy Speaker: I am giving you one more minute to conclude. One additional minute.

Dr. Aumeer: One more minute?

The Deputy Speaker: One additional minute to conclude.

Dr. Aumeer: Law and order – extra funding given to the police as the drug fight must be relentless. If needs be, all police must be properly equipped with body cams and be armed to send a powerful message to non-law-abiding citizens such as drug peddlers and barons. Drug peddlers, also known as *jockeys*, must be taken off the street heavy-handed. We should not handle them with gloves. Otherwise, they will destroy our society and they will destroy the youth of this country. They are the main elements in the drug business between drug traffickers and consumers. For the victims of society, the conversion of Old Flacq Hospital in a rehabilitation centre is conducive to rehabilitation and substitution treatment before reinsertion in the community.

Mr Deputy Speaker, Sir, le budget 2026 marque une réforme profonde de l'État providence : protéger les plus vulnérables, préserver la classe moyenne et mettre fin aux privilèges injustifiés. Les régimes préférentiels des élus et hauts responsables sont supprimés et les pensions ainsi que les fonds des présidents, vice-présidents actuels et anciens seront désormais imposables. Le signal le plus fort envoyé à la nation est celui d'une classe dirigeante qui accepte d'abord de s'appliquer à elle-même les efforts qu'elle demande aux citoyens.

Pour conclure, je fais mention du principe inspiré du philosophe grec Aristote, qui résume ce budget –

« La justice ne consiste pas à donner à tous la même chose, mais à chacun ce qui lui est dû. »

Bravo au Premier ministre et à son équipe pour ce budget innovateur, courageux en tout son sens, que je recommande vivement à l'adoption de cette Assemblée. Merci de votre attention.

The Deputy Speaker: Hon. Minister Gondeea!

(4.47 p.m.)

The Minister of Arts and Culture (Mr M. Gondeea): Mr Deputy Speaker, Sir, when the people of Mauritius entrusted this Government with the responsibility of leading the country in November 2024, they did not simply vote for a change of administration. They voted for hope, honesty and courage. They voted, above all, for a better future for themselves and for the generation yet to come.

Today, as we debate the Budget 2026-2027, I am proud to say that this Government, under the leadership of the hon. Prime Minister and Minister of Finance, Dr. Navinchandra Ramgoolam, is honouring that trust.

Mr Deputy Speaker, Sir, this budget is not an isolated exercise. It forms part of a coherent and progressive journey which began with the Government Programme 2025-2029, and was reinforced by the first budget of this Government.

Last year's budget laid the foundations. This year's budget builds upon those foundations and takes Mauritius one step further towards becoming a future-ready nation. What is particularly striking, Mr Deputy Speaker, Sir, is that in less than two years and through only two budgets, this Government has demonstrated more courage, more vision and more determination than the previous administration had managed to show in an entire decade.

For ten long years, difficult decisions were postponed. Structural reforms were avoided. Short-term politics prevailed over long-term national interest. Instead of preparing Mauritius for the future, the previous government chose complacency and convenience.

We inherited an economy under pressure, weakened institutions and a nation whose confidence had been eroded. We could have chosen the easy path. We could have continued to postpone difficult decisions and leave the bill to future generations. But under the leadership of the hon. Prime Minister, Dr. Navinchandra Ramgoolam, this Government chose responsibility over populism, reform over stagnation and nation building over political expediency. Because governing is not about winning the next election. Governing is about preparing the next generation.

Mr Deputy Speaker, Sir, our second budget is not merely about figures and statistics. History will remember that when difficult choices had to be made, this Government did not run away from its responsibilities. While others spent ten years managing decline and avoiding hard truth, this Government, in just two budgets, has had the courage to rebuild, to reform and to lay the foundations of a stronger, fairer and more resilient Mauritius. That, Mr Deputy Speaker, Sir, is the true meaning of leadership.

Mr Deputy Speaker, Sir, as Minister of Arts and Culture, I am particularly pleased that notwithstanding the many competing priorities facing government, due recognition has been given to artists, the arts, culture, heritage and creative industries as important drivers of economic growth, social cohesion and national identity. The measure announced in the

Budget Speech by the hon. Prime Minister and Minister of Finance to amend the relevant legislation to provide proper recognition to artists as cultural workers, responds to the long-awaited plea of the artistic community, ensures our firm commitment to this cause.

For many years, artists had advocated for greater recognition of their contribution to society and the economy. Through their creativity, they enrich our national life, preserve our cultural identity, promote Mauritius internationally and contribute to economic activity. This measure, therefore, represents a major step forward in recognising their status and contribution.

I am pleased to inform the House that my Ministry has already engaged in consultations with artists and stakeholders regarding proposed amendment to the status of the Artist Act 2023. As was characteristic of the previous government, this legislation was prepared *à la vavite*, without any meaningful and in-depth consultations with those whom it was intended to serve. The result, Mr Deputy Speaker, Sir, is that we are today confronted with the irony of having a law that has already been promulgated, yet which remains unworkable because it failed to address the very concerns and aspirations expressed by artists themselves.

Fortunately, Mr Deputy Speaker, Sir, we are a caring Government that believes in its people and in its artist. We have already referred a number of proposals put forward by artists themselves to the Attorney General's Office.

I wish to reassure the artistic community that we will act. Mr Deputy Speaker, Sir, the measure of a one-stop-shop for permits relating to events, coupled with a commitment to deliver clearances within 15 days, once again demonstrates our firm commitment to making life easier for artists and event organisers.

It responds directly to one of the main concerns repeatedly expressed by stakeholders in the sector regarding heavy administrative procedures and lengthy delays. It is simply unacceptable that to organise a concert in Mauritius, up to 15 different permits have to be secured, with some authorisations taking more than a month. At times, obtaining all the permits felt more complicated than organising the concert itself.

I am pleased to inform the House once again that my Ministry has already undertaken substantial preparatory work through the development of the Culture Desk project, which is now at an advanced stage in collaboration with the Economic Development Board. Within the next three months, the Culture Desk will become operational and all procedures relating to

the obtention of permits will be streamlined, simplified, and considerably expedited, ushering in a new era for the organisation of cultural events in Mauritius.

Mr Deputy Speaker, Sir, for many years, artists have repeatedly highlighted the need for a more structured mechanism to assist them not only in the creation of artistic works, but also in the development, promotion, and marketing of their projects. Regrettably, these aspirations had remained largely unattended.

Today, as a listening Government, we could not remain insensitive to this legitimate demand. The announcement of a Creative Arts and Cultural Development Programme, backed by an initial allocation of Rs30 million from the Lotto Fund, is therefore a landmark measure.

In addition, a further Rs11 million has been provided under the budget of my Ministry as direct support to artists. This brings total support to the sector to Rs41 million for this Financial Year, compared to Rs21 million budgeted last year. Mr Deputy Speaker, Sir, for too long, many artists found themselves having to struggle and at times almost plead for the support they rightly deserve. This Government believes that artists should not have to beg to pursue their passion and contribute to our national identity. We are restoring not only support, but also dignity and recognition to those who enrich the cultural life of our nation.

This measure represents a paradigm shift in the manner Government supported the artistic community. This programme forms part of the Government's broader vision to develop the creative economy as an emerging pillar of economic growth. The creative sector has enormous potential to generate employment, create wealth, encourage innovation, and contribute to exports through cultural products.

My Ministry will in the coming days, based on suggestions obtained during the National Convention on Arts and Culture, start working on specific schemes which respond to the aspiration of artists. If need be, my Ministry will hold consultations with the artists themselves to better understand the type of scheme that they would like to be put in place so that we do not end up with non-implementable schemes or schemes which do not improve the conditions of the artists and not contribute positively to the development of their art.

Mr Deputy Speaker, Sir, in parallel to the above measures, the budget also provides for the enhancement of the framework for better management and distribution of royalties to safeguard artists' interests and protect their rights. This responds to the long-standing

concerns expressed by artists regarding the collection and distribution of royalties and seeks to restore confidence in MASA.

In this regard, Government has already initiated concrete action through the launch of a procurement exercise for the conduct of a forensic audit of the accounts of the MASA. The audit will, *inter alia*, examine the origin and status of an accumulated amount of approximately Rs95 million earmarked for distribution. The findings of this forensic audit will pave the way for the restructuring process and ensure that MASA operates in accordance with the highest standards of good governance and accountability.

Mr Deputy Speaker, Sir, the creative economy also includes our cultural heritage, which are our assets. It is most unfortunate that a country such as Mauritius, whose history has been shaped by successive waves of settlement, migration, and cultural exchanges, and which possesses a rich and diverse heritage, does not presently have a flagship national institution capable of presenting the Mauritian creative milieu in a comprehensive and integrated manner. This measure of creating an artistic and cultural hub, which will comprise a national museum and a *galerie d'art nationale*, an interpretation centre, and a centre for performance, as well as training, will address this gap as it will reflect the richness and diversity of Mauritius and will contribute to the development of cultural tourism.

Mr Deputy Speaker, Sir, the initiative for Mauritius to host the *Biennale de l'Océan Indien* in 2027 is of strategic importance, not only for the artistic community but for Mauritius as a whole. The Biennale will provide a prestigious regional platform bringing together artists, curators, cultural institutions, researchers, and creative practitioners from across the Indian Ocean region and beyond.

This event will further reinforce Mauritius's position as a cultural hub in the Indian Ocean and contribute significantly to cultural diplomacy, cultural tourism, and the international visibility of our country. A national organising committee will be set up shortly at the level of my Ministry to kick-start the process of consultations.

Mr Deputy Speaker, Sir, the creation of a new entity with the participation of the private sector dedicated to the rehabilitation and promotion of heritage sites is another innovative approach which will allow us to mobilise additional resources, strengthen partnerships with the private sector and friendly countries for the sustainable management of our national heritage assets.

My Ministry is actively working with a team from *Expertise France* and other stakeholders to set up this heritage entity. This initiative, complemented with the decision to revamp the National Heritage Fund to strengthen its regulatory functions and oversight mechanism, will enable us to adopt a more strategic approach to heritage conservation and management. My Ministry has already started working on the new draft bill in collaboration with a team from *Expertise France*. Mr Deputy Speaker, Sir, we have at heart the preservation of our cultural heritage assets. One example is the National History Museum in Mahebourg, which had suffered from years of neglect. This museum occupies a unique place in our national heritage landscape as the custodian of collections and artifacts which recount significant chapters of our history.

Mr Deputy Speaker, Sir, I did not wait for this budget announcement to act. Since assuming office, I have already instructed urgent maintenance works at the museum, including the clearing of overgrown trees which, after years of neglect, had grown so much that I sometimes wondered whether they belong to the museum or to the neighbours. The rehabilitation of this museum through the provision of funds to the tune of Rs100 million is an investment in the preservation and transmission of our history to future generations. The project will improve exhibition spaces, modernise visitors' facilities, and significantly enhance the educational and tourism value of the museum.

Mr Deputy Speaker, Sir, similarly to the renovation of the National History Museum, Mahebourg, the investment of around Rs124 million over the next three years for the upliftment of Le Morne Cultural Landscape World Heritage Site shows our commitment taken vis-à-vis UNESCO to preserve this site which is a symbol of resilience, freedom, and human dignity as Le Morne occupies a special place in our national consciousness.

It is most unfortunate that the previous government did not do anything to preserve, promote, and enhance this site. As a responsible Government, we now undertake to preserve the outstanding universal value of this site.

Mr Deputy Speaker, Sir, while Government is investing significantly in artists, cultural infrastructure, and heritage preservation, it is equally committed to ensuring that the institutions supporting this sector remain efficient, coherent, and fit for purpose.

The reform announced in this budget will provide an opportunity to review existing institutional arrangement, strengthen governance, eliminate unnecessary overlaps, and create a more integrated framework capable of delivering better services to artists, cultural

practitioners, and the public. Our objective is clear; to build stronger and more responsive institutions that are better equipped to meet the challenges and aspiration of the cultural sector of tomorrow.

Mr Deputy Speaker, Sir, whilst the budget charts an ambitious course for the future, it is equally important to recognise that the transformation of the sector has already begun. When this Government assumed office, it inherited a sector burdened by years of neglect, lacking strategic direction, and where many long-standing challenges had remained unresolved. We chose a different approach: to listen first and act thereafter. In this regard, the National Convention on Arts and Culture marked a turning point.

For the first time, artists, cultural practitioners, heritage specialists, event organisers, and representative of the creative industries from Mauritius and Rodrigues came together through a structured national consultation exercise. Many of the measures announced in this budget are the direct outcomes of those consultations and will continue to guide government's action in the years ahead.

Mr Deputy Speaker, Sir, beyond promises, tangible progress has already been achieved. The Serge Constantin Theatre has reopened following renovation works after many years of closure. Significant headway has also been made on major projects, notably the new National Archives and National Library building at Réduit Triangle, Moka, where 40% of the works have already been completed, as well as the renovation of the Sir Seewoosagur Ramgoolam Memorial Centre, which is now 95% completed.

My Ministry has also continued to support and recognise artists through various schemes and initiatives. The Artist Excellence and Lifetime Achievement Awards organised this year paid a fitting tribute to Mauritian artists whose contributions have enriched our cultural landscape and inspired future generations. These achievements demonstrate that after years of stagnation, the arts and culture sector is once again moving forward with purpose, confidence, and ambition.

Mr Deputy Speaker, Sir, before I conclude, I wish to express my deepest gratitude to every cultural practitioner of our country. To our musicians, singers, dancers, actors, writers, poets, painters, sculptors, photographers, filmmakers, artisan, DJs, technicians, event organisers, heritage professionals, and to all those who, often away from the spotlight, contribute to the richness of our cultural landscape. To the 446 artists and cultural actors who participated in the National Convention on Arts and Culture, through your ideas, your

recommendations, your criticism, and your patience, you have helped lay the foundations of a new chapter in the history of arts and culture in Mauritius.

My heartfelt appreciation also goes to the elected and non-elected members of MASA and all parastatal bodies which fall under the aegis of my Ministry, to l'Union des Artistes, to the *Collectif Artistes Musical*, and to the many organisations, associations, and collectives, both official and non-official, which work tirelessly to defend and promote the interests of our artists. Thank you for your commitment. Thank you for your patriotism.

Since I assumed office, I have always believed that decisions concerning the arts and culture sector should never be taken in isolation. I have listened to you, I have consulted you, I have welcomed your ideas, your suggestions, and even your criticisms because I firmly believe that no Minister, no institution, no Government can build the future of our arts and culture without the active participation of artists and cultural practitioners themselves.

I also wish to convey my deepest appreciation to the hon. Prime Minister and Minister of Finance, Dr. Navinchandra Ramgoolam. For the first time, the budget explicitly positioned the creative industry as a strategic economic sector, not merely a cultural one. Our government aims to transform arts and culture into a source of investment, employment, tourism, and economic diversification.

I cannot end this speech without expressing my sincere appreciation to all officers of the Ministry of Arts and Culture for their dedication and commitment. I am equally grateful to my colleague, the hon Junior Minister, Mrs Véronique Leu Govind, whose unwavering support and close collaboration have greatly contributed to the fulfilment of our Ministry's mission. She has been an invaluable source of support throughout this journey.

In concluding his budget speech, the hon. Prime Minister reminded us that; *ce budget n'est pas celui de la facilité. Il est celui du devoir et du devoir de vérité. M. le Président, c'est le chemin de la vérité. C'est le chemin du renouveau. Et pour reprendre les mots de Kaya, sa même simé la lumière, sa même simé nou bizin passer.* I thank you for your attention.

The Deputy Speaker: Thank you.

I suspend the Sitting for half an hour.

At 5.11 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 5.54 p.m. with Madam Speaker in the Chair.

Madam Speaker: Please be seated!

Hon. Member for Port Louis North and Montagne Longue!

(5.54 p.m.)

Ms A. Savabaddy (First Member for Port Louis North & Montagne Longue):

Madame la présidente, chers collègues, permettez-moi d'abord de placer notre débat dans son contexte. Ce budget a été présenté dans un horizon international et régional très incertain : tensions géopolitiques, inflation importée, marchés volatiles qui commandent prudence et discernement.

Je veux saluer les efforts déployés par l'honorable Premier ministre et les membres du gouvernement pour répondre à ces défis et reconnaître les mesures positives contenues dans l'énoncé budgétaire. Mais je m'exprime, aujourd'hui, au nom de celles et ceux que nous représentons, en particulier, nos aînés, nos travailleurs, nos familles modestes et nos enfants.

Je remercie le Premier ministre d'avoir suspendu ce matin le *means testing*. Cela apporte un certain soulagement et merci d'avoir écouté la voix du peuple. Depuis vendredi, beaucoup s'interrogent sur les pensions. Aurais-je ma retraite demain ou pas ? Le flou, la communication approximative et les informations contradictoires créent des inquiétudes et fragilisent la cohésion sociale. Nos aînés, qui ont construit le pays, méritent sécurité, dignité et tranquillité.

Les experts éclairent, mais ne doivent pas remplacer la délibération démocratique ni étouffer la voix des retraités, élus locaux, syndicats, associations et professionnels. Je demande au Premier ministre l'ouverture d'un large processus de consultation transparent et inclusif impliquant le Parlement, les représentants des retraités et les acteurs locaux.

Au-delà des inquiétudes, Madame la présidente, il convient de reconnaître les éléments positifs de ce budget et d'exiger qu'ils soient approfondis et protégés. Sur le plan social, la proposition d'un congé maternité d'un an est une mesure ambitieuse et humaniste. J'y adhère, mais elle doit être accompagnée de garde-fous. Il faut introduire des protections légales contre le licenciement discriminatoire, des incitations pour les employeurs qui soutiennent leurs employés et des mécanismes de réintégration garantissant que la femme retrouve son poste. Sans ces protections, la mesure risque d'être détournée, de créer des injustices nouvelles.

Concernant la protection sociale, j'accueille favorablement l'intention de réformer pour plus d'équité, mais je réitère que la transition doit être progressive, transparente et universelle dans son objectif de protection des plus vulnérables. Dans l'éducation, je salue

l'investissement pour le *Foundation Programme* les grades 7 et 9 et le financement du *Basic Literacy and Numeracy Programme* pour les grades 1 et 2. Les ressources allouées aux manuels, au matériel pédagogique et au centre MITD multisectoriel sont indispensables. La correction précoce des lacunes est la clé pour réduire le décrochage et améliorer la productivité future de notre pays.

En matière d'éducation spécialisée (SEN), que j'ai soulevée à maintes reprises dans cette auguste Assemblée, l'augmentation du budget de R 562 millions à R 619 millions, la création d'unités d'intervention précoce, le recrutement de thérapeutes spécialisés et la modernisation des infrastructures sont des mesures fortes pour une société plus inclusive. Il faudra, Madame la présidente, cependant, veiller à un déploiement régional équilibré et à la formation continue des personnels pour garantir un service de qualité dans toutes nos régions.

Pour le logement, où mon collègue, Shakeel Mohamed, se donne corps et âme – oui, c'est l'un de mes préférés, d'ailleurs –, je reconnais des avancées encourageantes puisqu'il m'aide beaucoup pour la circonscription numéro 4. Mais nous attendons des calendriers, M. le ministre, précis, des indicateurs de performance et des moyens humains et financiers constants.

La santé : il y a un investissement massif. Osons espérer une expérience qualitative pour les 9 millions de personnes qui s'y rendent annuellement.

L'élargissement du rôle de la STC pour importer des produits de première nécessité est une piste stratégique pour casser les monopoles et créer de la concurrence saine. Je propose que le gouvernement étudie sérieusement la possibilité de points de vente publics ou de marchés pilotés par la STC pour offrir des prix stabilisés et protéger le pouvoir d'achat des ménages.

Sur la fiscalité, j'apprécie qu'il n'y ait pas d'augmentation générale de la TVA. Toutefois, je plaide pour une réflexion sur un taux différencié ciblant les biens de luxe. Ceux qui vivent dans l'opulence doivent contribuer davantage à l'effort national. L'équité fiscale est un levier essentiel de la redistribution des richesses.

Enfin, l'initiative de lutter contre le gaspillage par un comité présidé par le Premier ministre est à encourager. Le gaspillage, Madame la présidente, freine l'action publique et dilapide des ressources qui pourraient financer la production locale, l'éducation ou la protection sociale. J'appelle des audits réguliers, à la mise en place d'indicateurs et à la publication transparente des résultats.

Cependant, il y a des sujets que j'aurais souhaité voir traités plus largement. Un renforcement des moyens de l'ADSU pour combattre le trafic de drogue. Plus de méritocratie dans les recrutements publics, 3^e *lor* 123, mettre fin aux pratiques opaques, et une stratégie claire de soutien à la production locale pour réduire notre dépendance aux importations.

Face à l'automatisation et à l'essor de l'intelligence artificielle, nous devons bâtir une stratégie d'emploi qui protège les travailleurs, favorise la requalification et soutienne l'innovation locale plutôt que d'exposer nos citoyens à la précarité. L'IA comporte des dangers également. Je tiens à saluer avec gratitude plusieurs mesures clés annoncées dans le budget qui témoignent d'une vision claire pour moderniser notre économie et protéger notre avenir.

Pour les *start-ups* et les PME, je salue le *Start-up Act*, la plateforme *SME Mauritius* unique et le *SME Bill* promettant de simplifier l'accès aux aides, financements et informations pour nos petites et moyennes entreprises.

Concernant l'économie bleue, Madame la présidente, j'approuve la création d'un *International Centre for Ocean Studies*, l'intégration des recherches marines, le cadre pour l'hydrographie et l'incubateur en technologie océanique, les soutiens à la pêche et à l'aquaculture et les mesures essentielles pour la sécurité alimentaire et la croissance bleue.

Sur l'investissement et le marché du travail, oui pour la réforme du climat des affaires, *Business Facilitation Bill*, revue des permis, l'usage de *chatbots*, IA pour faciliter les démarches et la politique migratoire visant à attirer des talents, la plateforme e-diaspora et l'intégration des micro-certifications au cadre national renforçant aussi notre capital humain.

Chers collègues, la démocratie n'est pas une boîte où l'on confie les solutions à quelques experts d'où ressortent des documents incompréhensibles. La démocratie, c'est le débat, la confrontation d'idées, la prise en compte des vécus et la responsabilité partagée. Nous devons refuser la culture du secret et de l'expertise désincarnée. Les experts doivent être outillés pour dialoguer avec la population et rendre compte de leurs propositions devant le Parlement.

Je demande au gouvernement de ne pas aller de l'avant avec l'amendement à la page 54 concernant le *Public Gathering Act*. Nous avons toujours prôné la liberté d'expression. Aujourd'hui, encore plus après une décennie d'oppression et de dictature, nous ne pouvons pas accepter cela ! Il n'y en a aucune nécessité, et je demande de le faire enlever du budget.

Je conclus en rappelant l'essentiel : ce budget doit être un instrument de protection sociale, de relance productive et de justice. Il doit protéger nos anciens, nos travailleurs, nos

enfants et les plus vulnérables. Il doit stimuler la production locale, promouvoir la méritocratie et assainir la gestion des deniers publics.

Je suis prête en tant que députée et représentante à travailler avec tous ceux qui souhaitent construire des solutions justes. Nos aînés, nos familles et l'avenir de notre nation méritent que nous agissions avec courage, humilité et justice. Ne cédon's ni à l'improvisation, ni à l'arrogance technocratique. Choisissons la voie du dialogue, de la clarté et de la solidarité.

Merci.

Madam Speaker: Merci beaucoup. Thank you for respecting time.

Yes, hon. Minister, please. Minister, you will also, I am sure, do your best.

Mr Pentiah: I am getting the message, Madam Speaker.

(6.05 p.m.)

The Minister of Public Service and Administrative Reforms (Mr L. Pentiah): Madame la présidente, je m'adresse à priori au leader de l'opposition, l'honorable Joe Lesjongard, *in absentia*, en son absence accoutumée. Depuis 2024 jusqu'à ce jour, il n'a fait que critiquer à chaque fois qu'il s'est adressé à cette auguste Assemblée. S'il croit que, parce qu'il est le leader de l'opposition, il ne doit que critiquer, c'est triste à constater. Parce que votre devoir comme leader de l'opposition est d'être sincère envers vous-même, Monsieur, et d'être sincère...

Madam Speaker: No, no! Minister, you address me. Do not address him! Talk about him, but not to him. Okay?

Mr Pentiah: *Madam Speaker*, son devoir est surtout de prendre la voie de vérité et de dire la vérité.

Madame la présidente, nous avons tous un devoir à promouvoir la paix, la cohésion et la compréhension avec sincérité. Et nous avons tous un devoir solennel à contribuer à bâtir un pays et une nation meilleure car, au-delà de nos couleurs et différences politiques, nous avons tous un devoir commun : servir notre pays et améliorer le quotidien de nos concitoyens.

En tant que législateurs, nous portons également une responsabilité particulière : défendre l'état de droit, renforcer la confiance de nos institutions et veiller à ce que les ressources publiques soient gérées avec intégrité, transparence, responsabilité et redevabilité. Comme le rappelle le principe fondamental du droit public, l'exercice du pouvoir n'est légitime que lorsqu'il est exercé dans l'intérêt général.

Madame la présidente, nous ne pouvons pas résoudre les problèmes de demain avec les excuses d'hier. C'est précisément la philosophie de ce gouvernement. Nous ne sommes pas ici pour trouver des excuses. Nous avons le devoir de dire la vérité. Nous sommes ici pour dire la vérité. Nous sommes ici pour trouver des solutions responsables. Et nous avons abordé cette tâche avec détermination, humilité et un profond sens du devoir en tant que gouvernement responsable.

Madame la présidente, nous savons tous que reconstruire n'est jamais facile. Il est plus difficile de construire lorsque les fondations sont affaiblies. Il est plus difficile de rétablir l'équilibre lorsque le déséquilibre s'accumule sur de nombreuses années. Nous avons hérité d'un contexte national et international difficile. L'économie mondiale demeure marquée par les tensions géopolitiques, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les pressions inflationnistes. Et ceux qui disent le contraire, *zot pe koz manti* ! Ils font de la démagogie en mettant en otage l'avenir de notre peuple et de notre nation.

Pourtant, nous avons choisi à faire face à ces défis avec responsabilité, parce que gouverner ne consiste pas à commenter les difficultés. Gouverner, c'est les confronter. Aujourd'hui, nous devons reconstruire. Nous devons nous préparer pour l'avenir, et cela demande du courage, de la discipline et une vision à long terme. Le Budget 2026-2027, présenté par le ministre des Finances, est preuve de courage et de la discipline, avec une vision claire pour reconstruire l'avenir de notre peuple, de notre nation. Comme l'a si bien dit *Shri Atal Bihari Vajpayee*, personne ne devient grand avec un esprit étriqué et personne ne peut se relever avec un esprit brisé. Aujourd'hui, malgré les difficultés, nous choisissons de nous relever et de voir grand pour notre pays.

Madame la présidente, la vérité c'est que nous avons hérité d'un pays profondément affaibli. En 2014, quand le MSM est venu au pouvoir, les dettes extérieures se tournaient autour de 60 %. Et en 2024, quand nous avons pris la responsabilité de gouverner notre pays, les dettes extérieures sont arrivées à plus de 90 % du PIB. Des finances publiques mises à

rude épreuve avec des *Alibabas* au pouvoir, des institutions qui avaient perdu de leur crédibilité.

Madame la présidente, nous disposons d'une liste d'au moins 25 grandes affaires de corruption de haut niveau, des mauvaises gestions graves dans plusieurs institutions et entités publiques pendant le règne du MSM. Souvenez-vous d'Air Mauritius, sous la direction du *blue-eyed boy* du MSM, Monsieur Sattar Hajee Abdoula. Ils ont vendu cinq avions valant R 3,7 milliards pour seulement R 317 millions. Madame la présidente, ils étaient capables de tout.

Aucun secteur n'illustre plus nettement la décadence que ce pays a héritée que nos secteurs financiers et bancaires. La décennie jusqu'en 2024 a été, à tout point de vue, la période la plus éprouvante pour l'intégrité du secteur financier dans l'histoire moderne de Maurice, période durant laquelle Maurice a été placée, en février 2020, sur la liste grise du *Financial Action Task Force* (FATF). Les événements déterminants de cette période fut l'effondrement du groupe BAI en 2015 et l'affaire Sobrinho en 2017, qui ont révélé une défaillance systémique et préoccupante de nos institutions régulatrices.

Madame la présidente, la SBM, autrefois fierté de notre système bancaire, a été mise à genoux par des prêts imprudents et des déductions catastrophiques. La banque ayant annulé environ, pas moins de R 14,34 milliards en prêts toxiques entre 2014 et 2024, dont environ 9 milliards concentrés sur trois emprunteurs liés à l'étranger seul, sans garantie adéquate.

Madame la présidente, l'affaire Silver Bank demeure sans doute l'épisode le plus troublant de cette période. Silver Bank a été placée sous tutelle en février 2024 et détenait environ R 7,6 milliards en prêts non performants, dont R 3,55 milliards constitués de garanties fictives. D'importants dépôts publics étaient directement mis en danger. À ce jour, les efforts de redressement n'ont rapporté qu'une petite fraction de ce qui a été perdu.

Nous avons également la MauBank qui, depuis 2015, a accumulé des pertes, lui laissant un capital propre négatif proche de R 3 milliards.

La Mauritius Investment Corporation, filiale de la Banque de Maurice, conçue comme un véhicule souverain, est devenue ce que beaucoup ont justement appelé planche à billets, un mécanisme d'impression de monnaie pour renflouer les entités politiquement liées, proches du gouvernement MSM, avec des milliards de roupies déboursés avec peu de

transparence, contribuant directement à la dépréciation de plus de 40 % de notre roupie et à l'inflation qui a affecté chaque foyer mauricien.

Madame la présidente, Pravind Jugnauth et le MSM avaient bien dit, *ansam tou posib*. À Alibaba et ses voleurs, nous avons ceci à dire : « *Ansam zot pou kone!* » Nous demandons la redevabilité à tous ceux qui ont mis en péril l'avenir de notre pays.

Madame la présidente, grâce à des mesures audacieuses et correctives, prises par ce gouvernement, le bilan du secteur financier et bancaire sont aujourd'hui plus solides et la confiance se rétablit. Nos réserves de devises s'élèvent à plus de 10 milliards de dollars américains. La SBM est rétablie. La MauBank se rétablira et Air Mauritius travaille pour reprendre son envol.

Madam Speaker, Warren Buffett says –

“Someone is sitting in the shade today because someone planted a tree a long time ago.”

Indeed, in 2014, the MSM was able to enjoy all the benefits of a stable economy. A strong reserve at the Bank of Mauritius, external debts about 60% of the GDP, institutional stability, and the pillars of our economy with real prospects of growth. In fact, well before 2014 under the leadership of the Prime Minister Navin Ramgoolam, a leader with a clear vision, a body was set up to democratise the economy of our country. Maurice Île Durable was set up with a mandate to replace fossil fuel by sustainable renewable green energy and addressing environmental protection issues.

The Equal Opportunities Commission was set up. The Mackay Report was implemented and strategic plans were set up to modernise maritime, air and land transports with port developments, purchase of aeroplanes for Air Mauritius and the *métro léger* project respectively. Madam Speaker, this is only a few concrete examples to remind us, to remind the House and to remind the people of our country.

The MSM from 2014 enjoyed the shades of the trees that the Labour government planted. In 10 years, from 2014 to 2024, I called upon Pravind Jugnauth with his *savate dodo*. I called upon the vociferous Mahen Seeruttun with his demagogies, and I also invited the hon. Leader of the Opposition, Mr Joe Lesjongard, to come forward and state with evidence in what social, political and economic state the MSM left our country in 2024.

Today, we must plant again. We are duty-bound as a responsible Government to clear the land away with all the mess left by the MSM, prepare the soil again and sow the seeds with the legitimate expectation that the people of our country will once again enjoy the shade.

Madam Speaker, when a nation reaches a turning point, leadership is not tested by the popularity of its decisions. Leadership is tested by the courage to confront realities. Leadership is tested by the courage to take bold decisions and leadership is tested by the courage to stand strong against adversities. To the Leader of the house, in the words of Henley, I have this to say, and I quote –

“Out of the night that covers me,
 Black as the pit from pole to pole,
 I thank whatever gods may be
 For my unconquerable soul.
 In the fell clutch of circumstance
 I have not winced nor cried aloud.
 Under the bludgeonings of chance
 My head is bloody, but unbowed.
 Beyond this place of wrath and tears
 Looms but the Horror of the shade,
 And yet the menace of the years
 Finds and shall find me unafraid.
 It matters not how strait the gate,
 How charged with punishments the scroll,
 I am the master of my fate,
 I am the captain of my soul.”

(Invictus – William Ernest Henley).

Madam Speaker, the reality is that productivity must improve. The reality is that competitiveness must be strengthened. The reality is that sustainable growth requires discipline, innovation and good governance. This budget demonstrates a willingness to

embrace new thinking. We are moving away from short-termism. We are moving away towards strategic planning, towards evidence-based policy making, and we are moving towards a public service which is more efficient, transparent, accountable, agile and resilient.

Madam Speaker, our public offices have stood at the forefront of every national challenge and every national achievement. They have helped build modern institutions, delivered essential services, supported economic development and safeguarded social cohesion. Their professionalism, resilience and dedication constitute one of the greatest strengths of our Republic.

Montesquieu taught us that public institutions endure when those entrusted with authority exercise it with virtue and restraint. Public service is, therefore, not merely an occupation; it is a moral responsibility. It is precisely for this reason that this Government has embarked on an ambitious programme of public service and administrative reforms, built around the pillars of administrative reform, innovation, capacity building, digitalisation, public service policies and service delivery excellence. This framework seeks to position Mauritius among the leading public administrations. The establishment of reforms and innovation units across ministries and departments demonstrate this Government's determination to institutionalise innovation and foster a culture of continuous improvement throughout government. Likewise, the forthcoming Public Sector Reforms Bill will strengthen accountability, transparency and good governance within the public sector.

Madam Speaker, equally important is our commitment to the well-being of public officers. A high-performing public service requires healthy, motivated and resilient employees. We shall therefore continue strengthening occupational safety, workplace wellness and mental health support mechanisms across government. And this budget has made provisions to increase the number of safety and health officers.

Madam Speaker, Shri Narendra Modi, the Prime Minister of India has said, and I quote

—

“Public service is the biggest test of good governance. Only a person who works continuously with humility, dedication and dutifulness earns public trust.”

As Mauritius aspires to become a high-income, knowledge-based and innovation-driven economy, our public service must continue to evolve. Public officers must embrace lifelong learning, digital literacy, critical thinking and adaptability. They must be prepared

not only to respond to change, but also to anticipate it and lead it. This budget has made provision to train 5,000 public officers in digital transformation.

Madam Speaker, ministries and departments are being encouraged to minimise delays in filling vacancies, and to that end, the e-human resource management system has already been implemented by my ministry, and this enables the human resource department to function efficiently with updated data. My ministry has also embarked on the modernisation and scaling up of e-scheme of service platform, which will significantly reduce processing time, improve coordination, enhance accuracy and strengthen management of schemes of service. Progress has also been made in modernising performance management through the development of an Electronic Performance Management System, a fully digital platform with the technical assistance of the government of India, that will enable real-time monitoring of performance of public offices, data-driven assessments and strengthen accountability across ministries and departments.

However, Madam Speaker, the true measure of a modern public service is not only the sophistication of its technology, but its ability to improve the lives of its people.

Digital transformation must, therefore, be accompanied by human transformation.

As we introduce new technologies and digital services, we must ensure that no Mauritian is left behind. The elderly, persons with disabilities, those living in remote regions, vulnerable families and citizens with limited digital access must continue to receive equitable, accessible and quality public services.

The Budget of 2026-2027 addresses each and every one of these aspects. Rousseau reminded us: ‘The legitimacy of public institutions rests upon their commitment to the general will.’ The future of the Republic of Mauritius will not be built by technology alone. It will be built by skilled, ethical and committed public officers who use technology as a tool to serve people better and who remain steadfast in their mission of advancing the public good.

It is in that spirit that the Atal Bihari Vajpayee Institute of Public Service and Innovation has been established by this Government as a centre of excellence to prepare a new generation of public officers equipped with the knowledge, skills and leadership capabilities required for the future, and to provide each and every public officer with the opportunity to develop a career path.

Mauritius enjoys a well-earned reputation for good governance and public sector excellence. Indeed, Mauritius is now classed first in Africa by the internationally recognised review of Chandler's Good Governance Index of year 2025-2026.

Madam Speaker, certain voices have claimed that this Government is not encouraging allowances left, right and centre. Indeed, this Government believes in sustainability and empowerment rather than promoting reliability and allowance-dependent citizens.

Confucius said –

“Give a man a fish, you feed him for a day. Teach a man to fish, you feed him for a lifetime.”

The provisions in 2025-2026 Budget, together with those in 2026-2027 budget, reflect this Government's continued determination to create employment and sustain recruitment in the public service, while ensuring the timely filling of vacancies despite ongoing economic pressures and competing national priorities.

In the Budget of 2025-2026, we have reduced unemployment to 5.7%. We have created over 6,000 jobs in the public sector alone. Employment is more than just an emolument at the end of the month. Madam Speaker, it is a symbol of self-respect and dignity, a sense of belonging and an identity of a person who is employed. This is the vision of this Government.

In the Budget of 2026-2027, funds have been provided for filling, again, over 6,780 posts. Almost another 7,000 families will be empowered through employment with dignity and self-respect. Madam Speaker, trust and confidence matter. Trust is an economic asset. Trust is a social asset. Trust is a democratic asset. When citizens trust institutions, society prospers. When investors trust institutions, economy grows.

While confidence cannot be decreed, confidence must be earned day after day, decision after decision, reform after reform. Investors look at the strength of the legal framework. Investors know that economies prosper when rules are predictable, contracts are respected and institutions inspire trust and confidence. History teaches us a simple lesson: there can be no lasting prosperity without legal certainty.

It is necessary to underline that the Attorney General's Office has already prepared 31 Bills which are now 31 Acts of Parliament.

Madam Speaker, that is well over one Act of Parliament every month from December 2024. Madam Speaker, no more *Pada* economics!

Our objective is simple: to create an ecosystem where innovation flourishes, where young people transform ideas into enterprises, where public institutions become more efficient, transparent and accountable, and where technology serves people. We have chosen the path of responsibility.

Indeed, Winston Churchill said: ‘The price of greatness is responsibility.’ We stand firmly with the Leader of the House, our hon. Prime Minister and Minister of Finance, united as one Government – one responsible Government.

Madame la présidente, nos amis de l'opposition nous reprochent parfois de prendre des décisions difficiles. Mais les décisions difficiles sont souvent celles qui permettent d'éviter des crises plus graves demain. Nous ne sommes pas des vendeurs de rêves. Et nous ne nous attelons surtout pas à l'imprimerie, à reproduire des gros billets pour des petits copains et les miettes pour le peuple.

Nous ne recourons pas aux illusions, à la création d'argent artificiel, ni à des traitements superficiels pour des blessures profondes. Notre gouvernement a une vision claire – un sens de l'orientation. Madame la présidente, ce budget ne prétend pas résoudre les problèmes du jour au lendemain. Mais ce budget apporte des réponses concrètes. Il soutient les familles. Il protège les plus vulnérables. Il encourage l'investissement. Il crée les conditions de la croissance. Il renforce la confiance. Et surtout, il prépare l'avenir.

Les défis sont réels, Madame la présidente. Personne ne le nie. Pourtant, notre pays retrouve un sens clair de direction. Il retrouve sa crédibilité. Il retrouve sa stabilité et notre pays retrouve l'espoir. Madame la présidente, dans les tribunaux, nous apprenons très tôt qu'il ne suffit pas d'avoir raison.

Il faut également avoir le courage d'agir conformément à ce qui est juste. Il en va de même en matière de gouvernance.

Ce budget est avant tout un choix de responsabilité : un choix de justice entre les générations ; un choix de prudence dans la gestion des finances publiques ; et un choix de confiance dans l'avenir de notre République. Je terminerai avec ces paroles de Mahatma Gandhi : « L'avenir dépend de ce que vous faites aujourd'hui ; » cité par l'honorable Premier ministre et ministre des Finances en prélude de son budget 2026-2027.

Vive notre République en paix, justice et liberté. Madame la présidente, je vous remercie.

Madam Speaker: Merci.

Hon. Narsinghen!

(6.32 p.m.)

The Junior Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade (Mr H. Narsinghen): Thank you, Madam Speaker, for giving me the floor. I do not have a good voice because I am suffering a bit.

Well, *Madame la présidente, il ne faut pas noyer le poisson. Je vais directement au but* because it is important for our people, especially for our vulnerable people, to know that with the freezing of the means test, we should not forget that so many good things are being done to the vulnerable people.

First and foremost, the reform of the pension was meant to protect the vulnerable people. It is sad to note that the Whip of the Opposition was alluding that we should not touch the pension, the BRP. I know his party, the PMSD, is not like the Labour Party.

We have always been inspired, starting with Sir Seewoosagur Ramgoolam, by Fabian socialism, and our actual hon. Prime Minister himself is imbued with these principles of Fabian socialism. So, it was important.

We know fully well that the Pension Scheme that we had for so many years, – and this is not only a debate that we are having now. Even before independence and after independence, if you read so many reports, even from the United Nations, they have been analysing this very sort of sensitive issue regarding the pension.

So, today, what has to go on record is we did the reform, the amendments in the first year, and we listened to the people. The hon. Prime Minister listened to the people, and this year, I myself, and many among the members of the Executive today, do criticise, but within existing fora, within the existing structures, we have been discussing.

As I mentioned before, *c'est à travers les discussions, le choc des idées que va jaillir la lumière*. And I fully appreciate that this year we had ample time to discuss in the Parliamentary Caucus and other fora about the reforms. I have to say, – if it is a confession, I do not know – that I have been a supporter of targeting. It is very important. Let me give you an example. It is not possible, Madam Speaker, that somebody who is working, earning Rs100,000, he should benefit the Rs14,000 or Rs15,000 just like other vulnerable people. This is simply unsustainable and impossible to continue.

Well, it may be debatable. Now, I hear also that some people are criticising the experts. No, we need experts. These experts, according to me, when they have submitted their report, I had the opportunity to discuss. They are seasoned actuarial scientists. I discussed with them personally, and they gave a report in a *bona fide* manner. Then, it is up for us, politicians, to strike a balance and to hear the people. This is the difference, Madam Speaker, between the approach of an emperor, and the approach of a statement. This morning, I myself, sent messages to the hon. Prime Minister, and many of my hon. colleagues, Ministers, Junior Ministers, and other MPs, we listen to the people. Even when we go to social functions, – I was attending a wedding of a close friend, the hon. Prime Minister was there, senior ministers like hon. Dr. Boolell were there. We do not just go to social functions to enjoy. We are still working, brainstorming, discussing. I was discussing with hon. Dr. Boolell. And I told the hon. Prime Minister that I also listen to trade unionists. Take Mr Gopee, take Mr Benydin, 90%, Madam Speaker, of the trade unionists, agreed on Friday night and on Saturday that this is a very good budget. I will not say it is a perfect budget. They agreed that it is a good budget. But also, unlike some of the MPs who quickly understand some of the issues, some of the problems of means test. As I mentioned, the means test was used in the past. It was abolished, then put on board again.

This is the reality. There are some systemic problems within the means test, and famous economists have explained what are the problems. Let me take one example, people in the informal sector, they may earn more than doctors, more than professors, more than engineers. So, until and unless, – this is where we have to bring reforms – where the MRA has to do a job, they have to be assigned a job, and bring rectification. Also, I would like to make an appeal – I think it is very important – to both the hon. Prime Minister who is also the Minister of Finance and the hon. Junior Minister of Finance. As I always mentioned, I think it is very important to sensitise people and also to explain to people; we have the radio and television to bring, what I would call, financial literacy, because some people do not understand. And that is why people like some members, I cannot generalise, some hon. Members of the Opposition, they are expert in demagogy. They will try to manipulate people because some people do not understand certain basic economic concepts. It is good that some economists, some of my friends who are more versed than we in economics, they are trying to explain, but it is not enough. I think for the future, it will be important to educate people on radio and on television, on some economic concepts. Very, very important.

Now, we have been able to address this issue, and with a bold decision of the hon. Prime Minister to listen to Ministers, Senior Ministers, but also to MPs and other hon. Junior Ministers, because we have been listening to people, we have rectified. Very good, and he has to be commended for that.

Now, I would like to rebut what the hon. Leader of the Opposition has said. Normally, even as a social activist, I have always been exercising a sort of balance, and even when I joined politics, I have been exercising a sense of balance to never hit people below the belt. But listening to the hon. Leader of the Opposition, I think he used a very provoking term “*voleur pension*”. Well, come on. I think in life, you see, for me, every day, I have to look at myself in the mirror. Not because I want to know whether I am smart or if you are a lady, not because you want to see if you are beautiful. Yes, you are beautiful. But your internal beauty is important. Now, I ask the hon. Leader of the Opposition – even if he is not here –, whether when looking collectively, the MSM people look themselves in the mirror, whether they can say what they have been saying, whether we are *voleurs de pension*.

Yes, we have tried to reform, maybe in a rush, yes, I confess, at times, because we want to save the country. That is why we are doing it. But, let me remind them, at times, I think people have got short memory. Will the hon. Leader of the Opposition tell us who has been ripping off the Bank of Mauritius? Who has been ripping off Silver Bank, putting pressure on many institutions to place their money in Silver Bank? Who has been ripping off Air Mauritius, *qui était un bijou de la nation* ? I can go on and on. And, Madam Speaker, at a time when we were suffering, we were trembling like a leaf during COVID-19, what were people doing? Do you know the difference between robbing and looting? Looting is when there is social unrest, when there is a disorder, you take advantage and you loot the country. And this is what they have been doing, these people. They have been looting the country. And now they come and say we are *voler pansion*? No, we are *bona fide* people. We are genuine. We have tried to reform. Yes, possibly we may we made some mistakes. Yes, nothing is wrong with it. At the end of the day, our main objective is to protect the poor people. I joined the Labour Party because, as I mentioned, I will explain in a few minutes what is Fabian socialism.

I joined the Labour Party, first time I met the hon. Prime Minister many years back when he mentioned to me, I want to democratise the economy. This is what he said. And this is when I was convinced that I know the history of the Labour Party, right from 1936 onwards. I

know, and me also, I have always been a moderate socialist, and in this alliance, most of the partners, they believe in socialism and we believe in Fabian socialism.

So, people who have been looting the country, ripping off the country, now they want to teach us lessons. No, no way. We cannot accept this. So, this budget, Madam Speaker, you will see on one hand, it is a budget of responsibility. It is a budget of equilibrium. But also, it is a budget of innovation. I like to in a way, to explain basic things. You know, when we come to Fabian socialism, this is a political and economic philosophy developed by the Fabian Society in Britain during the late 19th century. Unlike revolutionary socialism – we have got some friends who are revolutionary socialists, but in the Labour Party, we are more moderate socialists – and Fabianism advocates gradual reforms rather than radical change and this is what we are trying to do. We are trying to bring reforms in a gradual manner, and this is important. And what does Fabian socialism do? It seeks also to combine – we are keeping a market economy, we are not communists, Sir Seewoosagur has never been a communist, the actual Prime Minister is not a communist – but we try to strike that balance. And also, Fabian socialism, where the Labour Party has always been seeking inspiration, is to give more social protection and now we are giving more social protection to the vulnerable people.

And also, what we have seen in the budget, I am going to comment if I have time, public investment in education. This is what the Minister of Finance has done. More investment in health, this is why hon. Bachoo will have the golden opportunity to recruit around 2,000 paramedics and people in the medical field. For so many years, and I am going to also state that today, I have always been saying that the Public Service Commission will have, in some instances, to lower their qualifications. Why? Last time I visited a private clinic, more than 90% of the nurses came from foreign countries and I have got friends who have been working in UK. They have got only two credits and they have become professors in reputable universities. So, we are wasting human resource.

And this is where, I am sure hon. Bachoo, who is more socialist than me, will take that into consideration and discuss with the members of the Public Service Commission, of course, after discussion with the hon. Prime Minister and the Minister of Public Service, because we have to do certain things to protect the poor people. And believe me, for so many years, for 10 years more, one Dr. Jagutpal has done nothing in terms of training. Now he comes and brag, he comes and talks. When he was leaving the Ministry, what hon. Bachoo

told me, and what I understand from my friends from the Ministry of Health, they owe more than Rs2.3 or 2.4 billion. This is not possible, Madam Speaker.

Madam Speaker: You must conclude.

Mr Narsinghen: But this is what... Yes, I am sorry. Just to make a conclusion, if you allow me, Madam Speaker.

Madam Speaker: I give you one minute.

Mr Narsinghen: Okay, thank you. So, you will see, Madam Speaker, that this is a responsible budget. It is geared towards innovation. For example, we are creating an SEZ at Côte d'Or. This is very important. We are going to give more opportunities, more money to my good colleague and friend, the Minister of Tertiary Education to boost up tertiary education. A better budget has been given to the Minister of Education also. So, you see, it is not only fiscal responsibility, but at the same time, we are trying to be innovative. And believe me, the population will see in 1-2 years' time that the measures we are taking will bear the fruits.

So, thank you, Madam Speaker, for your attention.

Madam Speaker: Thank you! I am so sorry, it is always very interesting, but there are seven more speakers to go. So, I am sure you understand.

Okay, now I will have hon. Beejan. Try and keep the time!

(6.48 p.m.)

Mr N. Beejan (Second Member for Grand' Baie & Poudre d'Or): Yes. Thank you, Madam Speaker. I stand in this House today, not simply to voice out in support of the national budget, but to set out on the basis of evidence rather than enthusiasm, while I believe it is a disciplined and forward-looking budget this Government has presented to this Assembly. This budget deserves support because it does not evade the truth. It does not flatter the country with illusions. Unlike previous years, it does not postpone difficult decisions for another generation. It confronts high debt, a tight fiscal space, climate risk, demographic pressure, and global uncertainty with a combination of discipline, reform, and targeted investment.

Madam Speaker, when history looks back at this budget, I believe it will see one of the most coherent budgets Mauritius has had in recent years, not because it promises everything to everyone, but because it gets the balance right. It understands that a modern state must be

both responsible and compassionate, both reformist and protective, both fiscally prudent and socially just. The four principles set out in the Budget Speech by the hon. Prime Minister and Minister of Finance; *responsabilité, solidarité, efficacité économique et justice sociale*, are not only decorative language. They are reflected in the numbers, in the allocations, and in the reforms.

Madam Speaker, before we discuss the measures, let us begin with the facts. In 2025, unemployment declined from 6% to 5.7%. Inflation fell to 3.7% after much higher averages in previous years under the MSM. Gross official foreign currency reserves reached 10.3 billion USD. Tourist arrivals exceeded 1.4 million, and tourist earnings reached Rs103 billion. ICT and financial services continued to expand and GDP grew by 3.2%. These are not abstract statistics. They show a country that is regaining stability and confidence, step by step in a difficult international environment.

Madam Speaker, let us underline one very important point. Even in this tight budgetary context, Government has chosen not to increase VAT. That decision matters. Instead of a broad-based tax increase on every household, the budget takes a more targeted route: higher taxation on very high incomes, on tobacco, hard liquor, sugary products, and on plastic bottles, while keeping the VAT rate unchanged. That is a more intelligent and more socially balanced approach. It protects purchasing power more carefully while still strengthening the revenue side.

Madam Speaker, a good budget is not only about how it collects revenue, it is also about where it chooses to invest. On that score, this budget is strategically ambitious. It commits Mauritius to a future-ready economy through seven pillars, and that vision is backed by numbers. Over the next financial year, 50,000 Mauritians will be trained or enabled in practical AI use. This is not a country waiting passively for the AI revolution. This is a country preparing its people to compete in it. And why is that so important?

Madam Speaker, because countries that will succeed in the next decade will not be those that merely consume advanced technologies. They will be those that spread new skills across the workforce, upgrade teaching, improve quality of public services, and raise productivity in firms and administration. This budget's AI architecture is therefore not a gadget project. It is an employability project, a competitiveness project, and a state modernisation project. It is about new skills, better jobs, stronger public services, and a Mauritius ready for the AI economy.

Madam Speaker, the healthcare package deserves particular support. Government is not merely spending more; it is spending with structure. It is recruiting staff, launching a visiting doctor scheme, investing Rs1.5 billion to modernise and expand health infrastructure, strengthening prevention, re-engineering diabetes treatment, and building new diagnostic and specialised treatment capacity. This House should recognise the significance of that choice. In a society facing demographic change and rising non-communicable diseases, a budget that strengthens healthcare capacity is not only compassionate, it is economically wise. A country that recruits more staff, upgrades laboratories and hospitals and builds a system around prevention and outcomes cannot be accused of indifference. It is investing in well-being, productivity, and national resilience.

Madam Speaker, same can be said of water security, food security, and energy security. The budget provides funds to assist some 11,000 households with water storage facilities and Rs6.4 billion over the next three years to strengthen catchment and delivery infrastructure. It launches the 25by35 Food Security Initiative, with the clear aim of producing of at least 25% of our food requirements by 2035, with less dependence on imported inputs. It pushes the energy transition forward through a 220-megawatt solar-plus-storage initiative, a stronger net metering and higher feed-in tariff, and rooftop solar grants up to Rs75,000 to a household.

Madam Speaker, while economic growth, fiscal consolidation, and social development remain key priorities of this budget, we must equally recognise that sustainable development cannot take place without law and order. No nation can prosper if its citizens do not feel safe in their homes, safe in their communities, and confident that the rule of law is being upheld.

As a responsible Member of Parliament of Constituency No. 6, I wish to draw the attention of this House to a growing concern expressed by many of my constituents. Over the past months, Constituency No. 6 has witnessed several criminal incidents, including reported cases of larceny and other offences which have caused anxiety among residents and business operators. Many families, particularly the elderly, have been voicing concerns for more than 10 years regarding illicit related activities and other forms of delinquency which threaten the peace and harmony that have long characterised our region.

Madam Speaker, the challenge before us is not merely one of policing. It is a challenge of protecting our social fabric. In the specific context of Constituency No. 6, I strongly advocate for the strengthening of police capabilities at Goodlands Police Station, Grand

Gaube Police Station and Grand Baie Police Station, among others. These police stations serve rapidly growing residential areas, commercial centres and major tourism zone which attract thousands of visitors daily. The complexity of modern criminal activities requires, not only additional manpower, but also specialised capabilities. The northern region is one of the country's principal tourism hubs and economic engines. Grand Baie alone contributes significantly to national economic activity through tourism, hospitality, retail trade and investment.

Madam Speaker, a caring government is not only one that builds schools, hospitals and houses. A caring government is also one that protects its citizens from criminality, violence and illicit activities. The principles of social justice and economic efficiency, which underpin this budget, cannot be achieved without public security. When a young person is protected from the scourge of drug, that is social justice. When a family can sleep peacefully in its home without fear, that is called social justice. When businesses can operate in a secure environment and create jobs with confidence, that is economic efficiency. When our communities remain safe and united, that is responsible governance.

Madam Speaker, another proposal I have is that I urge all colleague Ministers to use innovative ways of doing projects, for example, to use the PPP Act, Public-Private Partnership, to use Build-Operate-Transfer (BOT), to streamline processes that are causing hurdles to private sectors or the development of the country. We should make sure that these processes are, of course, transparent, legal, but be made in a faster way. Be it any permit, especially work and occupational permits, because companies are suffering right now. BOT will help Ministries which are having difficulties in allocation of budget where project can be financed, of course, repayment method should be agreed between both parties, be it any project, like medical warehouse, roads, building new schools, etc.

Madam Speaker, we should recognise that during the tenure of the Labour Party Government between 2005 and 2014, there have had projects which were earmarked in that direction. I will urge colleague Ministers to consider these kinds of strategies rather than fully be dependent in allocation of this budget. We should create, we should innovate and we should progress together.

Madam Speaker, investing in youth and shaping the citizens of tomorrow – the strength of a nation lies in the opportunities it creates for its young people. As rightly stated, a nation

cannot be transformed unless its youth is transformed. It is with this conviction that Government has entrusted the Ministry of Youth and Sports with the responsibility of empowering our young generation and creating pathways for their development.

Madam Speaker, youth empowerment remains one of the key priorities of the Government. This Government firmly believes that policies affecting young people should be developed with youth, not merely for youth. Our young people are not only beneficiaries of development, they are partners in building a stronger, more inclusive and a more resilient Mauritius.

Madam Speaker, while I support the Budget as a whole, I would respectfully not agree to the proposed annual fee on owners of vehicles with old or personalised registration marks. In many instances, citizens have already paid a significant premium to acquire these registration marks. The ownership right was obtained through a one-off payment, and many vehicle owners considered that payment as a final consideration. Introducing an annual levy may, therefore, create the perception of double charging for a benefit that has already been purchased. My concern is not to rational pricing *per se*, but to the shift from a one-off premium concept to recurring annual levy.

Madam Speaker, when one examines the budget as a whole, one sees a government that has chosen responsibility over populism, reform over complacency, and long-term national interest over short-term political convenience. Madam Speaker, so let us be clear in this House, the question is not whether the budget contains difficult choices. It does. The question is whether those choices are more responsible, more credible and more hopeful. On the evidence before us, the answer is yes. This is not a budget for applause today and regret tomorrow. It is a budget for stability now and opportunity ahead. It repairs the public finances, it protects our society, and it prepares Mauritius for the future.

So, yes, Madam Speaker, this House should approve this Budget. We should approve it because it is serious. We should approve it because it is measurable. We should approve it because it protects those who need protection while preparing the country for what comes next. And we should approve it because taken as a whole, it is one of the clearest recent expressions of what a modern Mauritian budget should be: responsible in its finances, caring in its priorities, future-ready in its investment, and just in its social purpose.

I urge every hon. Member of this House, on this side and the other, to judge it, not on rhetoric, but on the rigour of what it actually contains. I support this Budget without reservation.

Thank you, Madam Speaker.

Madam Speaker: Thank you for respecting the time.

Dr. Prayag!

(7.02 p.m.)

Dr. S. Prayag (First Member for Piton & Rivière du Rempart): Madam Speaker, I wish to thank you for giving me the opportunity to address this august Assembly on the 2026-2027 Budget debates.

We must understand that last year's budget was fundamentally about laying the foundations for the reconstruction of our country. It was about confronting difficult realities, initiating structural corrections, and taking courageous decisions which our predecessors may have preferred to postpone. To be true, they, unfortunately, did, on several occasions, as mentioned by many of my fellow hon. Members of this House.

Foundations had to be laid before any meaningful rebuilding could begin. While many Mauritians have indeed felt the sacrifices associated with that very first phase, I believe that this budget represents the continuation of that rebuilding process. This budget demonstrates clearly that Government is now positioning Mauritius towards greater investment, economic modernisation, stronger connectivity, innovation, employment creation, and renewed national confidence. The harvest may still take time.

Madame la présidente, je demeure convaincu qu'à la fin de ce mandat, le pays commencera véritablement à récolter et capitaliser sur les réformes, les investissements et les orientations stratégiques mises en place depuis le premier budget de ce gouvernement. Cette transformation économique, malheureusement, ne peut se faire en une seule journée. Le progrès durable exige de la stabilité, de la persévérance, une vision à long terme et surtout le courage de prendre des décisions responsables dans l'intérêt futur du pays.

Madam Speaker, one of the strongest pillars of this budget is undoubtedly the importance being given to small and medium enterprises. As we all know that SMEs are the backbone of the modern economies. By supporting SMEs, Government not only supports business, it supports entrepreneurship, employment, innovation, income generation and economic circulation within communities. It is a fact that when the SMEs grow, local businesses grow, purchasing power improves, employment opportunities increase and the economy becomes more dynamic and resilient.

Madam Speaker, similarly through the implementation of the Special Economic Zone (SEZ) at Côte-d'Or, Government is clearly demonstrating its ambition to reposition Mauritius competitively on the international market. This project carries enormous potential. It aims at increasing exports, attracting foreign investors, promoting innovation, creating jobs and opening new opportunities for Mauritian businesses. *Et surtout, cela nous permet progressivement de retourner vers une économie davantage tournée vers la production, la compétitivité et l'exportation.* I personally congratulate the hon. Prime Minister and Minister of Finance for this vision.

Madam Speaker, the creation of the new M4 motorway connecting Forbach to the airport will also greatly contribute towards economic facilitation and national connectivity. I am surprised how the Whip of the Opposition says that it is a waste of money. Improved road infrastructure is not merely about transport. It directly impacts business activities, logistics, emergency services, tourism, investment and regional development. This reminds me very much of the Terre Rouge-Verdun Link Road, a project that was heavily criticised by the previous regime and by many detractors at that time. Yet, today, it has become a true gem for commuters and for national connectivity. *Un véritable bijou façonné par le Parti travailliste.*

Madam Speaker, on a further note, I wish to commend Government for finally giving greater recognition to artists and cultural workers. Amending current legislation to better recognise artists as cultural workers is truly a game changer. Artists contribute enormously towards national identity, culture, creativity, tourism and social cohesion.

Yet, very often, they remain insufficiently recognised and under-promoted. I personally know a local Mauritian singer who is also a secondary school teacher who recently released a song titled 'World Cup Fever' during this actual World Cup period of 2026. What impressed me most is that this Mauritian artist released the song in four mixed languages: English,

French, Hindi and Spanish. *Et pourtant, je regrette sincèrement que ce type de talent mauricien ne bénéficie pas toujours de la visibilité et de la promotion qu'il mérite.*

Madam Speaker: Dites-nous son nom ?

Dr. Prayag: Je vais vous le dire après, madame. Il s'appelle Gokulock.

Madam Speaker: Oui, c'est ça. On aime sa musique.

Dr. Prayag: *Je vais partager la musique avec vous.* This is precisely why the creation of the artistic and cultural hub can become a major turning point for our local artists.

Madam Speaker, I also welcome the creation of the national food reserve storage facility. After witnessing the instability caused globally by conflicts and wars, particularly recently in the Middle East, it is clear that food security is no longer optional. Food insecurity can rapidly become a national vulnerability.

Et cela démontre encore une fois qu'un gouvernement responsable doit être capable d'anticiper les crises futures. Comme on le dit souvent très bien, gouverner, c'est prévoir. Et je reste confiant que l'Alliance du Changement reste très vigilante et anticipative dans ses processus de décision.

Madam Speaker, I also warmly welcome the increase of the CEB feeding tariff payable to households exporting electricity to the grid by 15%. The previous tariff of Rs4.20 cents per unit was honestly too low for many households investing in renewable energy systems. This increase now sends a more encouraging signal to citizens investing in solar energy and sustainability. This is already a very positive step in an inclusive energy transition.

Another interesting measure announced by the honourable Minister of Finance concerns the possibility for foreign graduates to remain in Mauritius and contribute to the national development through post-study work visas. This is a very pragmatic and intelligent strategy. Mauritius is currently facing labour shortages and skill gaps in several sectors. Allowing qualified graduates already trained locally to remain and contribute strengthens our labour force, reduces dependency pressures, limits unnecessary currency outflow and contributes directly to the economic productivity.

Madam Speaker, the anticipative approach adopted regarding medical training and health care workforce development goes in line with this proposal. The training of 26 plus 30 medical practitioners, 62 medical technologists, 154 specialised nurses demonstrates once again that Government is trying to anticipate future health care needs that were again,

unfortunately, not adequately addressed by our predecessors. As a medical doctor, one of the aspects of this budget that particularly caught my attention is the importance being given to health care. The plan recruitment of 2,220 workers in the health care sector demonstrates clearly how much this Government wishes to invest in the health and well-being of our population. Again, *bravo* for this generous initiative. *Et encore une fois, Madame la présidente, gouverner, c'est prévoir.*

Madam Speaker, I also wish to sincerely congratulate the hon. Prime Minister and Minister of Finance for the implementation of an interventional neuroradiology service for acute stroke and aneurysm management. This is an extremely important medical advancement for Mauritius. As a doctor myself, I have, unfortunately, witnessed Mauritian patients suffering severe complications and even death, latest being in my constituency because of delayed access to specialised treatment despite being offered treatment abroad in India. The development of such highly specialised services locally can save lives, time, cost and finally the tremendous suffering for these families.

Madam Speaker, I happily welcome the extension of the threshold exemption for first-time buyers concerning bare land, apartments and houses under registration duty provisions. *Et je remercie particulièrement le Grand Argentier pour l'extension de ce bénéfice aux acheteurs des terres agricoles.*

This measure opens again opportunities for new entrepreneur, agricultural development, investment, broader economic participation. *Et nous sommes, ici, en train de démocratiser davantage l'accès aux opportunités économiques et à la propriété.* I am convinced that this measure will positively stimulate economic activity.

I particularly welcome the introduction of the retirement savings bond aimed at preserving the dignity and purchasing power of our elderly citizens – so rightly explained – in the context of negative real interest rates. These measures will also encourage healthier and more stable income mechanisms for many elderly citizens. *Cependant, je souhaiterais humblement suggérer que les bénéfices liés à ce mécanisme puissent être accessibles sur une base mensuelle plutôt qu'annuelle.*

Madam Speaker, I also strongly welcome the reintroduction of the National Initiative for Civic Education (NICE) Programme by the hon. Prime Minister. This programme can play an important role in preventing many young people from becoming prey to the scourges

of drugs and delinquency. Civic education, values, discipline and awareness remain essential tools in protecting our youth.

Madam Speaker, I also wish that during the Government Comprehensive Public Asset Upgrade Programme, announced by the hon. Prime Minister, to modernise courts and other facilities, consideration be given to assessing the feasibility of relocating the District Court of Rivière du Rempart back to the district of Rivière du Rempart from the district of Pamplemousses.

In fact, this matter has already been addressed to the hon. Attorney General and I hope that consideration will be given soon. This would greatly facilitate access to justice for many inhabitants of the region. Madam Speaker, as I pointed out previously during my intervention in this august Assembly on the NADC, the National Agency for Drug Control Bill, regarding the difficulties faced by drug victims in accessing rehabilitation centres, I also wish to congratulate the hon. Prime Minister for the decision to convert one wing of the old Flacq hospital into a rehabilitation centre.

This is a very meaningful and humane measure. Rehabilitation remains and must remain an essential pillar of any serious anti-drug strategy. While I will support the overall philosophy and direction of this budget, there are nevertheless certain implementation aspects which, in my humble opinion, may still require further clarification and reconsideration. One such example concerns the proposal regarding yearly payments linked to motor vehicle registration plates, as stated by my fellow hon. Members today. I must respectfully state that I fail to understand the rationale behind such a measure and especially considering that many citizens acquired and retained specific registration numbers through what was historically understood as a one-off payment, often for sentimental or personal reason.

Je crois sincèrement que certaines mesures administratives doivent toujours être évaluées à la lumière des réalités et des perceptions de la population et si toutefois cette mesure devrait être maintenue, je souhaiterais humblement demander à l'honorable ministre du Transport que celle-ci s'applique uniquement aux nouvelles plaques d'immatriculation et non rétroactivement aux plaques déjà existantes.

Before concluding, I also wish to sincerely thank the hon. Prime Minister and Minister of Finance *pour avoir démontré beaucoup d'humanité, de sensibilité et d'écoute envers les préoccupations exprimées par une grande partie de la population concernant certaines mesures proposées dans le cadre de la réforme des pensions.* As the hon. Prime Minister

stated himself earlier today, after listening carefully to the options and concerns expressed by the population, it has been decided to freeze the proposed means-testing mechanism linked to the State Age Pension Reform.

This decision once again demonstrates that this Government remains attentive to the plea of the population and capable of reassessing certain measures while genuine social concerns are expressed. Listening to the population is not weakness, it is responsible leadership.

However, Madam Speaker, while recognising the undeniable issue of long-term sustainability of our pension scheme, I also wish to humbly appeal that the technicians and authorities working on these reforms continue approaching this matter with compassion, humanity and sensitivity towards the social realities faced daily by many Mauritians.

For many citizens, pensions are not merely financial mechanisms. They represent dignity, reassurance and social security after a lifetime of sacrifice and contributions to the country.

I remain confident that Government will continue listening carefully to the concerns of the population while pursuing necessary reforms responsibly.

Madam Speaker, this budget attempts something important: to rebuild responsibly while preparing Mauritius for the future. *Ce budget essaie de concilier responsabilité économique, justice sociale et préparation de l'avenir.* For these reasons, Madam Speaker, I support this budget.

Merci.

Madam Speaker: Thank you. Now we have hon. Apollon.

(7.18 p.m.)

Mr T. Apollon (Second Member for Mahebourg and Plaine Magnien): Madam Speaker, allow me to thank the hon. Prime Minister and Minister of Finance, the hon. Junior Minister, the staff and the advisors for the presentation of this budget and also, of course, for the suspension of the means test which was very stressful for us.

This budget is not merely a statement of revenues or expenditure. It is a statement of responsibility, courage, commitment to the future of our nation. From the last budget to the present exercise, many hon. Members of this Parliament, including myself, have faced numerous challenges in our constituency. Our citizens were anxious. Many expected

immediate results. Many questioned the reform that were being implemented. As responsible Members of this Government, we engage with our mandates, listen to their concern and explain the difficult reality that this Government inherited.

Faced with these realities, the government chose responsibility over popularity. The hon. Prime Minister, Minister of Finance understood that a sustainable progress could not be built on illusion. It took the difficult but necessary path of restoring confidence, rebuilding credibility with international institution and putting our public finance back on a sound footing.

This Government had the courage to break away from practices that were no longer sustainable and to embrace prudent and responsible economic management. Difficult decision has to be taken, Madam Speaker. Measures were introduced to contain economic pressure, fiscal discipline was strengthened, public expenditure was rationalised, reforms were initiated to restore economic stability and protect future generation from an unsustainable debt burden.

Behind every percentage point lies a stronger economy, greater investor confidence and a better future for our Mauritian family. As Winston Churchill once remarked, I quote –

“The price of greatness is responsibility.”

This Government has accepted that responsibility. Madam Speaker, economic recovery is not an overnight process. No nation emerges from deep structural challenge without sacrifice, patience and perseverance. I quote –

“Smooth sea does not make skilled sailors.”

The Mauritian people have always responded positively when they perceive fairness and sincerity in the action of their leaders. Today, once again, we are being called upon to place the national interest rather than the individual interest. All citizens should be able to make sacrifice for a better Mauritius. Talking about sacrifice, it is not merely the citizens who are being called upon to contribute. The hon. Prime Minister has set up the tone from the very top. Hon. Members of the Parliament, only one duty free during our mandate, pension not eligible after two mandates but 65 years old as all citizens, and no previous Government has had the courage to curb their own benefit. Thank you, hon. Prime Minister.

The emolument of President and Vice President of the Republic will become taxable. As we say, *l'exemple vient d'en haut*. Such measures reinforce the principle of accountability, transparency and social justice. Now, I will elaborate on some subjects in this budget.

Let us talk about sport. Madam Speaker, sports is becoming a must for our society. Ce n'est pas seulement pour garder la santé et la forme mais pour l'épanouissement de nos jeunes. Le sport est devenu un atout pour le combat contre la drogue. Donc, je salue ce budget qui donne encore plus de considération pour le sport. Je profite l'occasion pour remercier l'honorable ministre du Sport et son Junior Minister pour tous les efforts mis depuis les dernières élections. Le ministère doit maintenant assurer que le sport est accessible à tout le monde. Les infrastructures sportives ne doivent plus être à l'abandon et il faut rendre le sport de plus en plus free of charge.

Depuis notre arrivée au gouvernement, le ministère du Sport a rétabli plusieurs projets. Retour aux inter collèges. Bravo. Des compétitions dans les petits villages retirés, tel que *anou transform nou landrwa*. Participation plus fréquente dans les compétitions internationales. Rénovation de tous les sites sportifs qui ont été abandonnés par l'ancien régime. *Madam Speaker*, un terrain de foot coûtera moins cher qu'un centre de réhabilitation. Un complexe sportif est moins cher que de faire face à des problèmes sociaux conséquents, tel que la santé, la drogue, abus sur l'alcool.

Aujourd'hui, nous faisons face à ce fléau de drogue, surtout la drogue synthétique. Alors, que les professionnels, les ONG, les experts travaillent dur pour la solution, tel que la dépénalisation du cannabis, on a vu la volonté de ce gouvernement de mettre sur pied des consultations nationales avant de faire des propositions sérieuses. Le sport peut apporter son soutien à ce problème, *Madam Speaker*. Surtout, on doit encourager tous les Mauriciens à aimer le sport. *Avan ti gagne bate kan ou pa les aret fer sport. Zordi bizin force ban zen pu al fer sport*. Je fais un appel au ministre de rendre le sport plus professionnel, plus accessible pour continuer à produire des futurs champions national et international.

Bien sûr, *Madam Speaker*, étant le fils d'un pêcheur, je dois remercier le gouvernement pour tous les efforts pour redynamiser le secteur de pêche et investir dans le secteur *blue economy* que je suis persuadé, va aider la croissance. Les pêcheurs de Maurice ont beaucoup de facilités tel que le *bad weather allowance*, subside sur les matériels, *duty free* sur les moteurs, allocation pour les étudiants qui font partie d'une famille de pêcheur, *canotte scheme*.

Et là, je profite de l'occasion à mon collègue, l'honorable Ministre de la Pêche, je vais faire deux propositions pour ce secteur. Comme l'aquaculture est en train de développer ce qui est profitable pour notre économie, mais malheureusement, cela affecte le quotidien de nos pêcheurs artisanaux. Pourquoi ne pas demander aux compagnies de l'aquaculture de mettre en place *un Consolidated Social Fund*, environ 3% peut-être, de leur profit, comme *un annual dividend* pour les pêcheurs ? Comme on sait, les activités aquaculture occupent des kilomètres de mer et aussi dérangent un peu l'écosystème marin. Les pêcheurs sont pénalisés.

Madame la présidente, pour conclure, I wish to address the Mauritians, to all those who placed their trust in this Government in November 2024. I say, continue to believe in the direction we have chosen. The road of reform is not easy, but it is the road that leads to lasting prosperity. The difficulties that we face today will not be eternal. The sacrifices being made today are investment in a stronger, resilient Mauritius. Where there is courage, honesty, hard job, everything will be possible.

Chers collègues, troussons nos manches et mettons-nous au travail pour concrétiser les mesures du budget.

Je vous remercie, *Madame Speaker*.

Madam Speaker: Est-ce qu'on est d'accord pour lever la séance pour une heure temps ? Très bien.

At 7.27 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 8.35 p.m. with Madam Speaker in the Chair.

Madam Speaker: Please be seated!

Yes, hon. Minister!

The Minister of Information Technology, Communication and Innovation (Dr. A. Ramtohul): Madam Speaker, allow me to first congratulate the hon. Prime Minister for presenting a budget consisting of a bold and forward-looking roadmap for the future of Mauritius, and for also having listened to the demand of the people regarding the pension system and the means test model.

We are, Madam Speaker, living in a VUCA world: volatility, uncertainty, change and ambiguity form the order of the day. Within that context, this budget demonstrates leadership, vision, courage, responsibility, and most importantly, foresightedness. It is a budget that focuses on preparing our country for the future, that balances economic efficiency with social

justice, that protects the vulnerable while investing in growth. A budget that addresses today's challenges while preparing tomorrow's opportunities.

Most importantly, this budget places future generations at the centre of national policymaking. It is worth highlighting that strong performance of our digital economy did actually take place. Despite a challenging global environment, the ICT sector maintained a long-term growth strategy, expanding by 4.5% in 2025.

Maybe the Leader of the Opposition reads reports selectively or maybe he did not want to acknowledge the fact – that was reported by the Bank of Mauritius, Madam Speaker, – that investment reported by the Bank of Mauritius in ICT in 2025 was Rs849 million versus Rs163 million under the MSM government, just one year before we came into power.

In this budget, there are six key pillars that emerge prominently. It is the determination to build a Mauritius that is stronger, more resilient, more innovative, and better prepared for the profound transformations that are reshaping our world. Among these pillars, one stands out as perhaps the most transformative of all. It is the pillar dedicated to digitalisation and Artificial Intelligence. I am sure the Leader of the Opposition would be watching this intervention, having casted doubts in the minds of people with regard to Artificial Intelligence in the intervention this morning.

They are actually playing the same game that they played some time back. No wonder under the governance of the MSM regime, there was hardly any progress in the technology sphere. The laptops exploded! Not just that, Madam Speaker, this country, our youth, deserved so much better than just having a clown. We all know that we cannot put a crown on the head of a clown and expect him to be a king. That does not happen. This was the expectation back then, Madam Speaker.

There is a simple reason to the fact that digitalisation and AI took a major part in this budget. AI is not merely another technological innovation. AI is defining transformation in our era. It is a philosophy. It takes vision. It takes people to be able to foresee this. Most importantly, it takes leadership that has at heart the good of the country and the good of the people. It is changing the way economies function, the way governments operate, the way businesses compete, and the way people learn, work and communicate. Experts now compare the emergence of Artificial Intelligence to the Industrial Revolution, the invention of electricity and the arrival of the internet, which hit Mauritius around 95/96. AI's impact will be felt across every sector of the society.

The question, therefore, is no longer whether AI will transform Mauritius. The real question is whether Mauritius will be prepared for that transformation. This budget provides a clear answer, Madam Speaker. Yes, Mauritius is preparing already because this Government has chosen not to wait for the future. We have chosen to build it. Many countries are now only beginning conversations around AI, but Mauritius has already taken actions in that direction.

Over the past 18 months, my Ministry has worked systematically to build the foundations of a trusted, inclusive, and responsible AI ecosystem. It goes without saying that for us to be able to do effective AI, we need data, volume, variety, velocity, and data that is reliable. With the foundations left by the previous government, we had to re-look at everything, at the way data was created, collected, exchanged and shared. Now, we have been able to, Madam Speaker, re-solidify the foundations that were left.

On those foundations, we built the blueprint, which was not another document of the Government. It was a commitment that we took. A commitment to modernise public services, to strengthen digital infrastructure, to develop skills, to create an innovation-driven economy, and to prepare Mauritius for the opportunities and challenges of the digital age.

In 1.5 years, Madam Speaker, we can already point to tangible results, which the Leader of the Opposition could not see in the morning. He has a strong affinity with the movie *Sholay*. I think we will all agree that he plays the role of Gabbar Singh, just casting doubts in the minds of people! I would go further stating that it's not just Gabbar Singh; it is *Garbar* Singh! Because it is actually casting doubts in the minds of people, and that should not actually happen. Listening to the hon. Leader of the Opposition, it thrusts into prominence that neither he nor his MSM team believed in technology and technological development of our people, our youth, our entrepreneurs, and our technopreneurs.

There were two incubators 10 years back. 10 years later, only two incubators. Now, the Prime Minister has announced that we will be establishing further incubators as part of the Innovation Programme. Why do I say that they did not believe in tech? It did not take them a single second to sit back and think what would be the impact of cutting this country off the internet on 01 November 2024! They did it without no hesitation. That was, Madam Speaker, a very strong message to our youth that they were not taken care of and that they did not matter. We tell our youth that they matter.

This is why we have prepared a very interesting programme with regard to development. Talking about AI for AI, once again, the Leader of the Opposition did not understand the philosophy behind AI for AI. AI for AI stands for – I hope the hon. Leader of the Opposition is listening now – Artificial Intelligence for All Inclusive. We want to do it in an inclusive manner.

This is why we have prepared a training programme that I will be talking about shortly. Coming back to some of the achievements: we launched the MAUCORS Plus, which could actually collect more meaningful data of people who fell victim of cybercrime. I heard the Leader of the Opposition talking about cybersecurity and social media, stating that nothing was done. What did they do in 10 years? In one and a half years, we already established several pillars that are already helping to prepare or to make our cyberspace safer –

- MAUCORS Plus is a modern AI-enabled cybercrime reporting system.
- The introduction of online MVL, the road taxes that are paid by Mauritians. Today, we have an average of 9,000 transactions every month, and that is set to increase.
- The establishment of an inter-ministerial committee to oversee the implementation of the blueprint. The deployment of the national data strategy.
- The implementation of information security standards, ISO 27002.
- The launch of Korek Super App, which now is being used by more than 500,000 Mauritians in Mauritius today, and there will be more services that will be added to it.
- The implementation of child online protection initiatives.
- The establishment of the National AI Unit, which was a budget measure of the year 2025-2026.

I felt very sad hearing the Leader of the Opposition this morning saying that it was not established. It was very well established. It is operating under my Ministry. It is located at Ebène. I think I should invite the Leader of the Opposition for a visit at the AI Unit sometimes, so this can actually clear any doubts that he has in his mind.

The Budget 2026-2027, Madam Speaker, also provides a dedicated funding for the further operationalisation of the National AI Unit and this allocation will support the acquisition of specialised software, collaborative digital tools, office equipment, and other

essential resources that are necessary to implement the AI strategy and this investment will strengthen the unit's capacity to coordinate AI initiatives across Government. The Leader of the Opposition also raised certain concerns with regard to the regulation of AI. He wanted to see in the budget speech that there is a paragraph on the establishment of an AI Act for regulating AI. Maybe he skipped reading the fair guidelines that accompanied the AI strategy, and fair standing for fairness, accountability, inclusiveness, and integrity of algorithms.

And now, we do not only talk about the integrity of people as professionals, as operators in organisations or in the society, we also talk about the integrity of algorithms and this already forms part of the fair guidelines. These are principles-based. We want to let innovation take place in the country, we want innovation to breathe, because we believe in the ability and the capacity of our young brains in this country. We do not want to stifle innovation. Having a regulation like the EU AI Act at the moment in this country, with that we run the risk of stifling innovation. We want to let our youth try and test their creative genius because there is a lot of it.

Certainly, a claim that has not so far been substantiated by empirical evidence, Madam Speaker, is when the mobile phone hit our markets – 95, 96, or maybe a few years earlier than that – people thought back then that using a mobile phone could actually cause cancer to them but look at the world today. I think some of us here probably and people outside are carrying more than one mobile phones for their business purposes or even social purposes, and this is how AI has already integrated our lives and there they stand. There they stand talking about AI being dangerous. Yes, it has its risks but everything has a risk, and we will manage that risk. We will manage those risks using technological methods and using legislative statements and we refuse the status quo.

We do not want to be clamped down by thoughts that were actually projected this morning by the Leader of the Opposition and the change that we want to bring goes through AI. It will play a determining role in what this Government wants to achieve and what the expectations of the people of this country are. Certainly, at some point, we will have to legislate and the Act that will come into play will address critical issues such as accountability, transparency, explainability, human oversight, data governance, data bias, and mitigation of those elements.

There was this case, Madam Speaker, in the US where a lady driver was in an autonomous vehicle. The car hit a person and there was a fatality and the lady was ultimately

convicted. So, the question there was, who carries the accountability of that fault in the machine? Was it the operator? But it is autonomous, there is no operator. Was it the manufacturer? Was it the Government that allowed the use of that vehicle? So, these are grey areas that need to be addressed, and we will address that at the right moment in time. We will not jump the gun. We will do things at the right time in a chronological order. There are also other challenges like weaponisation of AI. There can be false positives and false negatives when AI is being used in several areas, most importantly in the health sector. So yes, they need to be addressed and they will be addressed.

Madam Speaker, allow me to dwell very quickly into the National AI Strategy because it represents one of the most important policy initiatives ever undertaken by our Ministry. First of all, the way we prepared the blueprint for the ICT sector. There was, by the previous Government, a budget earmarked for this between Rs12 to Rs18 million and the Ministry of IT, the team there, they decided for themselves – and I encouraged this – that they could prepare this strategy themselves. And we did the same thing for the AI strategy in as much as there were funds that were earmarked for preparing the AI strategy, we saved those funds.

So, the Leader of the Opposition mentioned Rs25 million. Yes, it was there. It was not used because the people in my Ministry worked together to prepare the AI strategy which would have otherwise created a charge that would have consumed out of these Rs25 million. So, the work was done and we did not do it the MSM way, we did it the *L'Alliance du Changement* way. We did it our way, because we believe in our people and we believe they could do the work, and they did the work very well.

Madam Speaker, a key significant measure announced in the budget relates to international digital connectivity. Every AI application, every cloud service, every digital transaction, and every data exchange sits on our submarine cables when it comes to international transactions. The SAFE cable is coming to end-of-life next year and the announcement made by the Prime Minister with regard to the Google's America India Connect initiative, Mauritius will play a very important role in there and this actually gives effect to the idea of Mauritius playing a corridor role between Asia and Africa. Without connectivity, we cannot do nothing. We need to have that connectivity and we thank the hon. Prime Minister for this initiative.

The new international connectivity arrangements, Madam Speaker, will strengthen our links with India, South Africa, and Singapore, while providing additional resilience to our

submarine cable infrastructure. In practical terms, it means greater redundancy, attractiveness, and confidence for companies seeking to invest in our country. Little knowledge is dangerous, Madam Speaker, and when I heard the Leader of the Opposition talk about the cooling requirements, telling the Minister of Energy, asking him where we will get the water from but it is a closed-loop cooling facility. It is the same water that will go through the cycle, it will cool down again to come back to cool down the servers. Why do we need additional water? This is why I say that little knowledge is dangerous. Maybe he should not have dwelt into this debate. When you do not know, you do not talk.

Now, the cloud computing facilities. We have been having cloud computing for years and it seems like in the understanding of the Leader of the Opposition, we are now going to implement cloud computing. The previous IT Minister even asked, everybody is talking about cloud, but nobody thought about what will happen the day it rains. We are opening the country to foreign investors for them to come in and to establish data centres to operate in Mauritius. Yes, we have an energy crisis. In the able hands of the Minister for Energy, we are able to plan ahead and one of the conditions that will accompany those data centres will be the fact that the data centres need to be green data centres with their own batteries that would be their primary source of power, while the secondary source of power will be the Central Electricity Board, and this actually allows us to be even a greener country on the global digital map. Plus, we will also be able to have better data sovereignty and data residency.

Our ambition, Madam Speaker, is clear. Mauritius must become the trusted digital gateway of the Indian Ocean region and we have also established the vision of making our country the AI leader in the region. Our strategic location, political stability, strong institutions, and commitment to responsible AI place us in a unique position to seize this opportunity, and we have lost ten beautiful years in the hands of an incompetent leadership. We have lost ten beautiful years in the hands of an incompetent leadership. We lost several ranks in terms of our classification, even on the African continent, with regard to digitalisation.

AI gives us this next opportunity, and we should not, at no cost, miss that opportunity. This is why I was really very pleased and glad to see the focus that has been laid on the budget with regard to AI and digitalisation. This Budget recognises that countries that will succeed in the AI era will not necessarily be those with the largest economies; even SIDS, Small Island Developing States, can.

We actually need to focus on our people. This is why we welcome the decision of the Prime Minister for investing in our human capital right from the beginning. The term used by the Prime Minister, AI-native Mauritians, aligns with the fact that 12,000 Grade 9 students will receive access to AI learning tools. Those people, we are making them ready for the jobs of tomorrow. Yes, jobs are being replaced. Yes, jobs will be replaced. There is no second way about it, jobs will be replaced. But people who are not using AI, today, will be overtaken by other people, so will companies and so will countries. Jobs will actually transform. Jobs like data architects, data engineers, data modellers, AI algorithm verifiers, these jobs are now coming into existence. The AI-native nation that we are creating will actually be working in those roles.

Digital transformation, Madam Speaker, is not only about delivering better services to citizens. It is also about empowering public officers with modern tools that enable greater collaboration, productivity and efficiency. We acknowledge that the current email system does have challenges. This is why we are reviewing that model. When we review, we will also innovate. We are also bringing elements of artificial intelligence in there.

We cannot digest the fact that, today, government officials do not have an official video conferencing solution. If we look at how many public officials travel on the roads, on a daily basis, to go for meetings, and we talk about productivity, these actually do not align at all. Therefore, it is necessary to enable them with an online platform which they can use for their video conferencing and for their meetings. You look for someone on the phone, the person is not available, so you have to wait for hours till the person comes back. In the new system, we are including an instant messaging system so that public officials can instantly message their counterparts for files to move through the systems quickly. We are also establishing, as we say, an intranet which will give them an indication of the number of files that are awaiting their actions.

For far too long, conversations have remained in the air with regard to digitalisation of files that move across Ministries. With the Electronic Document Management System, that will become a reality. There are a few sites where they have been implemented already. We are now going to integrate them, and that will form part of the intranet that we are looking at establishing. So, there will be a total of 50,000 Mauritians that will be trained on AI, and we welcome this measure very well.

Going forward, Madam Speaker, with regard to our entrepreneurs, the market is not just Mauritius. They do have actually challenges today. They have challenges with regard to the mentorship, support that they receive and also, access to the market. The African Continental Free Trade Agreement (AfCFTA), under which there is this digital protocol, now also allows the movement of data. Over and above the movement of people, capital, goods and services, now there can also be the movement of data, which means that for our entrepreneurs, for our technopreneurs, they are not limited only to Mauritius. There are agreements, arrangements, that can get them to cross the shore and to reach out to the African continent.

Another major initiative is the 'Champion of AI' Programme. If we do not have this championship, we will keep on only talking about AI and things will not happen. As we said, we do not want to get into analysis paralysis. We want to act, and these 'champions' will play the role of key actors within their respective Ministries.

Today, we have a set of e-services that have been deployed. We have the e-health service, managed by the hon. Minister Bachoo. We also have the services under the NLTA, managed by hon. Minister Osman Mahomed. So, there are more and more services that will be added but the current scheme of duty, Madam Speaker, only caters for 9 to 4. Those services, they run 24/7. So, we are very glad to see the approval of this project that we proposed, to have 24/7 support for digital services, which implies that as people face challenges using the online services, they will be able to call centres for having support at any time round the clock.

Those services will also be complemented by the Digital Interactive Virtual Assistant, short of which is DIVA. So, DIVA is well set to be the AI partner of every Mauritian. When you invoke the Super App KOREK on your phone, you will see DIVA as well in there, ready to provide you with services. DIVA does not take sick leaves. DIVA does not take coffee breaks. DIVA is always available. So, in the next fiscal year, Madam Speaker, DIVA is becoming a reality, and will start with the intranet system.

The establishment of the cyber forensic laboratory will go a long way in helping the CERT-MU and also, the police.

Madam Speaker: DIVA is your best friend, right? Is that what I understand?

Dr. Ramtohul: DIVA is my AI partner. DIVA will be the AI partner of every inhabitant of our Republic.

Madam Speaker: Yes, I was teasing.

Dr. Ramtohul: I think the Leader of the Opposition will be happy to use DIVA as well, and I will tell you why. That is because on the e-Parliament solution, there will be this chatbot, and the chatbot will be empowered by DIVA. So, he can just sit and ask DIVA questions around the debate that we are having today. Every time DIVA has been mentioned, it will appear. They will not have to go through the different sessions, the dates, the years on which those debates took place. That will enhance the productivity of government officials who are involved in preparing responses to PQs.

(Interruptions)

Sorry?

(Interruptions)

I will not steal the thunder of the Speaker.

Madam Speaker: No. We will do the needful.

Dr. Ramtohul: Exactly. Yes.

Madam Speaker: No, but we are talking. We are talking.

Dr. Ramtohul: Right. So, going forward, Madam Speaker, there is this concept of 'Tell Us Only Once'. Our people get frustrated when they go to government counters, and people at those government counters ask them for documents which are already in possession of the Government. Therefore, we have created this central population database, and there will be extension to it so that data can actually be accessed across different government departments, so we avoid asking people for documents that they have submitted already.

The Special Economic Zone is yet another major measure that deserves particular attention. At a time when countries across the world are competing to attract investors in AI, cloud computing and data centres, the SEZ will be able to contribute to our GDP. This is how we see it. We can have AI development workloads exported to Mauritius, and our youth will

be able to have jobs to create AI programmes and to write those AI programmes for the rest of the world. Even if we are small, our ambitions are big. Potential is there. It is a matter of composing them together under the right leadership, Madam Speaker. We see that happening by way of this Budget as well.

Yet another measure, Madam Speaker, which relates to the taxation of ICT services. So, here again, for a very long time, we have a lot of international operators in the field of digital who are present on our market, who are operating on our market, but they are not officially here. All the payments that they are receiving out of Mauritians' pockets are not being taxed. But this Budget now caters for that taxation and it will contribute to the bottom line of our country.

We also opened the low-earth orbit satellite technologies to provide additional redundancy to operators and that will attract further interest in using Mauritius as a land for investment.

Madam Speaker, our youth will not be asking what we did for them one day when we are not here anymore. They will be seeing the changes, the developments that we have brought.

The question of when did the AI revolution begin? Was Mauritius prepared? Were we bold enough to anticipate the change? Were we visionary enough to invest in our people? Were we responsible enough to build trust and safeguards?

The answers to these questions are provided by the budget. Yes, Mauritius is preparing, Mauritius is investing, and Mauritius is innovating. As Minister responsible for Information Technology, Communication and Innovation, I am particularly proud that AI and digital transformation represent one of the central pillars of this budget and of our economic strategy that builds the future.

The future, Madam Speaker, as read by the President of the Republic, is the bridge that we are building. We have already started building the bridge. So, this budget is about preparing Mauritius for tomorrow while addressing the needs and challenges of today. It lays the foundation for a future-ready nation by embracing digital transformation, AI and greater efficiency across this budget seeks to create new opportunities for future generations. At the same time, it remains firmly anchored in the principles of social justice. While we are using AI, we need to respect the constitutional provisions, the fundamental rights of our people,

whether it is the freedom of expression, the right to fair trial, because if decisions are automated, we need to have human in the loop.

Madam Speaker: Exactly.

Dr. Ramtohul: That is critical. This is what the regulation we will be bringing will include. Again, I hope that the Leader of the Opposition is listening to me.

Ms Anquetil: Il dort.

Dr. Ramtohul: Il dort.

Madam Speaker : Mais il peut écouter de loin.

Dr. Ramtohul: Madam Speaker, as I was saying, at the same time, this budget remains firmly anchored in the principles of social justice, ensuring that progress is inclusive and that no one is left behind as Mauritius advances towards becoming an AI native and knowledge-driven economy.

May the projects under this budget help our fellow Mauritians benefit better from what the digital revolution has to offer. As Minister for IT, I will see to it that this happens.

Thank you, Madam Speaker.

Madam Speaker: You did very well, in terms of time as well.

(9.07 p.m.)

Mr A. Ramdass (Third Member for Vieux Grand Port and Rose Belle): Merci, Madame la présidente. Madame la présidente, d'abord, permettez-moi de saluer et féliciter l'honorable Premier ministre et ministre des Finances, ainsi que le ministre délégué aux Finances, l'honorable Damry, pour la préparation ainsi que la présentation de ce document qui est le discours budget, le document constituant *l'Appropriation Bill 2026-2027*.

Je ne peux m'empêcher de constater, Madame la présidente, qu'il n'est que 21h07 et bien que nous soyons, de ce côté de la Chambre, tous ici présents au sein de l'hémicycle à faire le travail pour lequel nous sommes payés des deniers publics, de l'autre côté, les bancs de l'opposition sont complètement vides. Mais le peuple comprendra qu'il fait froid et que les membres de l'opposition sont probablement tous chez eux à bien au chaud sous la couette.

Madam Speaker, this time, last year, the hon. Prime Minister committed to guiding our republic on a path from abyss to prosperity. Today, a year later, the outcome of those measures implemented have already borne some promising results. These results, Madam

Speaker, include a decline in the rate of unemployment, a decrease in the inflation rate, and an increase in the GDP across most sectors in Mauritius.

Madame la présidente, l'année dernière, lors de mon intervention durant les débats budgétaires, j'avais mis l'emphase sur le fait que le changement ne se réalise pas en un jour. Le changement ne se réalise pas du jour au lendemain. Rome n'a pas été construite en un jour. Et je constate aujourd'hui que cette vérité, Madame la présidente, demeure plus pertinente que jamais. Parce que gouverner, Madame la présidente, ne consiste pas à distribuer des illusions.

Gouverner, ce n'est pas faire des promesses ce que l'on sait ne jamais pouvoir tenir. Gouverner, ce n'est pas repousser les problèmes réels jusqu'à ce qu'ils explosent entre les mains de nos enfants, nos enfants qui eux n'auront pas demandé cela. Gouverner, c'est en fait, Madame la présidente, regarder la réalité en face. Même lorsque cette réalité peut être inconfortable. Même lorsque cette réalité, même lorsque certaines décisions sont politiquement coûteuses, Madame la présidente. Et c'est précisément ce que l'honorable Premier ministre et ministre des Finances a essayé de faire par le truchement de ce budget.

Madame la présidente, parlant de la réforme de la pension dans le cadre du budget 2026-2027, les réformes engagées en matière de la pension doivent être comprises non pas de manière isolée, mais à la lumière des transformations profondes qu'a connues notre société. Nous faisons face, aujourd'hui, malheureusement, à une réalité démographique incontournable. L'allongement de l'espérance de vie, l'évolution de la structure de notre population et la diminution progressive du ratio entre actifs et retraités. Et ces facteurs, Madame la présidente, exercent regrettamment une pression énorme, une pression croissante sur notre système de protection sociale et en particulier sur la soutenabilité de notre régime de pension.

Donc, le choix qui s'impose à nous aujourd'hui, Madame la présidente, n'est pas donc entre générosité et rigueur, mais entre réforme responsable aujourd'hui et déséquilibre de demain. Et c'est dans ce contexte justement que s'inscrivait la démarche initiale du gouvernement de l'honorable Premier ministre d'assurer la pérennité du système de la nouvelle *State Age Pension* (SAP). Mais, Madame la présidente, gouverner, c'est aussi savoir écouter. Et l'opposition nous accuse souvent de rigidité.

Mais l'annonce faite en toute humilité par l'honorable Premier ministre ce matin démontre exactement le contraire. En décidant, Madame la présidente, de geler l'application

de ce *means test*, le Premier ministre a démontré que lui et son gouvernement sont à l'écoute de ce peuple. Et face aux doutes légitimes, face aux appréhensions formulées par nos aînés, face aux craintes des syndicats durant ces deux derniers jours, l'honorable Premier ministre a fait preuve non pas d'arrogance comme son prédécesseur, mais d'humilité en favorisant le dialogue.

Ce gel du *means test* offre justement la clarté et la sérénité que la population réclamait. Il permet de maintenir le filet social tout en prenant le temps d'ajuster les mécanismes de transition de manière juste et inclusive. Et c'est cela justement, Madame la présidente, la marque de leadership de ce gouvernement, de ce Premier ministre, allier la vision macroéconomique et la sensibilité humaine. Cette décision, Madame la présidente, préserve le cœur de notre État-providence tout en maintenant le cap sur nos ambitions futures.

Madame la présidente, quant à l'équilibre social de ce budget, ceux qui prétendaient que ce budget ne parlait que de sacrifices ont désormais plus d'arguments. C'est probablement la raison pour laquelle les membres de l'opposition ont tous disparu.

Ce budget, Madame la présidente, est profondément social. Pendant que certains s'enferment uniquement dans la polémique, moi, je regarde l'ensemble du tableau. Je regarde les investissements massifs dans l'éducation. Je regarde l'approfondissement des pouvoirs et des droits accordés aux femmes de ce pays, de cette République, Madame la présidente. Je regarde la construction des logements sociaux pour les familles à revenus faibles et moyens. Je regarde l'augmentation du seuil du *Social Register of Mauritius*. Je regarde les 2 220 recrutements dans le secteur de la santé. Je regarde les investissements sans précédent dans la lutte implacable de ce gouvernement, la lutte engagée par ce gouvernement contre la drogue. Je regarde les milliards de roupies investis dans notre sécurité alimentaire, l'eau et l'énergie. Voilà la réalité, Madame la présidente, de ce budget. Un budget qui protège, un budget qui réforme et surtout un budget qui prépare l'avenir.

Quant à l'exemplarité des élus, Madame la présidente, permettez-moi également de souligner une mesure qui témoigne de la volonté de ce gouvernement, de la volonté des membres de l'Assemblée de ce côté de la Chambre de montrer l'exemple.

Beaucoup a été dit ces derniers jours, ces dernières semaines, Madame la présidente, sur les sacrifices demandés de la population. La crédibilité d'un gouvernement, Madame la présidente, ne se mesure pas uniquement par l'effort qu'il demande à ses citoyens de faire,

mais aussi et surtout par les sacrifices qu'il est prêt à s'imposer lui-même. L'effort ne peut pas être à sens unique.

Il ne peut y avoir une règle pour le citoyen ordinaire et une autre règle pour les élus. C'est la raison pour laquelle, Madame la présidente, je salue les mesures touchant directement les privilèges des parlementaires. Aujourd'hui, les députés eux-mêmes sont appelés à participer à cet effort national.

Madame la présidente, la limitation du *duty free* à seulement une voiture par mandat en est un signal clair. Je dois avouer, Madame la présidente, qu'à l'annonce de cette mesure, certains collègues, dont moi-même, ont commencé déjà à faire leurs calculs très rapidement. Peut-être même plus rapidement que les experts du ministère des Finances !

D'ailleurs, Madame la présidente, après la présentation de ce budget vendredi dernier par l'honorable Premier ministre, lorsque j'ai expliqué à mon entourage, à mes camarades, que même nos avantages en tant que parlementaires étaient revus à la baisse, ils m'ont répondu ceci : « Enfin, un budget où les députés lisent les mesures budgétaires avec autant d'inquiétude que le reste de la population ! »

Madame la présidente, je dois admettre qu'ils n'avaient pas complètement tort. Mais plus sérieusement, Madame la présidente, plus sérieusement, lorsque nous demandons au pays de faire preuve de responsabilité, nous devons être prêts à appliquer les mêmes principes nous-mêmes. *Because leadership, Madam Speaker, is leading by example. Leadership begins by example.*

Si nous demandons à la population de participer à un effort de redressement national aujourd'hui, il est normal que les élus soient en première ligne de cet effort. Et justement, Madame la présidente, quant à la pension ou quant au bénéfice de la pension à 65 ans au lieu de deux mandats, comme préconisé sous l'ancien système, dans ce contexte, Madame la présidente, je salue les changements fondamentaux apportés au régime des pensions des parlementaires.

Fixer l'éligibilité de la pension d'un député à l'âge de 65 ans, Madame la présidente, et non pas simplement à l'issue de deux mandats, comme ce fut le cas, comme ça a toujours été le cas, démontre en fait une volonté claire d'aligner la fonction publique sur les réalités économiques et démographiques du pays. Le message, Madame la présidente, est très simple et très clair. Il n'y a plus de deux catégories de Mauriciens, mais une seule. La catégorie des citoyens mauriciens, qu'ils soient députés ou ministres ou simples citoyens.

Dans un contexte économique aussi difficile que le présent, Madame la présidente, nous sommes bien disposés. Nous sommes bien disposés à faire des sacrifices en guise de solidarité, ne serait-ce que symbolique, avec la population. Mais, Madame la présidente, quand je regarde au paragraphe 329 du discours budget, il est clair que cette mesure, ces sacrifices – effectivement le paragraphe 329 – il est évident que ces sacrifices ne s'appliquent qu'aux *serving Members of the National Assembly*, comme nous l'a dit l'honorable Premier ministre lors de son discours budget.

Même l'annexe du budget en fait au paragraphe 27.16, (e)(2), ce paragraphe confirme que cela s'appliquera qu'aux membres ayant complété, *I quote* –

“At least two terms of office before November 2024 whose preserved pension rights have not yet become payable.”

Nombreux, Madame la présidente, sont les anciens ministres et députés de l'ancien régime du MSM ayant complété au moins deux mandats et qui touchent aujourd'hui une pension grâce à ce système, mais qui sont âgés de bien moins de 65 ans. En fait, l'honorable ministre du Travail, mon confrère l'honorable Uteem, en a fait état ce matin. Mais je me suis permis, Madame la présidente, de faire une petite recherche.

Permettez-moi de vous citer que quelques exemples, Madame la présidente.

Madam Speaker: Oh, la, la!

Mr Ramdass: Monsieur Yogida Sawmynaden, né en 1975, deux mandats, âgé de 52 ans seulement, touche une pension aujourd'hui, malgré ses frasques. Malgré toutes ses frasques ! Je ne connais pas le montant, malheureusement, mais c'est quelqu'un qui, à l'âge de 52 ans, né en 1975, touche une pension aujourd'hui.

Bobby Hurreeram, né en 1968, âgé de 58 ans seulement, deux mandats, touche aujourd'hui une pension.

Maneesh Gobin, né en 1975, 51 ans seulement, deux ou trois mandats, touche une pension aujourd'hui, à l'âge de 51 ans. Et cette pension, il la touche depuis un an et demi. Donc, à l'âge de 49 ans.

Soodesh Callichurn, né en 1978, 47 ans comme moi, Madame la présidente, malgré ses frasques, aujourd'hui, touche une pension en tant qu'ancien ministre à l'âge de 47 ans.

Monsieur Mahen Kumar Seeruttun, qui lui s'est permis d'aller à la radio vendredi afin de critiquer ce régime, afin de critiquer ce Premier ministre, afin de critiquer ce budget. Lui, né en 1964, 62 ans seulement, touche une pension.

Ravi Yerrigadoo, ancien *Attorney General*, né en 1975, 51 ans seulement, aujourd'hui, touche une pension ancienne en tant qu'ancien ministre, ancien *Attorney General*.

Et pas le moindre, l'ancien Premier ministre, Madame la présidente, Pravind Jugnauth, qui, n'ayant toujours pas atteint l'âge de 65 ans, aujourd'hui, touche une pension de Premier ministre.

Alors mon invitation solennelle, Madame la présidente, j'aimerais bien, de la manière la plus solennelle, inviter ces gens-là à montrer l'exemple, à indiquer le cap, comme j'ai toujours l'habitude de dire. Au lieu d'aller à la radio et de critiquer ce régime, au lieu d'aller à la radio et de critiquer ce budget, donnez l'exemple, prenez l'engagement solennel, public devant la population qu'ils renonceront à jouir de cette pension en tant qu'anciens ministres jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 65 ans comme nous tous, Madame la présidente !

Parce que, Madame la présidente, le *leadership* exige l'exemplarité. Le *leadership* exige aussi de renoncer à ses propres avantages lorsque l'intérêt supérieur de la nation l'exige. C'est ce que nous avons tous été appelés ici à faire et nous le faisons. Nous le faisons, Madame la présidente, avec gaieté de cœur.

Permettez-moi de vous dire, Madame la présidente, que nombreux sont les députés parmi nous qui, demain, si nous ne sommes pas élus, le système, dans le pays dans lequel nous vivons, avec les persécutions que nous avons connues sous le MSM, des gens qui sont probablement hautement qualifiés, mais qui auront des difficultés à trouver de l'emploi sous un régime dirigé par le MSM, connaissant la persécution du MSM, même à travers les firmes privées, mais nous avons accepté de faire preuve de solidarité, Madame la présidente. Nous avons accepté de faire preuve de solidarité et de faire des sacrifices et c'est précisément ce qu'a fait ce gouvernement à travers, par le truchement de ces mesures budgétaires.

Madame la présidente, je ne parlerai pas plus que ça, mais en guise de conclusion, je dirai ceci. Ce budget 2026-2027 ne choisit pas la facilité des applaudissements éphémères, mais trace la voie de la responsabilité historique pour la postérité, pour nos petits-enfants, pour la future génération. Nous aurions pu, comme d'autres, Madame la présidente, qui l'ont fait avant nous, notamment le MSM, fermer les yeux, accumuler les dettes et léguer l'effondrement de notre modèle social aux générations futures.

Mais le Premier ministre, Madame la présidente, a choisi la voie courageuse, a choisi la voie de la sagesse, celle de réformer et réformer pour protéger. Le courage de s'autodiscipliner pour être crédible. Et en guise de conclusion, Madame la présidente, je citerai la formule – la dernière conclusion, justement –cette formule magistrale de l'homme d'État qui était Pierre Mendès France, qui disait ceci –

« Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix. Gouverner, c'est ne jamais plaire ou flatter. »

Ce budget consolide notre économie, fortifie notre tissu social et redéfinit l'éthique politique à Maurice et représente un budget de transformation, de justice et d'avenir. C'est précisément pour cette raison, Madame la présidente, que je soutiens ce projet de loi.

Merci.

Madam Speaker: Hon. Ramkalawon!

(9.24 p.m.)

Mr C. Ramkalawon (Third Member for Flacq & Bon Accueil): Madam Speaker and hon. Members of the House, it has been said that one should measure the success not by how many people serve the vision, but how well the vision serves the people. Weak leaders use people to build the personal monument, while great leaders use their platform to build up the people. It defines a vision not as a personal daydream, but as a public blueprint. The debate in this Chamber today is robust, as it should be in any vibrant democracy. And as we dissect the lines and argue the figures, we made sure that we did not lose sight of the people who sent us here.

Madam Speaker, today we rise above partisan division to deliver the stability, security, and prosperity our citizens deserve. Hon. Colleagues, the pages of the budget before you represent more than fiscal policy. They represent a promise – a promise that we can and we will build an economy that works for everyone; an economy where hard work is rewarded, where vulnerable citizens are protected, and where our businesses can go head-to-head with the best in the world.

As mentioned by our hon. Leader, the path of least resistance could have been chosen, but was not. Instead, the most challenging path of reform to build economy and society was chosen. With utmost honour and pride, I will start my speech today not only as a Member of this Assembly but as a representative of the vibrant and hard-working people of Constituency

9. This budget directly addresses the health, infrastructure and sporting aspirations of our youth, our families and our elders.

Madam Speaker, a well-connected region is an economically empowered region. For too long, the villagers in our corridor have faced logistical bottlenecks. Our hon. Leader has answered the call of Constituency No. 9 by allocating Rs 2 billion for the M4 motorway project.

This critical highway, connecting Forbach directly to the airport, will slice through our region, opening up unparalleled economic opportunities for our local villagers. It will cut down travel times, boost local commerce, and seamlessly integrate Flacq into the primary economic veins of our nation. I will further add saying that true national reconstruction is about converting past liabilities into future assets.

In our fight against the devastating drug scourge affecting families across the island, our hon. Leader has taken a compassionate, multi-pronged approach rooted in healing. For Constituency 9, this means a major healthcare milestone.

The budget officially funds the conversion of one entire wing of the old Flacq Hospital into a state-of-the-art rehabilitation centre. It will offer therapeutic support, cognitive behavioural therapy, family counselling, and life skills development. We are giving our youth a helping hand to escape the drug trap, bringing healing directly to the heart of Flacq.

Madam Speaker, sport underlies the unity, discipline and opportunity of our youth. We believe in investing heavily in the physical and civic development of the next generation. I am overjoyed to highlight two massive sporting development for our residents showcased in the 2026-2027 Budget.

First, the budget provides direct funding for the construction of a brand-new modern swimming pool right here in Flacq. Second, our historic Auguste Vollaire Stadium will undergo a comprehensive structural upgrade and renovation. These are not merely recreational facilities, Madam Speaker. These are regional hubs where our youth will train, build character, and prepare to compete on national and international stages.

Furthermore, the 2026-2027 Budget Speech marks a paradigm shift in the national strategy towards gender equality and women's empowerment. This budget integrates women's empowerment across multiple pillars of national development, including institutional governance, economic independence, legislative protection, health equity and familial structural reform.

A standout feature of the current administrative era highlighted in the budget is the mainstreaming of women into the highest echelon of public leadership. Political and institutional inclusion has moved past cosmetic representation. Women are actively holding foundational roles that shape the nation's judicial, economic and Local Government frameworks.

Madam Speaker, on this day, I say it with utmost pride that women serve in top constitutional and economic roles, including the Chief Justice, the hon. Deputy Prime Minister, the Speaker of the National Assembly and the Governor of the Bank of Mauritius. Even today we saw it that the hon. Leader of the Opposition feels protected, thanks to you. Leadership at the municipal level has seen a drastic expansion with women occupying 7 out of 10 Mayor and Deputy Mayor positions, notably including the Lord Mayoress and Deputy Lord Mayoress of Port Louis.

To institutionalise this leadership trend, the Government is introducing mandatory legislation ensuring a minimum of 25% female representation on the boards of all parastatal bodies. The budget establishes a top-down model for gender parity. As I stand in this House today, I would like to applaud all the strong ladies around us for their everyday commitment and endeavour. Let us just take one second to spell the word female, which starts with F-E, the scientific symbol of which is that of iron. You are the ironman. Yes!

True empowerment is impossible without financial self-reliance. The budget introduces robust policies to remove historic structural and financial barriers that have hindered female entrepreneurs and professionals. In a major legislative victory for marital financial autonomy, the budget amends existing property and banking laws so that women applying for loans will no longer require spousal consent.

This reform eradicates a patriarchal bottleneck, giving women direct, uninhibited access to credit markets to fund businesses, acquire assets, or pursue personal development. As a sociologist and strong, fervent admirer of feminist perspective, I am honoured to say that to actively foster female entrepreneurship, the budget deploys dedicated financial resources and intellectual frameworks. An allocation of Rs5 million is provided to establish a specialised incubator for women under the SME Scheme.

This ensures tailored mentoring, physical space and foundational toolkits for business scaling. The budget introduces progressive amendment to parental leave frameworks that position the country at the forefront of global workplace welfare. These measures recognise

the burden of unpaid care work disproportionately falls on women, often derailing their career trajectories.

Madam Speaker, no rock was left unturned with maternity leave, which has been dramatically extended to a total of 12 months. Under this framework, the first six months are fully compensated at full salary while the subsequent six months remain optional at half pay. This gives new mothers the job security and financial cushion needed to balance maternal care with professional ambitions.

To encourage shared parental responsibility and ease the domestic burden off on mothers, paternity leave is expanded from four to six weeks, an idea warmly welcomed by, as we call it in sociological term – by the new men.

Madam Speaker, speaking about the second pillar of the economy, the government positions the education sector as the primary vehicle for upward social mobility and breaking cyclical exclusion. Despite facing severe pressures of fiscal consolidation, the budget implements a significant financial injection into the academic ecosystem, expanding the combined budget for the Ministry of Education and the Ministry of Tertiary Education by Rs2.6 billion.

The State's educational philosophy for this fiscal cycle transitions away from traditional rote models towards an inclusive, future-ready framework centred on AI integration, practical vocational pathways and modernised tertiary systems. Over the coming years, all 8,000 secondary school teachers across the island will be trained and equipped with personalised AI teaching tools designed to optimise lesson preparation, classroom delivery, assessment generation and individual student feedback. Concurrently, 12,000 grade nine students will receive direct access to advanced AI-enabled learning tools.

Madam Speaker, coming to the SEN, the State generously catered for children with special needs. The SEN sector receives a dedicated budget expansion climbing from Rs562 million to Rs619 million with key structural intervention including –

- the creation of a specialised early intervention unit in primary schools for children aged three and five;
- directly recruiting occupational therapists, speech therapists and physiotherapists to be permanently posted within SEN institutions;

- implementing a 20% increase in sessional fees for specialist support services attending to SEN learners;
- refunding taxi fares for children with disabilities who attend registered pre-primary schools.

Madam Speaker, speaking about vocational scholarships, the Government is introducing two brand new scholarships explicitly dedicated to students thriving within the vocational stream. No child will eventually be left behind.

Coming to our healthcare, Madam Speaker, I would like to highlight that to immediately resolve structural distress and address the need of frontline medical workers, this budget funds a massive recruitment and upskilling drive. The Government is providing for the direct recruitment of 2,220 medical and paramedical staff, including nurses, to bolster existing capacities. The regional health advisory boards within regional hospitals will be re-engineered to explicitly integrate patient representation, introducing direct citizen oversight into healthcare delivery. Speaking about digitalisation, healthcare professionals and future clinical leaders will undergo structured training in AI. A dedicated Healthcare Innovation and AI Unit will be established to evaluate the safely deploy high-tech tools to optimise diagnostic efficiency.

A capital injection of Rs1.2 billion is allocated to modernise, re-engineer, and physically expand national healthcare infrastructure through specific projects –

- (i) construction of a brand new modern SSRN hospital, which will include integrated medical research facilities at Pamplémousses;
- (ii) establishment of Africa's first AYUSH Centre Excellence, marking the very first iteration of this specialised centre outside of India;
- (iii) construction of a modern National Health Laboratory;
- (iv) deployment of a dedicated dialysis unit permanently stationed at the ENT hospital.

Madam Speaker, this budget injects Rs40 million specifically to overhaul diabetes prevention frameworks and specialised treatment protocols. To address an ageing population, every regional hospital will be structurally upgraded to house two dedicated geriatric wards specialising in the acute care of the elderly. My constitution is already following this step.

Furthermore, domiciliary medical visits will be extended down to individuals aged 85 and above, backed by a Rs58 million fund.

Madam Speaker, we will hear voices across the aisle criticising this budget, but let history record that while the Opposition specialises in grievances, our leader specialises in governance. This budget manages our fiscal deficit and national debt with surgical precision, ensuring international confidence while keeping our domestic economy vibrant.

I applaud our hon. leader for his stellar leadership, his unwavering courage for this budget. I command this budget to the House. Thank you.

Madam Speaker: Hon. Minister of Education!

Dr. Gungapersad: Madam Speaker, I move that the debate be now adjourned.

Dr. Ramtohul rose and seconded.

Question put and agreed to.

Debate adjourned accordingly.

ADJOURNMENT

The Prime Minister: Madam Speaker, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Tuesday 23 June 2026 at 11.30 a.m.

The Deputy Prime Minister rose and seconded.

Question put and agreed to.

Madam Speaker: The House stands adjourned!

At 9.40 p.m. the Assembly was, on its rising, adjourned to Tuesday 23 June 2026 at 11.30 a.m.